

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RÉPONSES AUX DEMANDES
DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

TABLE DES MATIÈRES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Légende :

Numérotation des fiches de réponse du Ministère

**Réponse du Ministère ou réponse suggérée par le leader du gouvernement
(dans ces cas, il n'y a pas de fiche de réponse produite)**

Voir également l'annexe de la table des matières (questions non répondues)

G01	RG01	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	
G02	RG02	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	
G03	-	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues;	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24) : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information

		c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l’atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l’impact de la campagne.	Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
G04	RG04	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’événement. d) si l’événement s’est tenu virtuellement; Par le ministère ou l’organisme : e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’événement. h) si l’événement s’est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’événement. o) si l’événement s’est tenu virtuellement.	
G05	RG05	La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l’organisme : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;	

		e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s’il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	
G06	RG06	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d’octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l’échéancier; g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.	
G07	-	Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d’évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.	L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca
G08	-	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d’un ministère ou d’un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l’embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu’aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers
G09	RG09	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet;	

		b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.	
G10	RG10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.	
G11	RG11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	

G12	RG12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.	
G13a	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
G13b	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
G13c	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
G13d	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

G13e	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
G13f	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
G13g	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
G13h	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
G13i	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G13j	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G13k	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

		l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.	
G13l	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G13m	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G13n	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G13o	RG13o	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.	
G13p	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G13q	RG13q	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	
G13r	-	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1 ^{er} novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
G14a	-	Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

		a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.	
G14b	RG14b	Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :	
G14c	RG14c	b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
G15	RG15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	
G16	-	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.
G17	RG17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	
G18	RG18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :	

		a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	
G19	-	Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26) : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/frais-depenses-2023-2024
G20	RG20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.	
G21	-	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2025-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G22	-	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G23	-	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	Voir la réponse de la fiche RG20
G24	RG24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	
G25	RG25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	
G26	RG26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;	

		e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.	
G27	RG27	Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	
G28	RG28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.	
G29	-	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G30	-	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G31	-	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.
G32	-	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G33	RG33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	
G34	RG34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	
G35	-	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
G36	RG36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	
G37	-	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G38	-	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G39	-	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G40	RG40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	

G41	-	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G42	RG42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	
G43	RG43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.	
G44	RG44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	
G45	-	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation
G46	RG46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.	

G47	RG47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.	
G48	-	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G49	-	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au rapport annuel de gestion ainsi qu'au plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
G50	-	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf
G51	RG51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	
G52	RG52	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	
G53	-	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21) : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/frais-depenses-2024-202
G54	-	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du

		activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/frais-depenses-2023-2024
G55	RG55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	
G56	RG56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	
G57	-	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.
G58	RG58	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)	

G59	RG59	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.	
G60	-	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
G61	-	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers
G62	-	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G63	-	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
G64	RG64	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	
G65	-	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers
G66	-	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.
G67	-	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures
G68	-	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G69	-	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : https://soquij.qc.ca/a/fr
G70	-	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca
G71	-	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.
G72	-	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.
G73	RG73	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

Veuillez consulter le tableau ci-dessous concernant la liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information>.

Voyages hors Québec				
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coût total
Toronto, Ontario	2024-04-16 au 2024-04-17	Rencontre pour tous les organismes de réglementation de la profession enseignante du Canada, dans le cadre du consortium de Parcours vers l’enseignement (SC-76971)	M. André Voros, Directeur par intérim à la titularisation permanente	Coûts assumés par le CMEC - \$
Moncton (Nouveau-Brunswick)	2024-04-26 au 2024-04-27	Participation au comité d’orientation stratégique de l’Association canadienne d’éducation de langue française (SC-76779)	M. Édouard Pérusse, conseiller en affaires intergouvernementales	516,80 \$
Ottawa (Ontario)	2024-05-13 au 2024-05-17	Participation au congrès annuel de l’avancement canadienne-française pour l’avancement des sciences (ACFAS) (SC-76611)	M. Pierre Rioux, Directeur de l’analyse stratégique et économique, Mme Caroline Simard, conseillère en recherche et en analyse de données, Mme Karine Bédard, conseillère stratégique, Mme Bintou Diarra, conseillère, Mme Émilie Tessier, conseillère, M. François Sirois, conseiller stratégique, Mme Karine Saulnier-Beaupré, responsable des programmes d’études de français, langue d’enseignement, Mme Julie Nollet, collaboratrice aux programmes d’études de français, langue d’enseignement, Mme Annie-Claude Drouin, collaboratrice aux programmes d’études de français, langue d’enseignement en prêt de services du centre de services scolaire Marie-Victorin, Mme Christiane Bourdages-Simpson, responsable programme d’éducation préscolaire, Mme Melany Cannavino, collaboratrice au programme d’éducation préscolaire en prêt de services du centre de services scolaire des Draveurs, Mme Nadia Larrivée, conseillère, Mme Caroline Bégin, conseillère et Mme Audrey Gonthier, conseillère	7 808,63 \$
King City (Ontario)	2024-06-12 au 2024-06-12	112 ^e réunion du Conseil des ministres de l’Éducation (Canada) [CMEC] et 123 ^e réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l’éducation (SC-77137)	Mme Carole Arav, sous-ministre, Mme Marie-Josée Blais, sous-ministre adjointe, Mme Marie-Ève Laviolette, cheffe d’équipe	3 444,09 \$
St. John’s (Terre-Neuve-et-Labrador)	2024-08-20 au 2024-08-23	Rencontre M1 des Chefs et Assistants-chefs de mission des Jeux d’été du Canada de 2025 (SC-78622)	M. Éric Pilote, conseiller en sport	1 777,93 \$

Voyages hors Québec				
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coût total
Halifax (Nouvelle-Écosse)	2024-10-01 au 2024-10-04	Rencontre pour tous les organismes de réglementation de la profession enseignante du Canada, dans le cadre du consortium de Parcours vers l’enseignement (SC-80902)	M. Tommy Leblond, analyste à la titularisation permanente	Coûts assumés par le CMEC - \$

Voyages Hors-Canada				
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coût total
Abidjan (Côte d’Ivoire)	2024-04-20 au 2024-04-27	Groupe de travail des correspondants nationaux et Comité de pilotage du Programme d’analyse des systèmes éducatifs (PASEC) (CONFEMEN) (SC-74227)	Mme Caroline Davoine, Directrice des relations extérieures et représentante du ministre de l’Éducation et Mme Mélanie Guilmette, conseillère experte en affaires internationales	1 020,57 \$
Paris (France)	2024-07-31 au 2024-08-05	Jeux Olympiques d’été 2024 (SC-75700)	Mme Isabelle Charest, ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Mme Michèle Morand, conseillère politique	7 113,53 \$
Burlington, Vermont (États-Unis)	2024-11-03 au 2024-11-04	Journée de connexion et de partage en éducation entre le Vermont et le Québec (SC-81098)	Mme Jade Henry Casey, conseillère en affaires internationales et responsable du dossier États-Unis	748,77 \$
Bruxelles (Belgique)	2024-09-28 au 2024-09-29	Mission Journée Québec à Bruxelles (Belgique) (SC-79644)	Mme Valérie Lepire, coordonnatrice du recrutement à l’étranger, direction générale de la planification de la main-d’œuvre du réseau et M. Martin Bougie, conseiller au recrutement à l’étranger	6 838,70 \$
Rabat (Maroc)	2024-10-26 au 2024-10-27	Mission Journée Québec à Rabat (Maroc) (SC-81238)	Mme Valérie Lepire, coordonnatrice du recrutement à l’étranger, direction générale de la planification de la main-d’œuvre du réseau et M. Martin Bougie, conseiller au recrutement à l’étranger	8 662,22 \$

Voyages Hors-Canada				
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coût total
Bogota (Colombie)	2024-11-23 au 2024-11-24	Mission Journée Québec à Bogota (Colombie) (SC-81243)	Mme Ana Ferreira, conseillère au recrutement à l'étranger et M. Martin Bougie, conseiller au recrutement à l'étranger	5 147,92 \$
Paris (France)	2024-11-30 au 2024-12-01	Mission Journée Québec à Paris (France) (SC-81834)	Mme Ana Ferreira, conseillère au recrutement à l'étranger et M. Martin Bougie, conseiller au recrutement à l'étranger	3 452,01 \$
Dakar (Sénégal)	2025-01-19 au 2025-01-26	Participation à la session ordinaire du comité de pilotage du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) (CONFEMEN) (SC-80773)	Mélanie Guilmette, conseillère experte en affaires internationales et correspondante nationale-CONFEMEN	582,62 \$ ¹

¹ Ces frais ont été engagés en date du 3 février 2025.

**Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada**

Réunion des 2 et 3 octobre 2024

Halifax, Nouvelle-Écosse

ORDRE DU JOUR**Renseignements sur la réunion**Date : Mercredi 2 octobre et jeudi 3 octobre 2024Heure : De 9 h à 16 h 30, heure avancée de l'EstAccès : Bureau du registraire des certificats d'aptitude à l'enseignementMinistère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse
2021, rue Brunswick, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2S9

Il s'agit d'une réunion en présentiel et nous invitons les membres à y prendre part. Si vous ne pouvez pas vous y présenter, dites-nous si vous participerez par Zoom. Les renseignements pour la participation par Zoom sont comme suit :

- Lien d'accès : <https://ccrsolutions.zoom.us/j/84176820064>
- ID de la réunion : 841 7682 0064
- Code secret :

Indications concernant l'accès :

- **Téléchargez l'application Zoom** avant la réunion. Si vous utilisez :
 - **un ordinateur de bureau**, téléchargez l'application à partir de <https://zoom.us/download>;
 - **un appareil mobile**, l'application est accessible dans les boutiques :
 - [App Store d'Apple](#) ou
 - [Google Play](#).
- **L'interprétation simultanée** n'est offerte que lorsque vous utilisez l'application Zoom (pour ordinateur de bureau ou appareil mobile). Elle n'est pas offerte si vous vous connectez en utilisant un navigateur Web ou si vous accédez à la réunion par téléphone.
- **Utilisez un casque d'écoute et désactivez votre microphone.** N'utilisez pas les haut-parleurs de votre ordinateur de bureau ou de votre appareil mobile.

Établissez une connexion et testez votre ordinateur de bureau/appareil mobile : Veuillez vous joindre à la réunion 15 minutes avant l'heure de début prévue pour vérifier que votre casque d'écoute, votre

microphone, votre caméra Web et votre connexion Internet répondent aux exigences. Vous pouvez aussi utiliser le [test Zoom](#) en tout temps.

Gouvernance du comité

Président du Consortium de Parcours vers l’enseignement Canada

- M. Andrew Crawford, directeur de l’agrément, ministère de l’Éducation de la Colombie-Britannique

Vice-président du Consortium de Parcours vers l’enseignement Canada

- M. Hugues Beaulieu, registraire de l’agrément du personnel enseignant, ministère de l’Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick

Heure	Point à l’ordre du jour	Responsable	Point dans le plan de travail
JOUR 1 – Mercredi 2 octobre 2024			
8 h 30 – 9 h	Petit-déjeuner léger		
9 h – 9 h 15 (15 minutes)	1. Gouvernance du Consortium de Parcours vers l’enseignement Canada Les membres sont invités : • à examiner et à approuver le projet d’ordre du jour de cette réunion; • à approuver le sommaire des décisions de la vidéoconférence du 27 août 2024.	Président du Consortium de Parcours vers l’enseignement Canada	Gouvernance

Le président discute des résultats attendus de la réunion.

9 h 15 – 9 h 45 (30 minutes)	2. Présentation du site Web de Parcours vers l'enseignement Canada Paper Leaf présente la version finale du site Web de Parcours vers l'enseignement Canada à la suite d'une vérification du contenu et d'une restructuration des pages. Les membres sont invités : • à commenter et à approuver la version finale du site Web de Parcours vers l'enseignement Canada.	Paper Leaf	Mise en œuvre de Parcours
9 h 45 – 10 h 30 (45 minutes)	3. Présentation du portail de Parcours vers l'enseignement Canada Paper Leaf présente la version finale du portail de Parcours vers l'enseignement Canada et le processus de demande d'évaluation. Les membres sont invités : • à commenter et à approuver la version finale du portail de Parcours vers l'enseignement Canada et le processus de demande d'évaluation.	Paper Leaf	Mise en œuvre de Parcours

10 h 30 – 10 h 45

Pause santé

10 h 45 – 11 h 15
(30 minutes)

4. Examen du processus de l'Évaluation des compétences linguistiques pour la profession enseignante (ECLPE)

Managexam

**Mise en œuvre de
Parcours**

Managexam présente le processus de surveillance de l'ECLPE pour les candidates et candidats inscrits à Parcours.

Les membres sont invités :

- à commenter et à approuver le processus de surveillance de l'ECLPE.

11 h 15 – 12 h
(45 minutes)

5. Examen du processus de l'ECLPE

Wired Solutions

**Mise en œuvre de
Parcours**

Wired Solutions présente le processus d'administration de l'ECLPE sur XpressLab pour les candidates et candidats inscrits à Parcours.

Les membres sont invités :

- à commenter et à approuver le processus d'administration de l'ECLPE sur XpressLab.

12 h – 13 h

Déjeuner

13 h – 14 h
(60 minutes)

6. Présentation du processus d'évaluation des diplômes

World
Education
Services Inc.

**Mise en œuvre de
Parcours**

World Education Services Inc. (WES) présente le processus d'évaluation des diplômes

pour les candidates et
candidats inscrits à Parcours.

Les membres sont invités :

- à commenter et à
approuver le
processus d'évaluation
des diplômes.

14 h – 14 h 30 (30 minutes)	7.	Présentation du portail de Parcours vers l'enseignement Canada	Paper Leaf	Mise en œuvre de Parcours
Paper Leaf présente la version finale du portail de Parcours vers l'enseignement Canada et le processus d'envoi des évaluations aux provinces et aux territoires. Les membres sont invités : • à commenter et à approuver le processus d'envoi des évaluations sur le portail de Parcours vers l'enseignement Canada.				
14 h 30 – 15 h 15 (45 minutes)	8.	Codage de l'ECLPE	Wired Solutions et XX	Mise en œuvre de Parcours
Les membres assistent à une démonstration de l'interface de codage sur XpressLab et reçoivent un aperçu de la formation destinée aux codeuses et codeurs. Les membres sont invités : • à commenter et à approuver le processus de codage de l'ECLPE.				

15 h 30 – 16 h 30 (60 minutes)	9.	Matériel de formation pour l'ECLPE Le Groupe Directions : Recherche et analyse des politiques donne une présentation sur le matériel de formation créé jusqu'à présent. Les membres sont invités : à commenter et à approuver le matériel de formation pour l'ECLPE.	Groupe Directions : Recherche et analyse des politiques	Mise en œuvre de Parcours
-----------------------------------	----	---	---	---------------------------

Heure	Point à l'ordre du jour	Responsable	Point dans le plan de travail
<u>JOUR 2 – Jeudi 3 octobre 2024</u>			
8 h 30 – 9 h	Petit-déjeuner léger		

9 h – 10 h (60 minutes)	10.	Stratégie de promotion de l'image de marque : présentation du travail réalisé jusqu'à présent Innovate By Day, l'entreprise chargée de créer une stratégie de promotion de l'image de marque, y compris une stratégie de communication et de marketing et des recommandations concernant le référencement naturel, présente le travail réalisé jusqu'à présent : phase 1 – Recherche et recensement;	Innovate By Day	Mise en œuvre de Parcours
----------------------------	-----	--	-----------------	---------------------------

- partie de la phase 2 – Plan de communication et de marketing.

Les membres sont invités :

- à formuler des commentaires.

10 h – 10 h 30 (30 minutes)	11. Service à la clientèle – Présentation du service de soutien XX donne un aperçu du service de soutien de Parcours vers l'enseignement Canada. Les membres sont invités : • à formuler des commentaires.	Secrétariat du CMEC	Mise en œuvre de Parcours
10 h 30 – 10 h 45	Pause santé		
10 h 45 – 11 h 15 (30 minutes)	12. Examen des politiques de Parcours vers l'enseignement Canada Les membres discutent de toutes les politiques de Parcours vers l'enseignement Canada élaborées par Field Law, le bureau de consultation juridique de Parcours. Les membres sont invités : • à formuler des commentaires.	Président du Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada et ensemble des membres	Mise en œuvre de Parcours
11 h 15 – 12 h (45 minutes)	13. Gestion du changement Les membres discutent de leur plan de gestion du changement :	Président du Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada et	Mise en œuvre de Parcours

- Les membres participant au pré-lancement du 15 octobre donnent une mise à jour sur les progrès réalisés.
- D'autres membres donnent une mise à jour sur les progrès réalisés pour le lancement officiel à la fin de novembre 2024.

Les membres sont invités :

- à donner des mises à jour sur la planification et les progrès réalisés en prévision du lancement du service
Parcours vers l'enseignement Canada.

12 h – 13 h

Déjeuner

13 h – 13 h 30
(30 minutes)

14. Collaboration avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Le président donne une mise à jour sur les consultations avec IRCC visant à possiblement réduire les obstacles auxquels les enseignantes et enseignants formés à l'étranger sont confrontés pour respecter les exigences des programmes d'immigration et de délivrance des permis d'exercice.

Les membres sont invités :

- à commenter les prochaines étapes avec IRCC.

Président du Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada

Mise en œuvre de Parcours

13 h 30 – 15 h
(90 minutes)

15. Mise à jour sur les questions d'intérêt commun et les initiatives des provinces et des territoires

Président du Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada et

Faciliter la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC)

Le président invite les membres à faire part des changements apportés récemment aux textes de loi et aux programmes de formation du personnel enseignant qui pourraient avoir des répercussions sur la mobilité des enseignantes et enseignants, y compris la pénurie de personnel enseignant.

Les membres sont invités :

- à présenter les questions d'intérêt commun, quelles qu'elles soient, durant la discussion en table ronde. Pour les commentaires plus longs, veuillez les envoyer par écrit au Secrétariat du CMEC d'ici le 20 mars, afin qu'ils puissent être inclus dans les documents pour la réunion; les documents contextuels devront également être fournis par écrit.

15 h – 15 h 15

Pause santé

15 h 15 – 16 h
(45 minutes)

16. Pérennité des Registraires de l'agrément du personnel enseignant (RAPEC)

Président des RAPEC et ensemble des membres

Faciliter la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC)

Le président des RAPEC donne une mise à jour sur les réponses reçues jusqu'à présent concernant le mémorandum CCSME/2023/17 (« Recommandation pour la participation active et financière des organismes provinciaux et territoriaux de réglementation de la profession enseignante à la poursuite des activités des

RAPEC en tant que comité du CMEC »).

Les membres sont invités :

- à discuter des prochaines étapes et des plans de contingence.

16 h – 16 h 20 (20 minutes)	17. Divers Le président invite les membres à discuter d'autres points, au besoin.	Président et membres du Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada	Gouvernance
16 h 20 – 16 h 30 (10 minutes)	18. Remarques de clôture et levée de la séance Le président prononce les remarques de clôture et remercie les membres de leur participation.	Président du Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada	Gouvernance

PROGRAMME DES ACTIVITÉS CONNEXES

2 octobre 2024	Lieu et horaire
Dîner pour les personnes participantes – lieu à confirmer	19 h

De : [Dounia Dorbani](#)
À : [Marie-France Drouin-Lavigne](#)
Objet : [Extranet - Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada] Action Items summary - Pathways to Teach Canada / Résumé des actions requises - Parcours vers l'enseignement Canada
Date : 7 mars 2024 09:14:26
Pièces jointes : [image001.jpg](#)
[image002.jpg](#)
[image003.jpg](#)
[image004.jpg](#)
[image005.jpg](#)
[image006.jpg](#)

[LE FRANÇAIS SUIV L'ANGLAIS]

Dear Pathways to Teach Canada Consortium members,

First, we would like to thank you for your collaboration during the very busy time leading to the launch of Pathways to Teach Canada.

We realise that we have been requesting a lot of documents review and approvals, and this comes in addition to your day-to-day tasks.

We are trying to find a balance between giving you enough time to review and provide approvals, while also ensuring things are moving forward with the project in a timely manner, knowing that we have a limited amount of time to use the available budget.

To help with time management and priorities, we prepared the table below with the upcoming deadlines.

We will be updating this table on a regular basis.

Item	Action required	Deadline
1. In person Meetings in April: - Dates: Tuesday, April 16, and Wednesday, April 17, 2024 - Time: 9:00 a.m. - 4:30 p.m. EST - Location: CMEC Secretariat, 95 St Clair Avenue West, Suite 1106, Boardroom A/B - Agenda: One day will be devoted to a work-session with World Education Services (WES) and the second day for a Pathways Consortium meeting, including time for RTCC committee discussions.	Please review the invitation email. And fill in the tableau dedicated to confirmation of your presence in person or virtually. There is also a section for food restriction.	March 8, 2024.
2. Request for Quotation (RFQ): Review of Privacy Impact Assessment (PIA)/Data Protection Impact Assessment (DPIA) quotes: We have received six quotes in response to the RFQ for conducting a PIA/DPIA.	Please review these quotes and provide your selection. This will enable us to finalize the choice during the videoconference on March 12: https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4838	March 11, 2024.
3. Request for Quotation (RFQ): Review of the Development of training materials for Language Competency Assessments for the Teaching Profession (LCATP) in French and English quotes: We have received two quotes in response to the RFQ for developing the LCATP training material.	Please review these quotes and provide your selection. This will enable us to finalize the choice during the videoconference on March 12: https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4842	March 11, 2024.
4. Brand Awareness Strategy Request for Proposals (RFP):	Please review this document in preparation for our videoconference meeting scheduled for March 12,	March 12, 2024.

The RFP for developing a bilingual brand awareness strategy for the new "Pathways to Teach Canada" service is now available.	2024, where we will discuss and seek your approval before officially posting it on MERX. You can access the RFP documents on our Extranet: https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4914	
5. Application form and report for WES credential evaluation	Review the application form and report for credential evaluation, with questions and comments from members and WES. You can access the document at: https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4914 - A discussion will take place during the videoconference on March 12.	March 12, 2024
6. Upcoming Work Session with WES. The purpose of this session is to conduct an in-depth analysis of WES's methodology.	Please share one or two "problematic" course-by-course reports, along with any clarification requests and questions we should share with WES for this work-session. Please, ensure the reports are redacted.	March 15, 2024

Please contact us if you have questions.

Best regards,

[FRANÇAIS]

Bonjour aux membres du Consortium de Parcours vers l'enseignement Canada,

Tout d'abord, nous tenons à vous remercier pour votre collaboration durant la période très chargée qui a précédé le lancement de Parcours vers l'enseignement Canada.

Nous sommes conscients que nous vous avons demandé d'examiner et d'approuver un grand nombre de documents, ce qui vient s'ajouter à vos tâches quotidiennes.

Nous essayons de trouver un équilibre entre le fait de vous donner suffisamment de temps pour examiner et approuver les documents, tout en veillant à ce que le projet avance en temps voulu, sachant que nous disposons d'un temps limité pour utiliser le budget disponible.

Pour aider avec la gestion du temps et les priorités, nous avons préparé le tableau ci-dessous pour vous rappeler plusieurs mises à jour importantes et les échéances à venir.

Nous mettrons ce tableau à jour régulièrement.

Objet	Action requise	Date limite
1. Réunions en personne en avril : - Dates : Mardi 16 avril et mercredi 17 avril 2024 - Heure : de 9 h à 16 h 30 (heure de l'Est) - Lieu : Secrétariat du CMEC, 95, avenue St : Secrétariat du CMEC, 95 St Clair Avenue West, Suite 1106, Boardroom A/B - Ordre du jour : Une journée sera	Veuillez consulter l'e-mail d'invitation. Et remplissez le tableau consacré à la confirmation de votre présence en personne ou virtuellement. Il y a également une section pour les restrictions alimentaires.	Le 8 mars 2024

consacrée à une session de travail avec World Education Services (WES) et la deuxième journée à une réunion du Consortium des voies d'accès, y compris du temps pour les discussions des comités du CCRT.		
2. Demande de devis : Examen des devis relatives à évaluation des risques d'atteinte à la vie privée et l'évaluation des incidences sur la protection des données pour le service Parcours vers l'enseignement Canada. Nous avons reçu six devis en réponse à l'appel d'offres pour la réalisation d'une évaluation des risques sur la vie privée/évaluation des incidences sur la protection des données.	Veuillez examiner ces devis et nous faire part de votre choix. Cela nous permettra de finaliser le choix lors de la vidéoconférence du 12 mars : https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4838	Le 11 mars 2024
3. Demande de devis : Examen des devis pour le développement de matériel de formation pour l'Évaluation des compétences linguistiques pour la profession enseignante (ECLPE) en français et en anglais. Nous avons reçu deux devis en réponse à l'appel d'offres pour le développement du matériel de formation pour l'ECLPE.	Veuillez examiner ces devis et nous faire part de votre choix. Cela nous permettra de finaliser le choix lors de la vidéoconférence du 12 mars : https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4842	Le 11 mars 2024
4. Appel d'offres (AO) pour une stratégie de sensibilisation à la marque : L'AO pour l'élaboration d'une stratégie de sensibilisation à la marque bilingue pour le nouveau service Parcours vers l'enseignement Canada est maintenant disponible.	Veuillez examiner ce document en vue de notre réunion par vidéoconférence prévue le 12 mars 2024, au cours de laquelle nous en discuterons et vous demanderons votre approbation avant de l'afficher officiellement sur MERX. Vous pouvez accéder aux documents de l'appel d'offres sur notre Extranet: https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4914	Le 12 mars 2024
5. Formulaire d'application et rapport pour l'évaluation des diplômes par WES	Revoir le formulaire d'application et le rapport pour l'évaluation des diplômes, avec questions et commentaires des membres et de WES.	Le 12 mars 2024

	Vous pouvez accéder au document à : https://extranet.cmec.ca/app/documents/default.aspx?id=359&fid=4914 • Une discussion aura lieu lors de la vidéoconférence du 12 mars.	
6. Prochaine séance de travail avec WES. L'objectif de cette séance est de procéder à une analyse approfondie de la méthodologie de WES.	Veuillez partager un ou deux rapports "problématiques" cours par cours, ainsi que toute demande de clarification et questions à partager avec WES pour cette session de travail. • Merci de veillez à ce que les rapports soient expurgés.	Le 15 mars 2024

Merci de revenir vers nous si vous avez des questions,
Cordialement,



Dounia Dorbani (she/her, elle)

Coordinator, Pathways to Teach Canada
 Coordinatrice, Parcours vers l'enseignement Canada
 Council of Ministers of Education, Canada
 Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

T: 416.962.8100, ext./poste 232



Thank you for your message. My office hours are Monday to Friday, 8:30 a.m. to 4:45 p.m. Toronto local time. I will reply to your message within these hours.

Merci pour votre message. Mes heures de travail sont du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 45, heure locale de Toronto. Je répondrai à votre message durant ces heures.

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	
Lieu	Toronto
Date de la mission	16 et 17 avril 2024

Contexte

Rencontre pour tous les organismes de réglementation de la profession enseignante du Canada, dans le cadre du *Consortium de Parcours vers l'enseignement*.

Il est à noter que la présence du Ministère lors de cette rencontre n'a engendré aucuns coûts, ceux-ci étant assumés par le Conseil des ministres de l'Éducation Canada (CMEC).

Objectifs

Parcours vers l'enseignement est un centre d'évaluation et d'intégration à l'échelle pancanadienne des enseignants formés à l'étranger qui offre un service d'évaluation des diplômes étrangers et une évaluation de la langue aux enseignants étrangers souhaitant obtenir l'autorisation d'enseigner dans les provinces ou territoires canadiens membres. Le Québec qui possède ses propres services d'évaluation n'utilise pas les services du centre et est membre observateur seulement.

Il est important que la Direction de l'encadrement de la profession enseignante puisse suivre les discussions et rencontres avec les membres du Consortium, notamment dans le but de connaître les procédures de reconnaissances des diplômes internationaux qui y seront utilisées. L'agrément et la mobilité du personnel enseignant entre les provinces et territoires ont aussi un impact sur le Québec avec la mise en application de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) pour la profession enseignante.

De plus, il est prévu, lors de cette rencontre, de faire le point sur le comité des Registraires de l'agrément du personnel enseignant qui est présentement sur pause. Le RAPEC est un comité consultatif permanent du CMEC regroupant les registraires, c'est-à-dire les personnes qui délivrent les autorisations d'enseigner dans les provinces et territoires du Canada. En résumé, les membres du comité échangent de l'information sur la réglementation de la profession enseignante partout au Canada et coordonnent la mise en œuvre de l'ALEC pour la profession enseignante. Le maintien de relations cordiales et d'échanges sur la réglementation de la profession enseignante avec les autres registraires est donc important pour le Québec.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Différents points liés à la mise en œuvre du centre (services d'évaluation des diplômes, rapport d'évaluation, promotion, gestion du changement) ont été abordés. Les membres ont également fait le point sur les modifications récentes à la législation ou aux programmes de formation à l'enseignement dans chaque province ou territoire. Finalement, la pérennité du comité des Registraires de l'agrément du personnel enseignant Canada (RAPEC) a été discutée.

Composition de la délégation gouvernementale

Québec : Directeur de l'encadrement de la profession enseignante par intérim, André Voros.

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Marie-France Drouin-Lavigne	2025-01-27
Validé par (directeur/supérieur)	André Voros	2025-01-27
Approuvé par (sous-ministre adjoint)		2025-01-30

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Comité d'orientation stratégique de l'Association canadienne d'éducation de langue française
Lieu	Moncton (Nouveau-Brunswick)
Date de la mission	Les 26 et 27 avril 2024

Contexte

Le ministère de l'Éducation (MEQ) a participé, les 26 et 27 avril 2024, à la rencontre du Comité d'orientation stratégique (COS) de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF).

L'ACELF est un organisme à but non lucratif qui œuvre, en collaboration avec son réseau pancanadien, dans le domaine de l'éducation pour renforcer la vitalité des communautés francophones au Canada. Plus précisément, l'organisme est un leader influent en construction identitaire et travaille au renforcement des capacités des intervenants en éducation de langue française.

L'ACELF convie deux fois par année le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), ainsi que tous les autres ministères de l'Éducation des provinces et territoires du Canada, à la rencontre de son COS. La Direction des relations extérieures (DRE) siège au COS. Le MEQ finance annuellement l'ACELF depuis plus d'une quinzaine d'années pour son fonctionnement et ses activités, à la hauteur de 120 000 \$ par année. Une nouvelle convention d'aide financière a été signée pour les années 2023-2024 à 2025-2026 en octobre 2023. La présence du Québec est importante lors de ces rencontres, qui visent à superviser l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du plan stratégique de l'ACELF, lequel tient compte des enjeux régionaux et pancanadiens en éducation francophone à prendre en compte, puis à veiller au caractère apolitique de l'association et au respect des compétences provinciales et territoriales.

Objectifs

La participation du MEQ à la rencontre du COS et au congrès annuel de l'ACELF a pour objectif de :

- Représenter le MEQ lors du comité d'orientation stratégique de l'ACELF;
- Enrichir les réflexions pancanadiennes en apportant leur perspective;
- Collaborer à l'atteinte des objectifs stratégiques de l'ACELF selon les modalités propres au MEQ.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

La participation du MEQ a notamment permis de :

- Obtenir un état de l'avancement du Cadre d'amélioration 2022-2025;
- Réfléchir à l'actualisation du concept de construction identitaire;
- Discuter à propos de la thématique du congrès 2025 qui se tiendra au Québec;
- De se pencher sur les enjeux d'adhésion et de sentiment d'appartenance;
- De faire la promotion des programmes de mobilité étudiante, enseignante et du personnel scolaire du MEQ auprès des autres membres du comité, dont notamment des représentants ministériels des autres provinces et territoires.

Composition de la délégation gouvernementale	Coordonnées
Édouard Pérusse, conseiller en affaires intergouvernementales, DRE, MEQ ;	edouard.perusse@education.gouv.qc.ca

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Édouard Pérusse	01/05/2024
Validé par (directeur/supérieur)	Caroline Davoine	03/05/2024
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	Marie-Josée Blais	8/05/2024

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	
Lieu	Ottawa, Canada
Date de la mission	13 au 15 mai 2024

Contexte

Le ministère de l'éducation (MEQ) a participé au congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). La Direction de l'analyse stratégique et économique (DASE) y était comme représentant du Ministère et panéliste. Ainsi, M. Pierre Rioux a participé aux échanges concernant le sujet « En quoi les données administratives, jumelées aux données d'enquêtes longitudinales, peuvent-elles bonifier les possibilités d'analyses scientifiques? » Il faut comprendre que M. Rioux représente le MEQ sur différents comités directeurs comme :

- Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ) 1 et 2
- Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle 2017 (EQPPEM)
- Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM)

M. Rioux était en présentiel lors de la journée ayant comme thème « Naître au Québec : mieux connaître deux générations grâce aux éditions de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ 1 : 1998 -; ELDEQ 2 : 2021) » et il était à distance pour l'avant-midi concernant « La vulnérabilité des enfants de maternelle 5 ans : que nous apprennent les enquêtes populationnelles québécoises? »

Mme Caroline Simard a participé à l'ACFAS dans une perspective de formation et de mise à jour de ses compétences en recherche. Elle a participé aux différentes présentations des ateliers suivants : l'émergence de nouveaux rôles dans la valorisation des données de réussite éducative, La recherche à l'ère des données administratives du Québec : état des lieux et perspectives d'avenir, La science pour le politique : état des recherches sur le conseil scientifique, le panel auquel M. Rioux a participé, Enjeux liés aux conceptions des élèves HDAA (puisque leurs données sont souvent analysées), Comprendre le métier enseignant et ses transformations : exploration de divers contextes et approches comparées (en appui aux travaux sur la satisfaction du personnel scolaire), Réconcilier transfert et évaluation de la formation en milieu de travail : vers de nouvelles tendances, pratiques et expériences (pour appui au dossier de soutien-conseil pour l'évaluation des compétences des stagiaires en enseignement), Gouvernance et institutions : quels changements en éducation? Penser l'évaluation pour un monde durable : pratiques et stratégies prometteuses à l'échelle locale, nationale et internationale. Ces ateliers ont mis la lumière sur les dernières pratiques en termes de gouvernance des données et sur la place de la recherche et du conseil scientifique dans un contexte gouvernemental comme le nôtre.

Enfin, Mme Karine Bédard, conseillère stratégique à la Direction générale de la valorisation de l'information (DGI), était également présente au Colloque 632 - Naître au Québec : mieux connaître deux générations grâce aux éditions de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ 1 : 1998 -; ELDEQ 2 : 2021) le 14 mai 2024. Elle accompagnait M. Rioux aux fins de réseautage et dans le cadre de sa participation à la Table ronde *En quoi les données administratives, jumelées aux données d'enquêtes longitudinales, peuvent-elles bonifier les possibilités d'analyses scientifiques? Le cas de l'ELDEQ.*

Objectifs

Participer au congrès de l'ACFAS. Les équipes du MEQ doivent être le plus au fait possible de ce qui se passe en recherche dans le domaine de l'éducation. Leur participation à cet événement leur permettra d'être en contact avec des chercheurs et des acteurs du réseau scolaire, pour alimenter leur réflexion. Programme <https://www.acfas.ca/evenements/congres/programme>

Représenter le ministère de l'Éducation à titre de contributeur et d'acteur incontournable en matière de valorisation des données en éducation.

Faire mieux connaître le potentiel des données en Éducation.

Faire rayonner les travaux et les expertises du ministère en matière de valorisation de l'information auprès d'une communauté scientifique d'envergure internationale.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

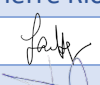
Ne rien indiquer qui ne soit pas validé ou officiel

Composition de la délégation gouvernementale

Pierre Rioux, Directeur de l'analyse stratégique et économique, DASE

Caroline Simard, Conseillère en recherche et en analyse de données, DASE

Karine Bédard, Conseillère stratégique, DGV

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Pierre Rioux	12 juin 2024
Validé par (directeur/supérieur)		28 juin 2024
Approuvé par (sous-ministre adjoint)		2024-07-04

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Congrès de l'ACFAS (Association francophone pour le savoir)
Lieu	Université d'Ottawa
Date de la mission	Semaine du 13 au 17 mai 2024

Contexte

Dans le cadre de la veille de l'implantation du programme-cycle de l'éducation préscolaire, prendre connaissance des recherches en cours et rencontrer les chercheurs et questionner et commenter leur travail afin de bien cerner les éléments en liens ou non avec le programme.

Dans le cadre de la révision des travaux de français, langue d'enseignement, prendre connaissance des recherches en cours et rencontrer des chercheurs afin d'être à jour sur les connaissances liées à la didactique du français, langue d'enseignement.

Objectifs

Assister aux différents colloques portant sur des thèmes reliés à l'éducation préscolaire notamment sur le programme-cycle ainsi que sur ses orientations. Cette actualisation des savoirs et actions nous permettra de poursuivre nos travaux de veille qui auront un effet sur nos actions au cours des formations.

Assister aux différents colloques portant sur des thèmes reliés à la didactique du français, afin de soutenir les réflexions dans le cadre de la révision des programmes d'études.

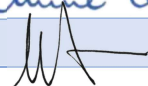
Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Ne rien indiquer qui ne soit pas validé ou officiel

Composition de la délégation gouvernementale

Responsable du Programme-cycle de l'éducation préscolaire et sa collaboratrice.

Responsable des programmes de français, langue d'enseignement et deux de ses collaboratrices.

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Christiane Bourdages Simpson Karine Saulnier-Beaupré	21 juin 2024
Validé par Annie Desrochers, directrice p.i.		21 juin 2024
Approuvé par Marc Sirois, SMA		2024-06-21

 2024-06-21

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Participation au congrès annuel de l'ACFAS
Lieu	Université d'Ottawa 75, avenue Laurier Est, Ottawa, ON K1N 6N5
Date de la mission	13 au 17 mai 2024

Contexte

- Le Congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) avait lieu à l'Université d'Ottawa du 13 au 17 mai 2024.
- Le thème de cette 91^e édition était « Mobiliser les savoirs en français » avec l'objectif de mettre en valeur la recherche en français. Des colloques scientifiques ont été présentés dans six disciplines : sciences de la santé, sciences naturelles, mathématiques et génie, lettres, arts et sciences humaines, sciences sociales, éducation et colloques multisectoriels.
- Une délégation de la Direction de l'intégration linguistique et de l'éducation interculturelle (DILEI) a participé aux colloques suivants (discipline « éducation ») :
 - « La construction de l'altérité en milieu scolaire : enjeux et approches de la différence », organisé par Gina Lafortune (UQÀM) et visant à interroger la construction de l'altérité et des frontières « eux/nous » en milieu scolaire à partir d'un corpus de recherches réalisées en contexte québécois/canadien, européen (France, Belgique, Suisse) et sud-américain. La DILEI y a également présenté son projet de répertoire de ressources pour une éducation interculturelle, inclusive et pour la lutte contre le racisme (en cours de révision).
 - « Enjeux liés aux conceptions des élèves HDAA », organisé par Marie-Ève Boisvert (UdeM) et visant à réfléchir aux différentes conceptions des élèves HDAA au Québec, ainsi qu'à l'effet de ces conceptions sur l'organisation des services offerts à ces élèves et sur la formation initiale des enseignant-e-s.
 - « Gouvernance et institutions : quels changements en éducation? », organisé par Julie Larochelle-Audet (UdeM) et visant à questionner l'émergence de nouveaux modes de gouvernance préconisant la gestion axée sur les résultats et récemment mis en place dans les institutions éducatives.
 - « La classe ordinaire en 2024 : une utopie? », organisé par Josée Charette (UQÀM) et visant à créer un espace de partage entre chercheurs, chercheuses, personnes étudiantes et praticiennes qui s'intéressent à l'éducation inclusive dans divers contextes, au Québec et au Canada, et ce, à partir des trois axes suivants : 1) Expérience d'acteurs et d'actrices de la communauté éducative évoluant en classe ordinaire (ex. : personnel enseignant ou professionnel, élèves); 2) Dispositifs, pratiques et ressources qui permettent de soutenir les élèves et le personnel scolaire en classe ordinaire; 3) Formation initiale et continue du personnel enseignant.

Objectifs

Le congrès de l'ACFAS est un incontournable dans le domaine de la recherche en éducation, au Québec. Depuis bientôt 100 ans, le congrès fait rayonner les savoirs en rassemblant les actrices et acteurs de la recherche au sein de la francophonie.

La délégation DILEI participa à l'événement dans une optique d'amélioration continue de ses professionnels et de consultation des partenaires dans le réseau de l'éducation.

Dans son plan stratégique 2023-2027, le MEQ consacre l'importance qu'il accorde à la recherche à travers son orientation transversale visant à « valoriser les données et les connaissances issues de la recherche. Ainsi, les équipes du ministère se doivent d'être le plus au fait de ce qui se passe en recherche dans le domaine de l'éducation et le congrès de l'ACFAS constitue une opportunité pour elles d'atteindre cet objectif.

De plus, l'événement offre aux professionnels l'occasion d'entrer en contact avec de nombreux chercheurs et acteurs du réseau scolaire avec qui créer des partenariats et échanger afin d'alimenter leur réflexion stratégique.

Programme <https://www.ACFAS.ca/evenements/congres/programme>

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Les informations recueillies serviront à alimenter les réflexions pour les dossiers et projets en cours au sein de la DILEI, notamment la révision et la publication d'un répertoire de ressources pour une éducation interculturelle, inclusive et pour la lutte contre le racisme.

Composition de la délégation gouvernementale

La Direction de l'intégration linguistique et l'éducation interculturelle était représentée par :

- Bintou Diarra (conseillère)
- Émilie Tessier (conseillère)
- François Sirois (conseiller stratégique)

Les directions suivantes du MEQ étaient aussi présentes¹ :

- Direction des programmes d'études en formation générale des jeunes
- Direction de l'analyse stratégique et économique
- Direction de la valorisation de l'information
- Direction de la valorisation et des politiques de formation du personnel scolaire
- Direction des politiques, de la prospective, de la veille et de la recherche

¹ Des rapports de mission distincts ont été produits.

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Bintou Diarra, Émilie Tessier et François Sirois	20 juin 2024
Validé par (directeur/supérieur)	Irvine Henry	20 juin 2024
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	Marie-Josée Blais	21 juin 2024

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Congrès de l'ACFAS 2024
Lieu	Ottawa
Date de la mission	14 au 17 mai 2024

Contexte

Le 91^e congrès de l'Acfas (Association francophone pour le savoir) organisé en collaboration avec l'Université d'Ottawa a eu lieu du 13 au 17 mai 2024, sur le thème « Mobiliser les savoirs en français ». Plus de 6000 congressistes issus d'une trentaine de pays se sont rassemblés, à Ottawa ou en ligne, pour découvrir et partager leurs plus récents résultats de recherche en français. Avec 224 colloques, 405 communications libres et une vingtaine d'activités tous publics, le 91^e Congrès a pour objectif de faire rayonner les savoirs en français dans toute leur pluralité.

Pour plus d'informations concernant le programme du 91^e congrès, consulter le lien ci-après :
<https://www.acfas.ca/evenements/congres/programme>

Objectifs

L'équipe de la recherche du ministère de l'Éducation se doit d'être le plus au fait possible des recherches en cours et des résultats scientifiques dans le domaine de l'éducation. La participation de deux professionnelles de la Direction des politiques, de la prospective, de la veille et de la recherche (DPPVR) à cet événement avait pour objectif de leur permettre d'être en contact avec des chercheurs et des acteurs du réseau scolaire, pour alimenter leur réflexion, l'orientation des actions ministérielles en matière de recherche en éducation et le soutien aux différents secteurs du Ministère en matière de mobilisation des connaissances scientifiques en éducation.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Ne rien indiquer qui ne soit pas validé ou officiel

Composition de la délégation gouvernementale

Caroline Bégin et Audrey Gonthier

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Audrey Gonthier	11 juin 2024
Validé par (directeur/supérieur)	Benjamin Ducol	17 juin 2024
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	Catherine Morneau	19 juin 2024

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	91^e Congrès de l'ACFAS
Lieu	Université d'Ottawa
Date de la mission	17 mai 2024

Contexte

« Le 91^e Congrès de l'Acfas, organisé en collaboration avec l'Université d'Ottawa a eu lieu du 13 au 17 mai 2024, sur le thème Mobiliser les savoirs en français. Placée sous la thématique Mobiliser les savoirs en français, plus de 6000 congressistes issus d'une trentaine de pays se sont rassemblés, à Ottawa ou en ligne, pour découvrir et partager leurs plus récents résultats de recherche. Au total, pendant une semaine, 3473 communications scientifiques ont été présentées, par plus de 3000 intervenant·es différents, et ce dans tous les champs de la connaissance ».

Le vendredi 17 mai un colloque spécifique sur le projet des aides à la classe s'est déroulé. Des représentants du ministère de l'Éducation, des chercheurs universitaires, des représentants des associations syndicales et des représentants du réseau scolaire se sont alternés lors de différentes présentations ayant pour but d'effectuer une présentation du projet, d'en souligner les retombées et d'en faire le bilan.

Objectifs

Les différents panels de discussions ont abordé les thématiques suivantes :

- Genèse du projet pilote d'aides à la classe (MEQ)
- Recension d'écrit sur les ressources « aides à la classe » (Chercheurs)
- Analyses quantitatives complémentaires au rapport d'évaluation des effets de l'intégration de la fonction d'aide à la classe dans les établissements d'enseignement primaire (Chercheurs)
- Partage d'un processus d'implantation mobilisateur (Réseau scolaire)
- La collaboration en contexte d'aide à la classe (Chercheurs)
- L'importance de bien positionner le rôle de l'aide à la classe par rapport aux rôles des autres intervenants dans une classe du primaire (Réseau scolaire)
- Apport syndical au projet pilote d'aide à la classe (Associations syndicales)
- Répartir le service d'aide à la classe en trois blocs d'activité durant l'année: modalités, avantages et défis (Réseau scolaire)
- Les aides à la classe : une expérience positive en milieu défavorisé! (Partenaires du milieu de l'éducation)

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Les équipes du MEQ doivent être le plus au fait possible de ce qui se passe en recherche dans le domaine de l'éducation. Leur participation à cet événement leur a permis d'être en contact avec des chercheurs et des acteurs du réseau scolaire, pour alimenter leur réflexion.

Composition de la délégation gouvernementale

Nadia Larrivée, Direction de la valorisation et des politiques de formation du personnel scolaire

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Nadia Larrivée	14-06-2024
Validé par (directeur/supérieur)	Marie-Ève Simoneau	4 juillet-2024
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	Marc Sirois	4 juillet 2024



Québec, le 8 février 2024

Aux représentantes et représentants des ministères de l'Éducation

Objet : Convocation à la réunion du COS du printemps 2024

Bonjour,

Au nom du président, Marcel Larocque, j'ai le plaisir de vous convier à la prochaine rencontre du Comité d'orientation stratégique (COS) qui se tiendra, à Moncton (Nouveau-Brunswick) à [l'hôtel Hyatt Place Moncton](#).

Voici l'horaire de cette rencontre en présentiel (horaire détaillé à venir) :

- **Vendredi 26 avril 2024, de 18 h 30 à 21 h**
- **Samedi 27 avril 2024, de 8 h 30 à 15 h 30** (dîner servi sur place)

Quelques informations concernant le Comité d'orientation stratégique (COS) :

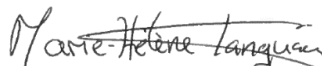
- **Mandat :**
Supervise l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du plan stratégique de l'ACELF, lequel tient compte des enjeux régionaux et pancanadiens en éducation francophone à prendre en compte. Veille au caractère apolitique de l'association et au respect des compétences provinciales et territoriales.
- Il est composé de 30 personnes dont les 10 membres du conseil d'administration, les 13 personnes désignées pour représenter leur ministère de l'Éducation et les 8 membres nommés par le conseil d'administration.
- **Rôle des personnes représentant les ministères de l'Éducation :**
 - Enrichir les réflexions pancanadiennes en apportant leur perspective.
 - Collaborer à l'atteinte des objectifs stratégiques de l'ACELF selon les modalités propres à leur ministère.

Fonctionnement et hébergement

Selon notre mode de fonctionnement habituel, en tant que personne représentant un ministère de l'Éducation, vous assumez l'ensemble des frais en lien avec la participation au Comité d'orientation stratégique.

Il est possible de réserver une chambre à l'hôtel Hyatt Moncton au tarif de 169 \$ plus taxes, incluant le petit-déjeuner. Il vous suffit de téléphoner au 1-888-492-8847 et d'utiliser le code de réservation G-FNCS avant le 22 mars.

Pour toute question relative à la rencontre, je vous invite à contacter ma collègue Lucie (gregoire@acelf.ca) ou en répondant à ce message. Au plaisir de poursuivre nos échanges stratégiques à Moncton!


Marie-Hélène Tanguay
Directrice générale

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	112^e réunion du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)[CMEC] 123^e réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation
Lieu	King City (Ontario)
Date de la mission	12 juin 2024

Contexte

La 112^e réunion du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] et la 123^e réunion du comité consultatif des sous-ministres de l'éducation se sont tenues en présence à King City (Ontario). Le ministère de l'Éducation, représenté par la sous-ministre de l'Éducation, M^{me} Carole Arav, a participé aux événements.

Objectifs

Défendre les positions du MEQ lors de la 123^e rencontre du CCSME et la 112^e réunion du CMEC, notamment :

- Prendre part à la réunion à huis clos des sous-ministres;
- Partager les orientations du Québec concernant les chevauchements du gouvernement fédéral en matière d'éducation;
- Discuter de l'éducation autochtone et des appels à l'action de la Commission vérité et réconciliation Canada;
- Présenter les initiatives du gouvernement du Québec en matière d'intelligence artificielle;
- Échanger sur les récents changements apportés par le gouvernement fédéral au sujet des étudiants internationaux;
- Assister à une présentation du Centre canadien de la protection de l'enfance et échanger sur l'éducation à la citoyenneté numérique.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Une communication conjointe pourrait être préparée afin de dénoncer les ingérences fédérales en matière d'éducation. À cet effet, la Direction des relations extérieures s'assurera que la position est conforme aux orientations du gouvernement du Québec.

Composition de la délégation gouvernementale

- M^{me} Carole Arav, sous-ministre
- M^{me} Marie-Josée Blais, sous-ministre adjointe
- M^{me} Marie-Ève Laviolette, cheffe d'équipe
- M. Sébastien Tessier, conseiller au Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

Délégation du MES :

- M^{me} Paule DeBlois, sous-ministre
- M^{me} Isabelle Monette, conseillère en affaires intergouvernementales canadiennes

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Marie-Ève Laviolette	17 juin 2024
Validé par (directrice/supérieur)	Caroline Davoine	17 juin 2024
Approuvé par (sous-ministre adjointe)	Marie-Josée Blais	20 juin 2024

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Rencontre M1 des Chefs et Assistants-chefs de mission des Jeux d'été du Canada de 2025
Lieu	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
Date de la mission	20 au 23 août 2024

Contexte

Historiquement, le rôle de chef de mission des Jeux du Canada a toujours été confié à un professionnel du Secteur du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air (SSLAPPA) du ministère de l'Éducation. M. Éric Pilote, conseiller en sport, assumera cette responsabilité pour les Jeux d'été de 2025, qui se tiendront du 8 au 24 août 2025 à St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador. Le Québec prévoit qu'une délégation, composée de près de 530 athlètes et membres du personnel d'encadrement, se rendra à ces Jeux.

En vue de ces Jeux, le Comité organisateur et le Conseil des Jeux du Canada organisent deux rencontres préliminaires pour les chefs et les assistants-chefs des provinces et des territoires.

Objectifs

Ces rencontres permettent aux chefs et assistants-chefs de toutes les provinces et de tous les territoires de vérifier l'état d'avancement des travaux tant sur le plan logistique que sur celui des installations sportives.

La rencontre M1 a permis d'établir les liens avec les responsables des différents secteurs du comité organisateur et d'amorcer toute la logistique nécessaire pour assurer aux athlètes québécois le meilleur environnement possible.

Au retour de cette rencontre, le SSLPA sera en mesure de transmettre des informations pertinentes aux fédérations sportives québécoises concernées et ultimement personnel d'encadrement en ce qui concerne l'hébergement, le transport, les sites de compétitions, l'alimentation, etc.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Les sites suivants ont été visités :

- Team Gushue Complex (baseball)
- NL Yacht Club (voile)
- CBS Soccer Field (soccer)
- Glacier Arena (lutte)
- Paradise Double Ice Park (crosse, volleyball de plage)
- Université Memorial (Village, basketball, volleyball, athlétisme, natation, plongeon, soccer, natation artistique)
- Quidi Vidi Lake (canoë-kayak)
- King George V Stadium (soccer)
- Caribou Complex (softball)
- St. Pats Ballpark (baseball)

Des présentations spécifiques sur les sujets suivants ont été faites :

- Mise à jour du Conseil des Jeux du Canada
- Opérations des sites de compétitions

- Transport
- Développement durable
- Diffusion des épreuves
- Accréditation
- Bénévoles
- Services aux missions
- Village
- Résidence
- Sécurité
- Divertissement
- Services alimentaires
- Services médicaux
- Festivals et Cérémonies
- Programmes communautaires
- Commercialisation
- Billetterie
- Produits dérivés et épinglettes

La rencontre M2 se tiendra en mai 2025.

Composition de la délégation gouvernementale

Eric Pilote, conseiller en sport et Chef de mission

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Eric Pilote	26/08/2024
Validé par (directeur/supérieur)	<i>Richard Gauthier</i>	2024-10-09
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	<i>Marc Houssel</i>	2024-10-16

2025 Canada Games M1 Agenda

Meeting Purpose Objet de la réunion	2025 Canada Games M1 Meeting Réunion M1 des Jeux du Canada 2025	Meeting Lead Chef(fe) de la réunion:
Date/time/location: Date/heure/lieu:	August 21 - 23, 2024 le 21 - 23 août 2024	
Attendance: Présences:		
Regrets:		
Issued by: Délivré par:		
Presentation: Présentation:		

Date	Time L'heure	Agenda Item / Point à l'ordre du jour
August 20 Le 20 août	TBC	Golf
	20h00	Hospitality Room Delta / Salle de réception au Delta
August 21 Le 21 août	08h30 09h00	Working Breakfast / Petit déjeuner de travail Welcome / Introductions / Land Acknowledgement Bienvenue / Présentations / Reconnaissance des terres CGC: Presentation and Update CJC: Présentation et mise à jour
	10h30	<u>Venue Tours / Tours guidés des Sites</u> Team Gushue Complex NL Yacht Club (snack/collation) CBS Soccer Paradise Double Ice Park
	14h00	Working Lunch Banished / Dîner au travail chez Banished <u>Operations Presentations / Présentations des Opérations</u> Venue Operations [Accessibility] / Les opérations sur les sites [Accessibilité] Sport Operations / Les opérations des Sport Transportation

		Sustainability / La durabilité Broadcast (Media/OL) / La radio et télédiffusion (Médias/LO) Volunteer and Accreditation (address in terms of bilingual) Le bénévolat et l'accréditation (en termes de bilinguisme)
	1630	Social- Banished
	1800	Dinner on your own / Dîner indépendant
	1930	Host Society Treat / Surprise de la société hôtesse
	2030	Hospitality Room Delta / Salle de réception au Delta
August 22 Le 22 août	0730	Breakfast to Go / Petit-déjeuner à emporter Cape Spear Tour / Tour guidé de Cape Spear
	10h00	<u>Tour of Village / Tour guidé du Village</u> Residence / Résidence Dining Hall / Salle à manger Secure Storage / Stockage sécurisé Poly Clinic / Polyclinique Mission Offices / Bureaux de missions Team meeting Rooms / Salles de réunion d'équipe Village Venues (Field House and Fortis if available) / Sites du village (Field House et Fortis si possible)
	13h00	Working Lunch Bitters Memorial University / Dîner au travail chez Butters à l'Université Memorial <u>Village Services Presentations/Présentations des services du Village</u> Mission Services / Service de missions Village Residence / Résidence Security / La sécurité Entertainment / Divertissement Food Services / Services alimentaire Medical / Médical
	16h00	<u>Venue Tours</u> (Drive by) / <u>Tours guidés des Sites</u> (en voiture) Quidi Vidi Lake / Lac Quidi Vidi King George Caribou St. Pats
	17h30	Arrive at Hotel / Arrivée à l'hôtel

	19h30	Host Society Dinner Wooden Walls / Dîner de la société hôtesse chez Wooden Walls
August 23 Le 23 août	08h30	Working Breakfast / Petit déjeuner de travail <u>Additional Presentations / Autres présentations</u> Festivals and Ceremonies / Festivals et Cérémonies Community Programs / Programmes communautaires Marketing [Brand Guidelines] / Commercialisation [Lignes directrices sur la marque] Ticketing Policy and same sport seating tribune plan / Politique de billetterie et places assises de la tribune Pin program and Merchandise / Programme d'épingles et marchandises
	10h00	In Camera Chef Session / Séance de chef à huis clos
	11h00	Finish / Fin de session

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	
Lieu	Halifax
Date de la mission	1 ^{er} au 3 octobre 2024

Contexte

Rencontre pour tous les organismes de réglementation de la profession enseignante du Canada, dans le cadre du *Consortium de Parcours vers l'enseignement*.

Il est à noter que la présence du Ministère lors de cette rencontre n'a engendré aucuns coûts, ceux-ci étant assumés par le Conseil des ministres de l'Éducation Canada (CMEC).

Objectifs

Parcours vers l'enseignement est un centre d'évaluation et d'intégration à l'échelle pancanadienne des enseignants formés à l'étranger qui offre un service d'évaluation des diplômes étrangers et une évaluation de la langue aux enseignants étrangers souhaitant obtenir l'autorisation d'enseigner dans les provinces ou territoires canadiens membres. Le Québec qui possède ses propres services d'évaluation n'utilise pas les services du centre et est membre observateur seulement, mais sa présence à cette rencontre est tout de même pertinente.

En effet, le CMEC invite également les membres observateurs et prend en charge les frais de participation de ceux-ci. Il est important que la Direction de l'encadrement de la profession enseignante puisse suivre les discussions et rencontres avec les membres du Consortium, notamment dans le but de connaître les procédures de reconnaissances des diplômes internationaux qui y seront utilisées. L'agrément et la mobilité du personnel enseignant entre les provinces et territoires ont aussi un impact sur le Québec avec la mise en application de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) pour la profession enseignante.

De plus, il est prévu, lors de cette rencontre, de faire le point sur le comité des Registraires de l'agrément du personnel enseignant qui est présentement sur pause. Les RAPEC est un comité consultatif permanent du CMEC regroupant les registraires, c'est-à-dire les personnes qui délivrent les autorisations d'enseigner dans les provinces et territoires du Canada. En résumé, les membres du comité échangent de l'information sur la réglementation de la profession enseignante partout au Canada et coordonnent la mise en œuvre de l'ALEC pour la profession enseignante. Le maintien de relations cordiales et d'échanges sur la réglementation de la profession enseignante avec les autres registraires est donc important pour le Québec.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Différents points liés à la mise en œuvre du centre ont été abordés (version finale site Web, portail, processus de demande, processus de surveillance, d'administration et de codage de l'évaluation des compétences linguistiques, processus d'évaluation des diplômes, planification du lancement, etc.). Les membres ont également fait le point sur les questions d'intérêt commun des provinces et territoires.

Composition de la délégation gouvernementale

Québec : Tommy Leblond, Analyste à la titularisation permanente, Direction de l'encadrement de la profession enseignante.

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Marie-France Drouin-Lavigne	2025-01-27
Validé par (directeur/supérieur)	André Voros	2025-01-27
Approuvé par (sous-ministre adjoint)		2025-01-30

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Groupe de travail des correspondants nationaux et Comité de pilotage du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) (CONFEMEN)
Lieu	Abidjan, Côte d'Ivoire
Date de la mission	20 au 27 avril 2024

Contexte

La représentante du ministre de l'Éducation et directrice des relations extérieures, M^{me} Caroline Davoine, a pris part du 24 au 26 avril 2024 aux réunions des instances de la 60^e session ministérielle de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) qui ont eu lieu, à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

La CONFEMEN, qui regroupe 44 États et gouvernements membres, a pour mission d'informer les membres sur l'évolution des systèmes éducatifs, de nourrir la réflexion sur des thèmes d'intérêt commun et les réformes en cours, et d'animer la concertation entre ministres et experts pour appuyer les politiques d'éducation et l'amélioration des systèmes éducatifs nationaux. Elle dispose de deux instances principales: le Bureau et la Conférence ministérielle.

Le Québec a adhéré à la CONFEMEN en 1968 et y joue, depuis près de cinquante ans, un rôle prépondérant. Les sessions ministérielles constituent, pour le ministre ou son représentant, une opportunité de faire valoir le savoir-faire québécois en matière d'éducation, de suivre le déploiement du Plan d'action de l'organisation, et de s'entretenir, en marge de la conférence, avec d'autres ministres des États et pays membres de la Francophonie.

Sur le thème « *Enseignement général, enseignement technique et orientation vers les filières scientifiques et technologiques : Enjeux, stratégies et perspectives pour l'atteinte de l'ODD4 dans l'espace francophone* », la 60^e session ministérielle a été l'occasion, pour M^{me} Davoine, de s'exprimer dans le cadre des discussions prévues à l'ordre du jour durant la réunion du Bureau (groupe restreint de ministres) ainsi qu'à la session ministérielle. Les conseillères et correspondantes nationales pour le Québec auprès de la CONFEMEN qui accompagnaient M^{me} Davoine, ont quant à elles, pris la parole lors des réunions qui ont précédé la ministérielle, soit durant la commission administrative et financière (CAF), composée des correspondants nationaux (CN) des États et gouvernements membres du Bureau, ainsi qu'à la réunion des CN.

Objectifs

La mission avait pour objectifs de permettre au Québec :

- De parler de sa propre voix dans un domaine qui relève de sa compétence exclusive, en ce qui a trait aux différents points à l'ordre du jour;
- De s'exprimer sur les initiatives du Québec en matière de rayonnement de la formation professionnelle;
- De soumettre officiellement la candidature du Québec comme gouvernement hôte du Bureau en 2025 auprès des ministres lors du huis clos;

De réitérer l'engagement et la collaboration du Québec aux activités de la CONFEMEN.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Les décisions prises au sein des instances de la CONFEMEN sont issues d'un consensus. Les principaux résultats de la session ministérielle, qui tiennent compte du travail réalisé en amont lors des réunions de la CAF, des CN, et du Bureau sont les suivantes :

- Le Secrétaire général sortant de la CONFEMEN, M. Abdel Rahamane Baba-Moussa, a présenté les bilans de son dernier mandat. La conférence ministérielle a apprécié positivement ce bilan et a félicité le Secrétaire général et son équipe pour les résultats atteints au cours dernières années (2019-2024).
- Les orientations et les grands axes du plan d'action 2022-2026 de la CONFEMEN ont été présentés et soumis à l'appréciation des ministres et des chefs de délégation. Le document a été approuvé. Le Québec a mentionné l'importance de cibler des priorités et d'optimiser les ressources nécessaires à la réalisation d'un plan d'action réaliste et soutenable.
- Le document d'orientation et de réflexion (DRO) sur la thématique de la 60^e session ministérielle, comprenant des recommandations et des pistes de réflexion, a été présenté et adopté. La version finale sera diffusée prochainement.
- Suivant la présentation du DRO, le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA) de la Côte d'Ivoire et les ministres de l'Éducation du Nouveau-Brunswick et du Maroc ont pris part à un panel de discussions consacrées à la thématique de la conférence ministérielle.
- Les panels avaient pour objectifs de partager les bonnes pratiques et les approches innovantes en matière de formation professionnelle.
- L'état de mise en œuvre de l'édition 2024 du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC2019), a été présenté. L'intervention a porté principalement sur les travaux effectués dans la phase préparatoire et la mise à l'essai. La nouvelle phase du PASEC inclut désormais 21 pays.
- Les ministres et chefs de délégation ont déterminé le thème de la 61^e et la prochaine session ministérielle qui aura lieu au Cameroun en 2026, soit : « la valorisation de la profession enseignante ».
- Les échanges entourant la Constitution du Bureau de l'intersession ont permis d'identifier un nouveau rapporteur. Il s'agit de l'État du Djibouti qui sera maintenant membre du Bureau.
- Préalablement à la lecture du rapport de la réunion de la 60^e ministérielle, le Québec a réitéré son soutien à la CONFEMEN, qui se manifeste notamment par le maintien de sa contribution volontaire, la prolongation du mandat de la ressource québécoise mise à la disposition du secrétariat technique permanent de la CONFEMEN, ainsi que d'une personne-ressource supplémentaire qui entrera en fonction en 2024.

Composition de la délégation gouvernementale :

- M^{me} Caroline Davoine, Directrice des relations extérieures et représentante du ministre de l'Éducation;

- M^{me} Mélanie Guilmette, conseillère experte en affaires internationales à la Direction des relations extérieures au ministère de l'Éducation (MEQ);
- M^{me} Patricia Leopoldino, conseillère en affaires internationales à la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Composition de la délégation gouvernementale

- *Mélanie Guilmette, correspondante nationale du MEQ auprès de la CONFEMEN*

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Mélanie Guilmette	09-05-2024
Validé par (directeur/supérieur)	Caroline Davoine	17-05-2024
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	Marie-Josée Blais	31-05-2024

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Jeux Olympiques d'été 2024
Lieu	Paris, France
Date de la mission	31 juillet au 5 août 2024

Contexte

Historiquement, une mission du ou de la ministre responsable du sport et du loisir a été organisée à toutes les éditions des Jeux olympiques (été et hiver) de 2002 à 2010. Depuis, pour des raisons de sécurité, de coûts ou de restrictions sanitaires en lien avec la pandémie, il n'y a pas eu une telle mission ministérielle aux Jeux olympiques jusqu'à l'été 2024.

L'organisation d'une mission aux Jeux olympiques d'été 2024 de Paris a été jugée appropriée. Il s'agit d'une ville considérée comme « sécuritaire » et ayant sur place une délégation générale du Québec. De plus, la ville hôte était la première ville francophone à recevoir les Jeux depuis ceux de Montréal en 1976.

Objectifs

- Rencontrer des athlètes et entraîneurs québécois pour en apprendre davantage sur leur expérience et les enjeux rencontrés dans la préparation aux Jeux.
- Rencontrer des représentants et des dignitaires d'organismes sportifs canadiens et internationaux afin de discuter de différents sujets ayant une importance pour le Québec.
- Promouvoir l'expertise québécoise dans les domaines du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air.
- Resserrer les liens avec la France dans le cadre de rencontres bilatérales avec des représentants politiques français.
- Participer à divers événements en lien avec le thème de la francophonie sportive.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Outre sa présence à certaines compétitions afin de rencontrer et d'encourager les athlètes québécois, la délégation a eu l'occasion d'assister aux événements suivants :

- 31 juillet 2024 : Séance de préparation à la mission avec le personnel de la Délégation du Québec à Paris (DGQP) et la représentante du Québec au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, M^{me} Catherine Cano
- 1^{er} août 2024 : Petit-déjeuner avec M^{me} Catherine Cano
- 1^{er} août 2024 : Entretien avec la sous-directrice générale pour les Sciences sociales et humaines de l'UNESCO, M^{me} Gabriela Ramos
- 1^{er} août 2024 : Rencontre avec le contingent de policiers québécois affectés en renfort à la sécurité des Jeux olympiques
- 2 août 2024 : Entretien avec le ministre des Sports du Luxembourg, M. Georges Mischo
- 2 août 2024 : Entretien avec la directrice des sports de la France, M^{me} Fabienne Bourdais
- 2 août 2024 : Tables rondes sur la Francophonie sportive économique organisées par l'Association francophone des comités nationaux olympiques
- 2 août 2024 : Réception « Francophonie sportive » organisée par le Comité olympique canadien

- 3 août 2024 : Réception « Québec » avec des athlètes québécois et leurs proches ainsi que des partenaires à la Maison olympique du Canada
- 4 août 2024 : Brunch olympique à l'Hôtel de ville de Paris en présence de la maire de Paris, M^{me} Anne Hidalgo
- 4 août 2024 : Entretien avec l'adjoint à la maire de Paris responsable du sport, des Jeux olympiques et paralympiques et de la Seine, M. Pierre Rabadan

Composition de la délégation gouvernementale

M^{me} Isabelle Charest, ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air

M^{me} Michèle Morand, conseillère politique de la ministre

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Éric Pilote	2024-08-29
Validé par (directeur/supérieur)	Pascale Côté	2024-08-29
Approuvé par (sous-ministre adjointe)	Chantal Marchand	2024-09-04
Approuvé et signé par (cabinet de la ministre)	Michèle Morand 	2024-09-10

PROTÉGÉ



**MISSION EN FRANCE DE LA
MINISTRE RESPONSABLE MINISTRE RESPONSABLE
DU SPORT, DU LOISIR ET DU PLEIN AIR,**

MADAME ISABELLE CHAREST

À L'OCCASION DE JEUX OLYMPIQUES DE PARIS 2024
Paris et ses environs
30 juillet au 5 août 2024

Composition de la délégation

Madame Isabelle Charest

Ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air

Mademoiselle Ellie Charbonneau

Fille de la ministre

Délégation d'accompagnement

Cabinet de la ministre

Madame Michèle Morand

Conseillère politique

Monsieur Frédéric **Tremblay**

Chargé d'affaires

Premier conseiller aux Affaires politiques et à la Coopération

Délégation générale du Québec à Paris

Monsieur Maxime **Vézina**

Conseiller aux Affaires politiques et à la Coopération

Délégation générale du Québec à Paris

Mardi 30 juillet 2024

MONTREAL

Arrivée à l'aéroport international Montréal-Trudeau

18 h 05 Départ par le **vol AC874** à destination de Paris (durée du vol 7 heures)

Passagères :

M^{me} Isabelle Charest

M^{lle} Ellie Charbonneau

M^{me} Michèle Morand

Mercredi 31 juillet 2024

PARIS

(Heure du Québec : - 6 heures)

07 h 05 Arrivée à l'aéroport international de Paris Charles-de-Gaulle

Terminal 2C (ÀC)

Accueil à la sortie de l'avion par le conseiller aux affaires politiques et à la coopération, M. Maxime Vézina

Accueil à la sortie de la zone sécurisée par le chargé d'affaires et Premier conseiller aux affaires politiques et à la coopération, M. Frédéric Tremblay

07 h 45 Départ pour l'Hôtel Résidence Foch

10, rue Marbeau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. E. Charbonneau	2. F. Tremblay 4. I. Charest
En taxi	1. Chauffeur 3. M. Morand	2. M. Vézina

8 h 30 Arrivée et installation (si les chambres sont prêtes)

Repos et rafraîchissement

Déjeuner libre

14 h 45 Départ pour la Délégation générale du Québec à Paris

39 avenue Victor Hugo, 75116 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

14 h 55 Arrivée et accueil par le chargé d'affaires et premier conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Frédéric Tremblay

Déplacement vers la salle Gérin-Lajoie

Mercredi 31 juillet 2024

15 h Séance de préparation à la mission

Participants

M ^{me} Isabelle Charest M ^{me} Michèle Morand	M. Frédéric Tremblay M. Maxime Vézina M. Jean-François Normand, Directeur presse et affaires publiques, DGQP À partir de 15h30 : M ^{me} Catherine Cano, Représentante du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l’UNESCO M. William Hodgson Responsable de programme – Québec, Délégation permanente du Canada auprès de l’UNESCO
--	--

16 h Fin de la rencontre et départ pour l’Hôtel Résidence Foch

10, rue Marbeau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

16 h 10 Arrivée à l’hôtel

Dîner et soirée libre

Jeudi 1^{er} août 2024

7 h 50 Départ vers restaurant Aux Ministères

53, avenue de Ségur, 75007 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

8 h 15 **Petit-déjeuner avec la Représentante du Québec au sein de la
Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO,
Madame Catherine Cano**

Participants

M^{me} Isabelle Charest
M^{me} Catherine Cano
M^{me} Michèle Morand
M. William Hodgson

9 h Départ à pied pour le siège de l'UNESCO

7, Place de Fontenoy-Unesco, 75007 Paris

9 h 05 Arrivée et déplacement vers le studio « réseaux sociaux » de l'UNESCO
(ÀC)

9 h 15 **Enregistrement d'une courte vidéo / entrevue**

9 h 40 Fin de l'enregistrement et **visite rapide de l'exposition « *Le sport
change la donne* », à proximité du studio**

9 h 55 Déplacement au bureau 2.049, 2^e étage

10 h **Entretien avec la Sous-Directrice générale pour les Sciences sociales
et humaines de l'UNESCO, M^{me} Gabriela Ramos**

Participants

Québec

M^{me} Isabelle Charest
M^{me} Catherine Cano
M^{me} Michèle Morand
M. William Hodgson

UNESCO

M^{me} Gabriela Ramos
M. Gustavo Merino
Directeur des politiques sociales, Secteur des
sciences sociales et humaines

Canada-UNESCO

M^{me} Natasha Cayer

Jeudi 1^{er} août 2024

10 h 45 Fin de l'entretien

Madame la représentante du Québec au sein de Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO raccompagne la ministre vers la voiture

11 h Départ pour le Stade Roland-Garros

2, avenue Gordon Bennett, 75016 Paris (Porte 1)

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

11 h 30 Arrivée au point de dépôt et déplacement vers le court principal Philippe-Chartier

12 h **TENNIS**

12 h	Hommes simple – quarts de finale – <i>M. Felix-Auger Aliassine (ÀC)</i>
12 h	Femmes simple – demi-finales – <i>M^{me} Leyhla Fernandez (ÀC)</i>

(Places réservées [2])

Déjeuner sur place

16 h (ÀC) Déplacement au point de rendez-vous et départ pour la Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Paris

247, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

16 h 25 Arrivée à la Délégation Wallonie-Bruxelles et déplacement vers le salon d'entretien

Jeudi 1^{er} août 2024

16 h 30 **Entretien avec la ministre du Sport, des Infrastructures sportives, des Médias et de la Simplification administrative et informatique de Wallonie-Bruxelles, madame Jacqueline Galant**

Participants

Québec

M^{me} Isabelle Charest

M^{me} Michèle Morand

M. Maxime Vézina

Wallonie-Bruxelles

M^{me} Jacqueline Galant

M. Paul Verwilghen

Délégué général

Autre participant ÀC

Prise de photographies

16 h 50 **Fin de la rencontre et départ pour l'Hôtel Résidence Foch**

10, rue Marbeau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

17 h 20 **Arrivée à l'hôtel**

Temps libre

17 h 50 (ÀC) **Départ de l'hôtel vers la Délégation générale du Québec à Paris**

39, avenue Victor Hugo, 75116 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

17 h 58 **Arrivée et accueil par le chargé d'affaires et premier conseiller aux affaires politiques et à la coopération, M. Frédéric Tremblay**

Déplacement vers la cafétéria

18 h **Rencontre avec le contingent de policiers québécois affectés en renforts pour la sécurité des Jeux olympiques**

Des rafraîchissements et du café seront servis

Prise de photographies

Jeudi 1^{er} août 2024

18 h 55 Départ pour l'Hôtel Résidence Foch

La ministre est raccompagnée à la voiture par le conseiller aux affaires politiques et coopérations, M. Maxime Vézina

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet	2.
	3. M. Morand	4. I. Charest

19 h 05 Arrivée à l'hôtel

Dîner et soirée libre

Vendredi 2 août 2024

Petit-déjeuner libre

9 h 15

Départ de l'hôtel pour l'hôtel Le Méridien Étoile

81, boulevard Gouvion Saint-Cyr, 75848, 75017 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

9 h 30

Arrivée et accueil par le coordonnateur général au ministère des Sports du Luxembourg (ÂC)

9 h 30

**Entretien avec le ministre des Sports du Luxembourg,
M. Georges Mischo**

Participants

Québec

M^{me} Isabelle Charest

M^{me} Michèle Morand

M. Maxime Vézina

Luxembourg

M. Georges Mischo

M. François Knaff

Coordonnateur général au ministère des Sports

Prise de photographies

10 h

Fin de l'entretien et départ pour l'Aréna Paris La Défense

99, Jardin de l'Arche, 92000 Nanterre

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

10 h 20

Arrivée au point de dépôt et déplacement de la ministre et de la conseillère politique vers l'Aréna Paris La Défense

11 h

NATATION

11 h	Hommes 100 mètres Papillon (séries) : M. Ilya Kharun (Québec), M. Joshua Liendo (Ontario)
11 h	Femmes 200 mètres séries quatre nages (medley-heats) : M ^{me} Summer Mcintosh (Ontario) et M ^{me} Sydney Pickrem (Nouvelle-Écosse)

(Places réservées [2])

Vendredi 2 août 2024

11 h 45 Déplacement au point de rendez-vous et départ l'Hôtel Résidence Foch ou restaurant (ÀC)

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

12 h 15 Déjeuner (avec E. Charbonneau) (ÀC)

13 h 15 (ÀC) Départ pour le Club France (Maison olympique française)

La Grande Halle de la Villette
211, avenue Jean Jaurès, 75019, Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand	2. F. Tremblay 4. I. Charest

13 h 40 Arrivée au Club France, déplacement vers l'Espace du ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques (MSJOP)

(Le conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Maxime Vézina, est d'ores et déjà présent sur place)

13 h 45 **Accueil et échange avec la ministre des Sports et des Jeux olympiques et Paralympiques de France, Madame Amélie Oudéa-Castéra (ÀC)**

Participants

Québec

M^{me} Isabelle Charest
M. Frédéric Tremblay
M^{me} Michèle Morand

France

M^{me} Amélie Oudéa-Castéra
Autres personnes ÀC

Remise d'un cadeau

Prise de photographies

13 h 55 Déplacement vers salle de réunion

Vendredi 2 août 2024

14 h

Cérémonie d'ouverture des tables rondes sur la Francophonie sportive économique organisées par l'Association Francophone des Comités Nationaux Olympiques (AFCNO)

Déroulement (ÀC)	
13 h 55	<i>Arrivée et installation des participants</i>
14 h	<i>Début de la Cérémonie d'ouverture</i> <i>Prises de parole</i> 1. <i>Monsieur le Président de l'AFCNO, Djermah Abakar (5-10 minutes)</i> 2. <i>Madame la ministre Charest (5 minutes)</i> 3. <i>Madame la ministre Oudéa-Castéra (5 minutes)</i>
14 h 30	<i>Fin de la Cérémonie d'ouverture</i> <i>Ajournement de l'activité</i> <i>Les ministres échangent quelques minutes avec les invités</i>
14 h 40	<i>Reprise de l'activité</i> <i>Départ des ministres Charest et Oudéa-Castéra</i>

14 h 40 (ÀC)

Déplacement au point de rendez-vous et départ pour l'Hôtel Résidence Foch

10, rue Marbeau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. P. Grellet 3. M. Morand 5. M. Vézina	2. F. Tremblay 4. I. Charest

15 h 15 (ÀC)

Arrivée à l'hôtel et temps réservé

Changement de chauffeur.

Transfert des clés à la Résidence officielle vers 15 h 30

16 h 30

Départ pour la Maison olympique du Canada

30, avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. F. Tremblay 4. I. Charest 5. E. Charbonneau

Vendredi 2 août 2024

17 h Arrivée au point de dépôt et déplacement vers la Maison olympique du Canada

17 h Réception Francophonie sportive organisée par le Comité olympique canadien (COC)

Déroulement	
17 h	Arrivée des invités
17 h 15 (ÀC)	Début des prises de parole : - La Présidente du COC, M^{me} Patricia Catherine (Tricia) Smith; - Le chef de mission d'Équipe Canada, M. Bruny Surin
17 h 25 (ÀC)	Fin des prises de parole
18 h 00	Départ de la ministre

18 h Départ vers Hôtel Résidence Foch

10, rue Marleau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. F. Tremblay 4. I. Charest 5. E. Charbonneau

18 h 20 Arrivée et temps réservé

18 h 40 Départ à pied vers le restaurant Le Toucan (250 m)

62, rue Pergolèse, 75116 Paris

18 h 45 Dîner au Restaurant le Toucan (avec E. Charbonneau)

Réservation placée pour 3 personnes au nom de M^{me} Michèle Morand

19 h 45 Départ pour l'Aréna Paris La Défense

99, Jardin de l'Arche, 92000 Nanterre

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. F. Tremblay 4. I. Charest 5. E. Charbonneau

Vendredi 2 août 2024

20 h 10 Arrivée au point de dépôt et déplacement vers l'Aréna Paris La Défense

20 h 30 NATATION

20 h 30	Hommes 50 mètres nage libre (freestyle) – Finale : M. Joshua Liendo (Ontario) (ÀC)
20 h 39	Femmes 200 mètres nage dos crawlé (Backstroke) – Finale : M ^{me} Kylie Masse (Ontario) (ÀC), M ^{me} Regan Rathwel (Ontario) (ÀC)
20 h 49	Hommes 200 mètres séries quatre nages (Medley) – Finale : M. Finlay Knox (Alberta) (ÀC)
21 h 09	Hommes 100 mètres nage papillon (Butterfly) – Demi- finales : M. Ilya Kharun (Québec) (ÀC), M. Joshua Liendo (Ontario) (ÀC)
21 h 34	Femmes 200 mètres séries quatre nages (Medley) – Demi- finales : M ^{me} Summer Mcintosh (Ontario) (ÀC) et M ^{me} Sydney Pickrem (Nouvelle-Écosse) (ÀC)

(Places réservées [4])

22 h Déplacement au point de rendez-vous et départ pour l'Hôtel Résidence
Foch

10, rue Marleau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard	2. F. Tremblay
	3. M. Morand	4. I. Charest 5. E. Charbonneau

22 h 30 Arrivée à l'hôtel

Samedi 3 août 2024

Petit-déjeuner libre

Temps réservé

Déjeuner libre

14 h 15

Départ pour l'Aréna Bercy

8, boulevard de Bercy, 75012 Paris, 12e

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. M. Vezina 4. I. Charest

14 h 45

Arrivée et déplacement vers le site de compétition

15 h 30

GYMNASTIQUE ARTISTIQUE - H/F

15 h 30	« Finale par agrès » Hommes : Exercices au sol – Finale : M. Felix Dolci (Québec)
---------	--

(Places réservées [2])

16 h 20

Déplacement au point de rendez-vous et départ pour la Maison olympique du Canada (MOC)

30, avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. M. Vezina 4. I. Charest

Déplacement de M^{lle} E. Charbonneau en taxi avec le chargé d'affaires et premier conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Frédéric Tremblay, depuis Hôtel Résidence Foch vers la MOC

16 h 45

Arrivée et accueil par le chargé d'affaires et premier conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Frédéric Tremblay et déplacement vers la salle de réception

Samedi 3 août 2024

17 h Réception « Québec » avec athlètes québécois, leurs proches et des partenaires

Déroulement (ÀC)	
17 h	Accueil des invités
17 h 27	Court mot de bienvenue d'un représentant du COC (ÀC)
17 h 30	Prise de parole de la ministre
17 h 35	La ministre circule parmi les invités

17 h 55 Déplacement à pied vers le studio Radio-Canada

À l'étage inférieur du lieu de réception. Détails à venir

18 h Entrevue avec Radio-Canada

Déroulement à venir	

18 h 30 Fin de l'entrevue et retour à la réception ou temps réservé

Une assiette pourrait être préparée pour la ministre, si souhaitée

19 h Déplacement vers lieu de rendez-vous et départ pour le Stade de France

93200, Saint-Denis

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. F. Tremblay 4. I. Charest

Déplacement en taxi de M^{lle} E. Charbonneau avec le conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Maxime Vézina, depuis MOC vers l'Aréna Paris Sud pour Volleyball (vers 20 h 30)

19 h 20 Arrivée et déplacement vers site de compétition

Samedi 3 août 2024

19 h 50

ATHLÉTISME

19 h 50	Hommes 1500 mètres « Repechages » : M. Charles Philibert-Thiboutot (Québec) (ÀC)
19 h 50	Femmes 100 mètres – (Demi-finales) : M ^{me} Audrey Leduc (Québec) (ÀC)
21 h 10	Femmes 100 mètres – (Finale) : M ^{me} Audrey Leduc (Québec) (ÀC)

(Places réservées [3])

21 h

Déplacement au point de rendez-vous et départ pour l'Aréna Paris Sud 1

1, Place de la Porte de Versailles, 75015 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. F. Tremblay 4. I. Charest

21 h 30

Arrivée au point de dépôt et déplacement vers le site de compétition

Le conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Maxime Vézina et M^{lle} E. Charbonneau sont présents sur place.

Le chargé d'affaires et premier conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Frédéric Tremblay, quitte en CMD, qui revient par la suite au point de rendez-vous

VOLLEYBALL

21 h – 23 h 30	Hommes – ronde préliminaire : Canada versus Serbie <i>Le Québécois, M. Nick (Nicholas) Hoagg mène l'équipe canadienne de volleyball masculin</i>
-------------------	---

(Places réservées [4])

23 h

Déplacement au point de rendez-vous et départ pour l'Hôtel Résidence Foch

10, rue Marleau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand 5. E. Charbonneau	2. M. Vézina 4. I. Charest

23 h 30

Arrivée à l'hôtel

Dimanche 4 août 2024

Petit-déjeuner libre

11 h Départ vers l'Hôtel de Ville de Paris

1, rue de Lobau - Jardin des combattants de la Nueve, 75004 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard	2. F. Tremblay
	3. M. Morand	4. I. Charest
	5. E. Charbonneau	

11 h 25 **Arrivée et accueil par la maire de Paris, madame Anne Hidalgo ou par l'adjoint à la maire de Paris en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie, monsieur Arnaud Ngatcha**

Remise d'un cadeau (ÀC)

Prise de photographies

11 h 30 **Brunch olympique à l'Hôtel de Ville de Paris**

12 h 15 Départ pour le Stade Tour Eiffel

Place Jacques Rueff, 75007 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard	2. M. Vézina
	3. M. Morand	4. I. Charest

M^{lle} E. Charbonneau repart pour l'Hôtel Résidence Foch avec le chargé d'affaires et premier conseiller aux affaires politiques et coopération, M. Frédéric Tremblay

12 h 45 Arrivée au point de dépôt et déplacement vers site de compétition

13 h **VOLLEYBALL DE PLAGE**

13 h – 15 h	Préliminaires – Séance de 16 (2 matchs) - Horaires (équipes) – ÀC
----------------	--

(Places réservées [2])

Dimanche 4 août 2024

15 h Déplacement au point de rendez-vous et départ pour l'Hôtel Résidence Foch

10, rue Marleau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

15 h 30 Arrivée et temps réservé

16 h 30 Dîner libre

17 h 30 Départ pour le Centre aquatique olympique

345, avenue du Président Wilson, 93200 Saint-Denis

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand 5. E. Charbonneau	2. M. Vézina 4. I. Charest

18 h 00 Arrivée et déplacement vers site de compétition

18 h 30 WATERPOLO

18 h 30 – 19 h	Femmes – Canada versus Pays-Bas (préliminaires) Athlètes québécoises : M ^{me} Axelle Crevier, M ^{me} Elise Lemay-Lavoie, M ^{me} Clara Vulpisi et M ^{me} Serena Browne.
-------------------	---

(Places réservées [4])

19 h Déplacement à pied vers Stade de France

À pied via la passerelle	1. I. Charest 3. M. Morand	3. M. Vézina
--------------------------	--------------------------------------	--------------

Déplacement de M^{lle} E. Charbonneau au point de rendez-vous et départ pour l'Hôtel Résidence Foch

La CMD revient ensuite attendre au point de rendez-vous

19 h 10 Arrivée et déplacement vers site de compétition

Dimanche 4 août 2024

20 h ATHLÉTISME

20 h 00	Hommes 100 mètres – Demi-finales
21 h 15	Hommes 1 500 mètres – Demi-finales (M. Charles Philibert-Thiboutot, Québec - ÀC)
21 h 55	Hommes 100 mètres – Finales

(Places réservées [3])

22 h 15 Déplacement au point de rendez-vous et départ pour l’Hôtel Résidence Foch

10, rue Marleau, 75016 Paris

Cortège		
Voiture officielle (CMD)	1. W. Alcabelard 3. M. Morand	2. M. Vézina 4. I. Charest

22 h 50 Arrivée à l’hôtel

La ministre est saluée par le conseiller aux affaires politiques et à la coopération, M. Maxime Vézina

Lundi 5 août 2024

Petit-déjeuner libre

Programme privé

FIN DE LA MISSION

Annexe 1 – Billets pour les compétitions

BILLETS POUR LES COMPÉTITIONS

Code	Discipline	Site	Date Heure	Nb.	Attribution	Places
TEN26	Tennis	Stade Roland-Garros	01/08 12 h 00	2	I. Charest ; M. Morand	Porte 1 /12 /50 Accès : C11 Bloc : Esc. 4 Rang : 230 Sièges : 2
SWM13	Natation	Paris La Défense Arena	02/08 11 h 00	2	I. Charest ; M. Morand	Entrée : 2/3 Accès : 33 Porte 110 Tribune basse Rang 25 Sièges 3-4
SWM14	Natation	Paris La Défense Arena	02/08 20 h 30	4	I. Charest ; M. Morand ; F. Tremblay ; E. Charbonneau	Entrée : 2/3 Accès 32 Porte 107 Rang 29 Sièges 34 à 37
GAR12	Gymnastique	Arena Bercy	03/08 15 h 30	2	I. Charest ; M. Morand	Entrée 1 Balcon Porte F Rang 90 Sièges 29-30
ATH04	Athlétisme	Stade de France	03/08 19 h 50	3	I. Charest ; M. Morand ; F. Tremblay	Entrée ouest / Porte S Tribune basse Bloc S7 Rangée 09 Sièges 06-07-08
VVO32	Volleyball	Aréna Paris Sud 1	03/08 21 h 00	4	I. Charest ; M. Morand ; M. Vézina ; E. Charbonneau	Entrée 1 / Tribune B Bloc : B11 Rang 15 Sièges 1 à 4
VBV26	Volleyball de plage	Stade Tour Eiffel	04/08 13 h 00	2	I. Charest ; M. Morand	Entrée 3 / Tribune C Bloc C02 Rangée 12 Siège 21-22
WPO22	Water-Polo	Centre aquatique	04/08 18 h 30	4	I. Charest ; M. Morand ; M. Vézina ; E. Charbonneau	Entrée 15 / Tribune Sud Bloc 15 Rang : 10 S. 521 à 524
ATH06	Athlétisme	Stade de France	04/08 18 h 30	3	I. Charest ; M. Morand ; M. Vézina	Entrée Ouest / Porte S Tribune basse Bloc : S5 Rangée 05 Sièges 01 à 03

NUMEROS DE TELEPHONE UTILES

Nom	Numéros
Aéroport international Montréal-Trudeau	+ 1 514-633-3223
Aéroport international Roissy-CDG	+33 (0) 1 70 36 39 50
M. Frédéric Tremblay , DGQP	+33 (0) 6 12 37 09 63
M. Maxime Vézina , DGQP	+33 (0) 6 45 41 16 81
M. Philippe Grellet , chauffeur DGQP	+33 (0) 7 60 01 04 74
M. William Alcabelard , chauffeur AVIS	+33 (0) 6 84 61 96 97
M ^{me} Catherine Villiard-Gravel , COC	+1 514 588 4455
M. Matthew Bongiorno , COC	+1 514 699 7382
Hôtel Résidence Foch, Paris	+33 (0)1 45 00 46 50
Numéros d'urgence	
- Police secours	17
- Appels d'urgence européens	112
- SAMU (urgence médicale)	15

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Journée de connexion et de partage en éducation entre le Vermont et le Québec
Lieu	Burlington, Vermont, États-Unis
Date de la mission	3 et 4 octobre 2024

Contexte

Organisée par Mme Jill Prado, professeure de français et d'espagnol et directrice du Global Leadership Program (GLP) à l'Essex High School, au Vermont, cette journée a offert une plateforme pour établir des relations étroites et explorer les occasions de collaboration en matière de mobilité et d'échanges en éducation entre le Vermont et le Québec. Des membres du personnel des écoles Des Rives et du Collège du Mont-Sacré-Cœur ont eu l'occasion d'échanger avec leurs homologues et des élèves de l'Essex High School et du Saint Michael's College. L'objectif était de développer des projets communs visant à renforcer la motivation des élèves, leur réussite éducative, professionnelle et personnelle.

Par ailleurs, des délégués du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et d'Éducation internationale (EI), une coopérative qui coordonne les activités internationales du réseau scolaire du Québec, ont interagi avec des représentants des secteurs public, privé et sans but lucratif lors de présentations et de périodes d'échanges consacrées à l'importance de la compréhension interculturelle et à la compétence culturelle dans les milieux éducatifs, ainsi que sur divers autres sujets, notamment les projets internationaux, les échanges éducatifs et les échanges d'élèves.

Objectifs

Ce déplacement avait pour objectifs principaux :

- D'échanger avec les élèves et le personnel des écoles du Québec et du Vermont ;*
- De consolider les liens entre le réseau scolaire québécois et vermontois ;*
- De mettre en lumière l'importance de l'internationalisation de l'éducation et des programmes de mobilité étudiante, enseignante et du personnel scolaire du MEQ ;*
- D'engager un dialogue constructif avec les représentants de l'Agency of Education du Vermont.*

La représentante du MEQ a également prononcé un discours mettant de l'avant l'engagement mutuel à enrichir l'éducation et à préparer les élèves à un monde diversifié et en constante évolution. Les programmes de mobilité étudiante et du personnel scolaire ont également été introduits brièvement, jetant ainsi les bases des collaborations entre les écoles du Québec et du Vermont.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

La journée de partage et de rapprochement a été une occasion pour le MEQ d'affirmer son engagement envers l'internationalisation de l'éducation et sa volonté d'établir une collaboration fructueuse en éducation avec les États-Unis et plus particulièrement, le Vermont. Elle a permis d'établir un contact avec l'Agency of Education du Vermont et l'équipe du sénateur du Vermont, M. Bernie Sanders, afin d'explorer en détail les opportunités et les intérêts des deux gouvernements. Des rencontres ultérieures permettront de donner suite aux discussions et viseront à faciliter les échanges d'élèves et d'enseignants entre le Québec et le Vermont, pour partager les meilleures pratiques, et promouvoir des projets communautaires impliquant élèves, éducateurs et parties prenantes locales.

Composition de la délégation gouvernementale

- *Jade Henry Casey, conseillère en affaires internationales et responsable du dossier États-Unis*

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Jade Henry Casey	2024-10-07
Validé par (directeur/supérieur)	Caroline Davoine	2024-10-11
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	Marie-Josée Blais	2024-11-01

Educational Exchange Initiative - Connecting Vermont & Quebec

Oct. 4, 2024	Activity	Details
9:30 am	Arrival	Location: Hula Isthmus Room, 50 Lakeside Avenue, Burlington, Vermont 05401
9:30-9:45 am	Welcome & Introductions	Jill Prado , Global Leadership Program Director, Essex Westford School District, Essex, VT
9:45-9:50 am	Vermont Secondary School Global Education	Jill Prado
9:50-9:55 am	Ministère de l'Éducation du Québec	Caroline Davoine , Directrice des relations extérieures, ministère de l'Éducation du Québec, Québec
9:55-10 am	St. Michael's Post-Secondary Global Education	Jeff Ayres , Director of the Center for Global Engagement at Saint Michael's College, Colchester, VT
10-10:50 am	Workshop: Introduction to Cultural Competency	Sam Edwards , Professor, Quinnipiac University, Hamden, Connecticut
10:50-11 am	Break	
11:05-12 pm	Language & Culture Series: Hindi-Urdu Finnish Russian	Divya Chaudhry , Principal Senior Lecturer, Vanderbilt University Hindi-Urdu Rich Hammett , Finnish Language Society of America Finnish Michael White , Chair, International Languages, Maggie L. Walker Governor's School, Richmond, VA Russian
12-1 pm	Lunch	The Spot Café
1-1:30 pm	Speaker Series: Growing Up in Vermont - Global Education & an International Future	Molly Gray , Executive Director, Vermont Afghan Alliance, Former Vermont Lieutenant Governor
1:30-2:15 pm	Breakout Group Facilitated Discussions	
2:15-2:30 pm	Breakout Group Report Outs & Takeaways	
2:30 pm	Departure	Thank you! Au revoir et à bientôt!

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Mission Journée Québec à Bruxelles (Belgique)
Lieu	Bruxelles, Belgique
Date de la mission	28 au 29 septembre 2024

Contexte

Dans le cadre des Journées Québec (JQ) coordonnées par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), quatorze entreprises québécoises se sont déplacées à Bruxelles pour rencontrer et embaucher des travailleurs étrangers temporaires. La Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) était sur place pour recruter des enseignants de niveau préscolaire, primaire et secondaire souhaitant venir prêter main-forte au réseau scolaire québécois. La participation du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) à cette mission démontre qu'il est en action pour soutenir le milieu scolaire. Elle s'inscrit dans la volonté exprimée par le ministre de l'Éducation à l'effet d'intensifier et favoriser le recrutement d'enseignants formés à l'étranger et ainsi travailler à l'atteinte de l'objectif fixé visant l'augmentation d'enseignants qualifiés dans le réseau scolaire.

Objectifs

- Soutenir et accompagner la FCSSQ lors des JQ, en informant les candidats sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement;
- Contribuer à promouvoir l'offre de services du MEQ lors des JQ, en informant les travailleurs et leur famille sur le système éducatif québécois.
- Faire la connaissance de partenaires du milieu scolaire et d'organismes impliqués dans le recrutement afin notamment de mieux comprendre leurs enjeux.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Lors des Journées Québec, qui se sont déroulées sur deux journées, les représentants du MEQ ont animé un kiosque, à l'instar de plusieurs partenaires et organismes présents pour présenter leur offre de services. La présence du MEQ lors de l'événement a permis d'orienter et d'informer la FCSSQ ainsi que les personnes intéressées par la profession enseignante au Québec. Le MEQ a transmis plusieurs informations, notamment, à l'aide d'un dépliant explicatif spécialement créé pour les JQ, de même que des ressources existantes telles que les pages web « Immigrer et enseigner au Québec » et « Devenir enseignant ». Le MEQ a également fait connaître l'offre éducative québécoise, autant pour le volet professionnel des enseignants, que pour le volet familial. Plus spécifiquement, les deux représentants du MEQ ont quant à eux transmis de l'information personnalisée auprès de 160 personnes s'étant présentées au kiosque.

Le MEQ a ainsi rencontré des candidats principalement formés en Belgique, mais aussi quelques-uns formés dans d'autres pays (Afrique, Maghreb, France, Etc.). La majorité des questions portaient sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement, mais le MEQ a aussi répondu aux

questions portant, entre autres, sur la loi sur la laïcité, le transport scolaire, les assurances collectives, l'inscription des enfants à l'école, les niveaux de scolarité potentiels des enfants des candidats, les formations universitaires complémentaires possibles, les possibilités de travail ou d'études du conjoint ou de la conjointe, de même que sur le Québec en général. Certaines questions ont été redirigées vers d'autres organismes présents, notamment, celles en rapport avec l'immigration, le certificat d'acceptation du Québec, la garderie des enfants, etc. Au fil des échanges verbaux, le MEQ a d'ailleurs suggéré certaines candidatures, qui n'avaient pas postulées sur un poste en enseignement, à la FCSSQ. Ces suggestions se sont avérées fructueuses.

De plus, les représentants du MEQ ont réalisé deux conférences, sous le thème « travailler dans le secteur de l'éducation », auxquelles globalement près de 80 personnes ont assisté.

En terminant, **les candidats belges ont obtenu un excellent taux de réussite pour les 1^{res} entrevues**. Ils étaient très bien préparés, organisés et sérieux quant à leur démarche. Ils possédaient les compétences recherchées. **Particulièrement au niveau de la technopédagogie et de l'adaptation scolaire, domaines dans lesquels ils ont démontré des connaissances de qualité supérieure comparativement à des candidats rencontrés lors d'autres missions. Leur volonté de venir au Québec vient du fait qu'ils souhaitent se développer au niveau professionnel plutôt qu'améliorer leurs conditions de vie.** Leur profession prend une grande place dans leur vie, ce qui démontre une belle motivation. **Plusieurs semblaient attirés par le volet collaboratif de l'équipe-école proposée au Québec en comparaison avec la réalité belge.** Positivement, sept candidats avaient déjà leur *avis d'admissibilité conditionnelle*, document délivré par le MEQ démontrant que leur formation est suffisante afin d'obtenir une autorisation d'enseigner au Québec. Afin d'accélérer le processus, la FCSSQ a donc été en mesure d'effectuer plusieurs secondes entrevues plus approfondies et l'ensemble des candidatures ont réussi.

Les démarches de sélection, d'embauche et d'immigration se poursuivront au cours des prochaines semaines/mois. Les données présentées se veulent donc évolutives.

- **51 entrevues de présélection convoquées**
- 20 entrevues de présélection effectuées avec des candidats spontanés lors de la porte ouverte
- 54 entrevues de présélection réussies
- Seulement 6 candidats n'ont pas réussi leur entrevue de présélection. 11 candidats ne se sont pas présentés.
- 7 candidats avaient déjà leur avis d'admissibilité
- 8 candidats ont fait sur place leur 2^e entrevue et ils ont tous réussi

Veillez noter que les données sont aussi transmises au MIFI responsable de la coordination des Journées-Québec. Celui-ci reçoit l'information officielle 1 semaine après une mission. Une mise à jour est aussi effectuée 3 mois et 6 mois après une mission. Les données indiquées le sont donc uniquement à titre informatif. La reddition de compte se poursuit.

¹ À noter que d'autres entrevues en virtuel peuvent être prévues postérieurement à la mission.

Composition de la délégation gouvernementale

- *Valérie Lepire, coordonnatrice du recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ*
- *Martin Bougie, conseiller au recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ*

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Martin Bougie	2024-11-04
Validé par (directeur/supérieur)	Marie-Ève Simoneau	2024-12-17
Approuvé par (sous-ministre associé)	Marc Sirois	2024-12-17

PROGRAMME DE MISSION À BRUXELLES
(25 au 30 septembre 2024)

Mercredi 25 septembre 2024	Départ de Québec
Jeudi 26 septembre 2024	Arrivée à l'hôtel
Vendredi 27 septembre 2024	Rencontres d'information et activité de lancement des « Journées Québec »
Samedi 28 septembre 2024	Journée Québec Belgique ➤ Animer une conférence ayant pour titre « Travailler dans le secteur de l'éducation au Québec »; ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ intéressée par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Dimanche 29 septembre 2024	Journée Québec Belgique ➤ Animer une conférence ayant pour titre « Travailler dans le secteur de l'éducation au Québec »; ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ intéressée par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Lundi 30 septembre 2024	Retour à Québec

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Mission Journée Québec à Rabat (Maroc)
Lieu	Rabat, Maroc
Date de la mission	26 au 27 octobre 2024

Contexte

Dans le cadre des Journées Québec (JQ) coordonnées par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), seize entreprises québécoises se sont déplacées à Rabat pour rencontrer et embaucher des travailleurs étrangers temporaires. La Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) était sur place pour recruter des enseignants de niveau préscolaire, primaire et secondaire souhaitant venir prêter main-forte au réseau scolaire québécois. La participation du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) à cette mission démontre qu'il est en action pour soutenir le milieu scolaire. Elle s'inscrit dans la volonté exprimée par le ministre de l'Éducation à l'effet d'intensifier et favoriser le recrutement d'enseignants formés à l'étranger et ainsi travailler à l'atteinte de l'objectif fixé visant l'augmentation d'enseignants qualifiés dans le réseau scolaire.

Objectifs

- Soutenir et accompagner la FCSSQ lors des JQ, en informant les candidats sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement;
- Contribuer à promouvoir l'offre de services du MEQ lors des JQ, en informant les travailleurs et leur famille sur le système éducatif québécois.
- Faire la connaissance de partenaires du milieu scolaire et d'organismes impliqués dans le recrutement afin notamment de mieux comprendre leurs enjeux.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Lors des Journées Québec, qui se sont déroulées sur deux journées, les représentants du MEQ ont animé un kiosque, à l'instar de plusieurs partenaires et organismes présents pour présenter leur offre de services. La présence du MEQ lors de l'événement a permis d'orienter et d'informer la FCSSQ ainsi que les personnes intéressées par la profession enseignante au Québec. Le MEQ a transmis plusieurs informations, notamment, à l'aide d'un dépliant explicatif spécialement créé pour les JQ, de même que des ressources existantes telles que les pages web « Immigrer et enseigner au Québec » et « Devenir enseignant ». Le MEQ a également fait connaître l'offre éducative québécoise, autant pour le volet professionnel des enseignants, que pour le volet familial. Plus spécifiquement, les deux représentants du MEQ ont quant à eux transmis de l'information personnalisée auprès de 105 personnes s'étant présentées au kiosque.

La majorité des questions portaient sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement, mais le MEQ a aussi répondu aux questions concernant, entre autres, sur la loi sur la laïcité, l'égalité des sexes, le transport scolaire, les assurances collectives, l'inscription des enfants à l'école, les niveaux de scolarité potentiels des enfants des candidats, les formations universitaires complémentaires possibles, les possibilités de travail ou d'études du conjoint ou de la conjointe, de même que sur le Québec en général. Certaines questions ont été redirigées vers d'autres organismes présents, notamment, celles en rapport avec l'immigration, le certificat d'acceptation du Québec, la garderie des enfants, etc.

De plus, les représentants du MEQ ont réalisé deux conférences, sous le thème « travailler dans le secteur de l'éducation », auxquelles globalement près de 60 personnes ont assisté.

Notamment en raison du volume important de candidats et des aspects religieux, la FCSSQ a été rigoureuse concernant la sélection. Les candidats qui ont réussi leur entrevue sont des candidats axés sur la pédagogie et la réussite de tous leurs élèves. Ce sont des candidats qui souhaitent se développer au niveau professionnel et qui se sont informés sur le système éducatif québécois. La FCSSQ a également évalué la capacité des candidats à enseigner dans un environnement laïque. Ainsi, seuls les candidats qui ont démontré une grande ouverture à cet effet ont été retenus.

Les démarches de sélection, d'embauche et d'immigration se poursuivront au cours des prochaines semaines/mois. Les données présentées se veulent donc évolutives.

- **153 entrevues de présélection convoquées**
- 55 entrevues de présélection réussies
- 32 candidats qui ne se sont pas présentés
- 66 entrevues de présélection non réussies

Veillez noter que les données sont aussi transmises au MIFI responsable de la coordination des Journées-Québec. Celui-ci reçoit l'information officielle 1 semaine après une mission. Une mise à jour est aussi effectuée 3 mois et 6 mois après une mission. Les données indiquées le sont donc uniquement à titre informatif. La reddition de compte se poursuit.

¹ À noter que d'autres entrevues en virtuel peuvent être prévues postérieurement à la mission.

Composition de la délégation gouvernementale

- *Valérie Lepire, coordonnatrice du recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ*
- *Martin Bougie, conseiller au recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ*

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Martin Bougie	2024-11-04
Validé par (directeur/supérieur)	Marie-Ève Simoneau	2024-12-17
Approuvé par (sous-ministre associé)	Marc Sirois	2024-12-17

PROGRAMME DE MISSION À RABAT
Version préliminaire (23 au 28 octobre 2024)

Mercredi 23 octobre 2024	Départ de Québec
Jeudi 24 octobre 2024	Arrivée à l'hôtel
Vendredi 25 octobre 2024	Rencontres d'information et activité de lancement des « Journées Québec »
Samedi 26 octobre 2024	Journée Québec Maroc ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ intéressée par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Dimanche 27 octobre 2024	Journée Québec Maroc ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ intéressée par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Lundi 28 octobre 2024	Retour à Québec

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Mission Journée Québec à Bogota (Colombie)
Lieu	Bogota, Colombie
Date de la mission	23 et 24 novembre 2024

Contexte

Dans le cadre des Journées Québec (JQ) coordonnées par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), vingt-deux entreprises québécoises se sont déplacées à Bogota pour rencontrer et embaucher des travailleurs étrangers temporaires. La Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) était sur place pour recruter des enseignants de niveau préscolaire, primaire et secondaire souhaitant venir prêter main-forte au réseau scolaire québécois. La participation du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) à cette mission démontre qu'il est en action pour soutenir le milieu scolaire. Elle s'inscrit dans la volonté exprimée par le ministre de l'Éducation à l'effet d'intensifier et favoriser le recrutement d'enseignants formés à l'étranger et ainsi travailler à l'atteinte de l'objectif fixé visant l'augmentation d'enseignants qualifiés dans le réseau scolaire.

Objectifs

- Soutenir et accompagner la FCSSQ lors des JQ, en informant les candidats sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement;
- Promouvoir et informer les candidats libres, non accompagnés par la FCSSQ, sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement;
- Contribuer à promouvoir l'offre de services du MEQ lors des JQ, en informant les travailleurs et leur famille sur le système éducatif québécois;
- Faire la connaissance de partenaires du milieu scolaire et d'organismes impliqués dans le recrutement afin notamment de mieux comprendre leurs enjeux.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Lors des Journées Québec, qui se sont déroulées sur deux journées, les représentants du MEQ ont animé un kiosque, à l'instar de plusieurs partenaires et organismes présents pour présenter leur offre de services. La présence du MEQ lors de l'événement a permis d'orienter et d'informer la FCSSQ ainsi que les personnes intéressées par la profession enseignante au Québec. Le MEQ a transmis plusieurs informations, notamment, à l'aide d'un dépliant explicatif spécialement créé pour les JQ, de même que des ressources existantes telles que les pages web « Immigrer et enseigner au Québec » et « Devenir enseignant ». Le MEQ a également fait connaître l'offre éducative québécoise, autant pour le volet professionnel des enseignants, que pour le volet familial. Plus spécifiquement, les deux représentants

du MEQ ont quant à eux transmis de l'information personnalisée auprès de **59 personnes** s'étant présentées au kiosque.

Le MEQ a aussi découvert que les traducteurs embauchés spécialement pour l'événement détenaient une formation en enseignement et étaient intéressés à immigrer au Québec. Certains ont pu être rencontrés par la FCSSQ et d'autres invités à postuler en ligne. La majorité des questions portaient sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement, mais le MEQ a aussi répondu aux questions portant, entre autres, sur la loi sur la laïcité, le transport scolaire, les assurances collectives, l'inscription des enfants à l'école, les niveaux de scolarité potentiels des enfants des candidats, les formations universitaires complémentaires possibles, les possibilités de travail ou d'études du conjoint ou de la conjointe, de même que sur le Québec en général. Certaines questions ont été redirigées vers d'autres organismes présents, notamment, celles en rapport avec l'immigration, le certificat d'acceptation du Québec, la garderie des enfants, etc. Au fil des échanges verbaux, le MEQ a d'ailleurs suggéré à la FCSSQ certaines candidatures qui n'avaient pas postulé sur un poste en enseignement. La FCSSQ a d'ailleurs convoqué ces candidats en entrevue.

En terminant, des 29 candidats rencontrés en entrevue, 14 ont réussi à passer à la deuxième entrevue. La mission en Colombie était une première mission exploratoire en territoire non francophone. La présence de plusieurs succursales de l'Alliance Française en Colombie contribue à l'essor de la langue française dans ce pays francophile. Même si les candidats étaient préparés, certains ont démontré un manque de fluidité dans l'expression française ou dans la gestion de classe. Ces lacunes peuvent être palliées avec des cours de français de niveau expert et plus d'années d'expérience en enseignement au secteur jeune. Les modalités du développement du recrutement en Amérique latine seraient à étudier avec les responsables locaux du MIFI. La volonté des candidats colombiens de venir au Québec vient du fait qu'ils souhaitent vivre et travailler dans un pays sécuritaire et améliorer leurs conditions de vie. Les candidats se sont démontrés très courtois, affables et avec une volonté de s'adapter à la culture québécoise. Plusieurs semblaient attirés par le volet collaboratif de l'équipe-école proposée au Québec en comparaison avec la réalité colombienne. Les démarches de sélection, d'embauche et d'immigration se poursuivront au cours des prochaines semaines/mois. Présentement, la Direction de l'encadrement de la profession enseignante a commencé à recevoir des procurations de la part des candidats rencontrés en Colombie. Les données présentées se veulent donc évolutives.

- **29 entrevues de présélection convoquées**
- **4 entrevues de présélection effectuées** avec des candidats spontanés (traducteurs avec des formations en enseignement repérés par le MEQ sur place)
- **14 entrevues de présélection réussies**

Veuillez noter que les données sont aussi transmises au MIFI responsable de la coordination des Journées-Québec. Celui-ci reçoit l'information officielle 1 semaine après une mission. Une mise à jour est aussi effectuée 3 mois et 6 mois après une mission. Les données indiquées le sont donc uniquement à titre informatif. La reddition de comptes se poursuit.

¹ À noter que d'autres entrevues en virtuel peuvent être prévues postérieurement à la mission.

Composition de la délégation gouvernementale

- *Ana Ferreira, conseillère au recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ*
- *Martin Bougie, conseiller au recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ*

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Ana Ferreira	2024-12-09
Validé par (directeur/supérieur)	Marie-Ève Simoneau	2025-01-20
Approuvé par (sous-ministre adjoint)		

PROGRAMME DE MISSION À BOGOTA
Version préliminaire (20 au 25 novembre 2024)

Mercredi 20 novembre 2024	Départ de Québec
Jeudi 21 novembre 2024	Arrivée à l'hôtel
Vendredi 22 novembre 2024	Rencontres d'information et activité de lancement des « Journées Québec »
Samedi 23 novembre 2024	Journée Québec Colombie ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ intéressée par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Dimanche 24 novembre 2024	Journée Québec Colombie ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ intéressée par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Lundi 25 novembre 2024	Départ vers la JQ-France (voir SC-81834)

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Mission Journée Québec à Paris (France)
Lieu	Paris, France
Date de la mission	30 novembre et 1^{er} décembre 2024

Contexte

Dans le cadre des Journées Québec (JQ) coordonnées par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), cinquante et une entreprises québécoises se sont déplacées à Paris pour rencontrer et embaucher des travailleurs étrangers temporaires. La Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ), cinq centres de services scolaires et un établissement privé anglophone étaient sur place pour recruter des enseignants de niveau préscolaire, primaire et secondaire. La présence des CSS était essentiellement justifiée par le fait qu'elles avaient déjà engagé des ententes financières avec des partenaires non gouvernementaux (PNG). Les cinq employeurs ont constaté l'efficacité et l'expérience acquises par la FCSSQ. Il nous a été mentionné qu'elles envisageraient d'utiliser les services de la FCSSQ lors des prochaines missions de recrutement. La participation du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) à cette mission démontre qu'il est en action pour soutenir le milieu scolaire. Elle s'inscrit dans la volonté exprimée par le ministre de l'Éducation à l'effet d'intensifier et favoriser le recrutement d'enseignants formés à l'étranger et ainsi travailler à l'atteinte de l'objectif fixé visant l'augmentation d'enseignants qualifiés dans le réseau scolaire.

Objectifs

- Soutenir et accompagner la FCSSQ, les centres de services scolaires et l'établissement d'enseignement privé anglophone, lors des JQ, en informant les candidats sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement;
- Promouvoir et informer les candidats libres, non accompagnés par la FCSSQ, sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement;
- Contribuer à promouvoir l'offre de services du MEQ lors des JQ, en informant les travailleurs et leur famille sur le système éducatif québécois;
- Faire la connaissance de partenaires du milieu scolaire et d'organismes impliqués dans le recrutement afin notamment de mieux comprendre leurs enjeux.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Lors des Journées Québec, qui se sont déroulées sur deux journées, les représentants du MEQ ont animé un kiosque, à l'instar de plusieurs partenaires et organismes présents pour présenter leur offre de service. La présence du MEQ lors de l'événement a permis d'orienter et d'informer les représentants employeurs du milieu scolaire (FCSSQ, CSS Pointe-del'Île, CSS Marie-Victorin, CSS Lac- Témiscamingue, CSS Baie-James, CSS Harricana et Lower Canada College) ainsi que les personnes intéressées par la

profession enseignante au Québec. Le MEQ a transmis plusieurs informations, notamment, à l'aide d'un dépliant explicatif spécialement créé pour les JQ, de même que des ressources existantes, telles que les pages web « Immigrer et enseigner au Québec » et « Devenir enseignant ». Le MEQ a également fait connaître l'offre éducative québécoise, autant pour le volet professionnel des enseignants, que pour le volet familial. Plus spécifiquement, les deux représentants du MEQ ont, quant à eux, transmis de l'information personnalisée auprès de **400 personnes** s'étant présentées au kiosque durant les matinées d'entrevues et dans la partie forum en après-midi. Cette dernière était ouverte aux candidats répondant aux conditions de sélection, mais non retenus en présélection par les employeurs.

Le MEQ a ainsi rencontré des candidats principalement formés en France, mais aussi quelques-uns formés dans d'autres pays (Belgique, Afrique subsaharienne, Maghreb, etc.). La majorité des questions portaient sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement, mais le MEQ a aussi répondu aux questions portant, entre autres, sur la loi sur la laïcité, le transport scolaire, les assurances collectives, l'inscription des enfants à l'école, les niveaux de scolarité potentiels des enfants des candidats, les formations universitaires complémentaires possibles, les possibilités de travail ou d'études du conjoint ou de la conjointe, de même que sur le Québec en général. Certaines questions ont été redirigées vers d'autres organismes présents, notamment, celles en rapport avec l'immigration, le certificat d'acceptation du Québec, la garderie des enfants, etc. Le MEQ a d'ailleurs suggéré aux employeurs certaines candidatures concernant d'autres professions du milieu scolaire. Les employeurs nous ont confirmé sur place avoir convoqué certains de ces candidats en entrevue.

De plus, les représentants du MEQ ont réalisé deux conférences, sous le thème « travailler dans le secteur de l'éducation », auxquelles globalement près de **200 personnes** ont assisté.

Les candidats rencontrés par les employeurs étaient généralement bien préparés, organisés et sérieux quant à leur démarche. Ils possédaient les compétences que nous recherchons au Québec. Leur volonté de venir au Québec venait du fait qu'ils souhaitent avoir une expérience de travail et de vie nord-américaine, se développer au niveau professionnel et ultimement améliorer leurs conditions de vie. Leur profession prend une grande place dans leur vie, ce qui démontre une belle motivation. Plusieurs semblaient attirés par le volet collaboratif de l'équipe-école proposée au Québec en comparaison avec la réalité française. La conciliation travail-famille prend aussi une place importante dans la prise de décision des candidats français lorsqu'il vient le temps de quitter le pays, le bien-être de tous les membres de la famille dans le processus d'intégration au Québec étant une des principales préoccupations des candidats.

En terminant, les démarches de sélection, d'embauche et d'immigration se poursuivront au cours des prochaines semaines/mois. Nous pouvons présenter les données préliminaires comptabilisées sur place. Les procédures de sélection se poursuivant dans les semaines à venir, ces données se veulent donc évolutives.

FCSSQ

- 97 entrevues
- 68 entrevues réussies
- 8 candidats ont fait sur place leur 2^e entrevue et ils ont tous réussi
- 60 deuxièmes entrevues à venir

CSS Pointe-de-l'Île

- 81 entrevues
- 47 promesses d'embauche

CSS du Lac-Témiscamingue

- 25 entrevues
- 1 promesse d'embauche
- 4 deuxièmes entrevues à venir

CSS Marie-Victorin

- 64 entrevues
- 50 deuxièmes entrevues
- 24 candidats retenus

CSS de la Baie-James

- 72 entrevues
- 18 deuxièmes entrevues à venir

CSS Harricana

- 43 entrevues
- 3 offres d'emploi envoyées
- 6 deuxièmes entrevues à venir

Lower Canada College

- Données non disponibles

Veillez noter que les données sont aussi transmises au MIFI responsable de la coordination des Journées-Québec. Celui-ci reçoit l'information officielle 1 semaine après une mission. Une mise à jour est aussi effectuée 3 mois et 6 mois après une mission. Les données indiquées le sont donc uniquement à titre informatif. La reddition de compte se poursuit.

¹ À noter que d'autres entrevues en virtuel peuvent être prévues postérieurement à la mission.

Composition de la délégation gouvernementale

- Ana Ferreira, conseillère au recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ
- Martin Bougie, conseiller au recrutement à l'étranger, direction générale de la planification de la main-d'œuvre du réseau, MEQ

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Ana Ferreira	2024-12-13
Validé par (directeur/supérieur)	Marie-Ève Simoneau	2025-01-20
Approuvé par (sous-ministre adjoint)		

PROGRAMME DE MISSION À PARIS
(27 novembre au 2 décembre 2024)

Lundi 25 novembre	Départ de la Colombie Voir SC-81243
Mardi 26 novembre 2024	Arrivée à l'hôtel
Mercredi 27 novembre 2024	Journée de travail
Jeudi 28 novembre 2024	Journée de travail
Vendredi 29 novembre 2024	Rencontres d'information et activité de lancement des « Journées Québec »
Samedi 30 novembre 2024	Journée Québec France ➤ Animer une conférence ayant pour titre « Travailler dans le secteur de l'éducation au Québec »; ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ, des CSS et de LCC intéressés par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Dimanche 1 ^{er} décembre 2024	Journée Québec France ➤ Animer une conférence ayant pour titre « Travailler dans le secteur de l'éducation au Québec »; ➤ Informer et orienter, les personnes intéressées, vers la profession enseignante au Québec; ➤ Répondre, entre autres, aux questions portant sur le Québec, le système scolaire québécois en général, aux questions de la FCSSQ, des CSS et de LCC intéressés par certaines candidatures ainsi que sur toutes questions des candidats portant sur les différentes étapes menant à l'obtention du brevet d'enseignement; ➤ Promouvoir les carrières en éducation; ➤ Rencontres avec des partenaires; ➤ Etc.
Lundi 2 décembre 2024	Retour à Québec

RAPPORT DE MISSION

Titre de l'activité	Comité de pilotage du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et Gouvernements de la Francophonie
Lieu	Dakar, Sénégal
Date de la mission	19 au 26 janvier 2025

Contexte

À titre de correspondante nationale du Québec auprès de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et Gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN), la professionnelle de la Direction des relations extérieures a été invitée à participer au comité de pilotage du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) du 23 au 24 janvier 2025 à Dakar (Sénégal). Il est à noter que le billet d'avion, l'hébergement ainsi que le petit déjeuner et le déjeuner sont aux frais de la CONFEMEN pour l'ensemble des travaux. En marge de ce comité de pilotage, des rencontres de travail ont eu lieu le 22 janvier 2025.

Comité de pilotage du PASEC

Le comité de pilotage est représenté par certains correspondants nationaux des États membres de la CONFEMEN, les principaux bailleurs de fonds ainsi que le personnel concerné de la CONFEMEN. Les États représentés étaient les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Nouveau-Brunswick, Québec, Côte d'Ivoire, Fédération Wallonie-Bruxelles, et Djibouti. Les bailleurs de fonds présents étaient les suivants : l'Agence française de développement, la Fondation Bill Gates, la Direction du développement et de la coopération de Suisse ainsi que la Banque mondiale.

Le programme phare de CONFEMEN, le PASEC, évalue l'évolution des performances des systèmes éducatifs, particulièrement ceux des pays africains francophones. Il s'agit d'un outil d'appui au pilotage des systèmes éducatifs des États et Gouvernements membres de la CONFEMEN à des fins d'amélioration de la qualité de l'éducation. Depuis la réforme du programme en 2012, l'approche méthodologique est orientée vers la comparaison internationale par des évaluations groupées et par la mesure des compétences des élèves en début et fin de scolarité primaire, en lecture (dans la langue d'enseignement) ainsi qu'en mathématiques.

Ce qui est appelé « PASEC 2024 » concerne l'évaluation des apprentissages des élèves, de début et de fin d'année au primaire (en mathématique et en lecture) ainsi que les acquis des parents, des enseignants et les élèves du niveau collège (3^e – 4^e année du secondaire). L'année 2024 a ciblé particulièrement la mise à l'essai des tests dans les 21 pays évalués (appui aux équipes nationales, fonds délégués, regroupement, encodage, saisie des données, etc.) soit : le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Guinée-Bissau, la Guinée, Madagascar, le Mozambique, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République Démocratique du Congo, São Tomé et Príncipe, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Le Comité de pilotage du PASEC est chargé, entre autres, d'assurer le pilotage opérationnel et stratégique du Programme en définissant ses orientations selon le mandat donné par le Bureau de la CONFEMEN, en validant la programmation pluriannuelle et les partenariats ainsi que les rapports d'activités et d'audit. Le comité de pilotage se réunit une fois par an en session ordinaire, et peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président en exercice en cas de nécessité.

Les 23 et 24 janvier 2025, le comité de pilotage du PASEC s'est réuni à Dakar en session ordinaire. La correspondante nationale du Québec était invitée à prendre part à ce comité. En marge de ce comité, la conseillère a eu trois rencontres de travail: 1- rencontre avec la directrice de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF), 2- rencontre avec le délégué général du Québec à Dakar pour échanger notamment sur les aspects logistiques de l'organisation du Bureau du Québec à Dakar; 3- rencontre officielle avec le secrétaire général de la CONFEMEN et réunion de travail avec le comité organisateur du Bureau de la CONFEMEN à Québec issu du secrétariat technique permanent de la CONFEMEN.

Objectifs

La mission avait pour objectif de permettre au Québec de faire valoir l'expertise québécoise en éducation en formulant des commentaires sur les aspects du programme PASEC soumis à l'attention du comité de pilotage. Par ailleurs, l'objectif des rencontres en marge du comité de pilotage était de préparer la participation du ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville, lors du Bureau de la CONFEMEN qui aura lieu à Québec en juin 2025.

Résultats et prochaines étapes (le cas échéant)

Le comité de pilotage 2025 a été l'occasion d'examiner le suivi des recommandations, les rapports techniques et financiers de l'année 2024, ainsi que le plan d'action 2025 du Programme.

Les prochains mois de l'année 2025 constitueront la grande collecte de données dans les vingt-et-un pays participants, représentant 600 000 bénéficiaires. Le plan d'action regroupe trois axes :

- Production des données et aide à la décision
- Appui aux politiques éducatives pour la transformation des systèmes éducatifs
- Renforcement institutionnel et gouvernance.

Les recommandations suivantes ont été formulées par le comité de pilotage :

- informer en amont les ministres sur l'embargo qui devra être fait concernant les données obtenues, notamment celles portant sur les enseignants, avant la publication des résultats;
- mener des démarches vers des ambassades des pays en difficulté afin de pouvoir débloquer certaines situations;
- renforcer la communication du Programme par l'appui d'une expertise externe qui proposera, d'une part, un plan de communication adapté à la publication des résultats et des rapports et, d'autre part, des outils de communication adaptés aux normes et standards internationaux;
- mener une réflexion sur les phases de la production des différentes publications de l'évaluation.

Le comité de pilotage a validé le plan d'action 2025 qui représente un montant de 13,5 M€ (20,3 M\$ CA).

Le comité a recommandé de mener, avec l'appui d'une expertise externe, la réflexion sur les perspectives et le positionnement du PASEC à moyen et long terme. Après avoir apprécié positivement les premiers constats présentés pour la suite des évaluations PASEC d'ici les Objectifs de développement durable (ODD) de 2030, le comité de pilotage a recommandé l'élaboration d'un argumentaire à présenter à la prochaine réunion du bureau de la CONFEMEN qui aura lieu à Québec en juin 2025, afin de préciser le positionnement de la CONFEMEN pour les futures évaluations.

Par ailleurs, le secrétaire général a informé les membres de la création d'un groupe de travail réunissant les correspondants nationaux des États membres du Bureau. Cette rencontre prévue à la fin mars, début avril 2025, se déroulera à Dakar et aura comme objectif de déterminer officiellement les points à l'ordre du jour du prochain Bureau de la CONFEMEN, en juin 2025.

Il est convenu que le comité de pilotage se rencontrera en janvier 2026.

Composition de la délégation gouvernementale

- Mélanie Guilmette, correspondante nationale du MEQ auprès de la CONFEMEN

		Date
Rédigé par (professionnel/directeur)	Mélanie Guilmette	28-01-2025
Validé par (directeur/supérieur)	Caroline Davoine	29-01-2025
Approuvé par (sous-ministre adjoint)	Marie-Josée Blais	31-01-2025



60^e SESSION MINISTÉRIELLE DE LA CONFEMEN

MIN-BU-CN 24-04 01

THÈME :

Enseignement général, enseignement technique et orientation vers les filières scientifiques et technologiques. Enjeux, stratégies et perspectives pour l'atteinte de l'ODD4 dans l'espace francophone

Projet d'agenda

**Abidjan, Côte d'Ivoire
Du 22 au 26 avril 2024
Hôtel Ivoire**

CALENDRIER DES TRAVAUX DE LA RÉUNION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (CAF)

Heures	Jour 1 — Lundi 22 avril 2024
8h30-9h00	<i>Accueil</i>
9h00-11h00	• Ouverture • Adoption de l'ordre du jour • Présentation du rapport des commissaires aux comptes pour l'exercice 2023 • Présentation des observations du STP sur le rapport des commissaires aux comptes
11h00-11h30	<i>Pause-café</i>
11h30-13h00	• Présentation du rapport d'audit du PASEC • Situation du recouvrement des arriérés des contributions statutaires <i>Discussions</i> • Adoption du rapport des commissaires aux comptes • Présentation de la version amendée du Statut du personnel
13h00-14h30	<i>Pause-déjeuner</i>
14h30-16h00	• Propositions de présentation des états financiers • Présentation du budget 2024 de la CONFEMEN <i>Discussions</i> • Questions diverses
16h00-17h00	<i>Suspension pour élaboration du rapport et Pause-café</i>
17h00-17h30	• Lecture et adoption du rapport de la CAF • Clôture de la CAF

CALENDRIER DES TRAVAUX DE LA RÉUNION DES CORRESPONDANTES ET CORRESPONDANTS NATIONAUX (CN)

Heures	Jour 2 — Mardi 23 avril 2024
8h30-9h00	<i>Accueil</i>
9h00-10h30	• Ouverture • Adoption de l'ordre du jour • Présentation du rapport d'activités 2023 de la CONFEMEN • Présentation des grands axes du Plan d'action 2024 de la CONFEMEN • État de la préparation de l'évaluation PASEC 2024 et perspectives <i>Discussions</i>
10h30-11h	• Présentation succincte du rapport de la CAF
11h00-11h30	<i>Pause-café</i>
11h30-13h00	Présentation du document sur le thème de la 60e Session ministérielle : « Enseignement général, enseignement technique et orientation vers les filières scientifiques et technologiques : enjeux, stratégies et perspectives pour l'atteinte de l'ODD4 dans l'espace francophone » <i>Discussions</i> <i>Identification des recommandations prioritaires</i>
13h00-14h30	<i>Pause-déjeuner</i>
14h30-16h30	• Présentation du Représentant Jeunesse de la CONFEMEN • Examen de l'ordre du jour de la ministérielle • Présentation des propositions de thème pour la prochaine Session ministérielle • Présentation de l'outil de Recueil d'information sur les recommandations des DRO • Questions diverses
16h30-17h00	<i>Suspension pour élaboration du rapport et Pause-café</i>
17h00-17h30	• Lecture et adoption du rapport de la réunion des CN • Clôture de la réunion des CN

CALENDRIER DES TRAVAUX DE LA RÉUNION DU BUREAU DE LA CONFEMEN	
Heures	Jour 3 — Mercredi 24 avril 2024
8h30 - 9h00	Accueil
9h00 - 10h30	• Ouverture • Adoption de l'ordre du jour • Présentation de l'état de mise en œuvre des décisions du Bureau de Bucarest • Présentation et adoption du rapport de la CAF • Présentation du rapport de la réunion des CN
10h30-11h00	• Présentation du projet de budget 2024 de la CONFEMEN <i>Discussions</i>
11h00-11h30	Pause-café
11h30 - 13h00	• Examen de l'ordre du jour de la Conférence ministérielle <i>Discussions</i> • Approbation et « entérinement » du Relevé de décisions du comité de pilotage du PASEC de février 2024 • Projet de Relevé de décisions • Questions diverses <i>Discussions</i> • Lecture et adoption du rapport du Bureau • Clôture de la réunion du Bureau
13h00 - 14h30	Pause-déjeuner
14h30 - 15h00	<i>Préparatifs de la Cérémonie d'ouverture par le pays hôte</i>
15h00 - 18h00	Cérémonie officielle d'ouverture de la 60e Conférence ministérielle • Allocutions (autorités de la Côte d'Ivoire, OIF, Président en exercice, SG) • Présentation de l'historique de la CONFEMEN, incluant les programmes PASEC et PACTE • Passage du témoin • Hommage aux CN • Visite officielle par les ministres de l'Exposition de la CONFEMEN Autres activités socioculturelles et festives laissées à l'appréciation du pays hôte

CALENDRIER DES TRAVAUX DE LA 60^e CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Heures	Jour 4 — Jeudi 25 avril 2024
8h30 - 9h00	<i>Accueil</i>
9h00 – 11h00	- Mise en place - Adoption de l'ordre du jour - Présentation du rapport de la réunion du Bureau du 24 avril 2024 - Présentation de l'état de mise en œuvre des décisions de la 59^e Session ministérielle tenue au Maroc en 2022 et du Bureau de Bucarest de 2023 - Présentation des rapports technique et financier 2023 et des perspectives 2024 de la CONFEMEN <i>Discussions</i>
11h – 11h15	<i>Pause-café</i>
11h15 – 13h00	Huis clos des ministres et chefs de délégation de la CONFEMEN - Accueil des prochaines réunions (Bureau et ministérielle) - Constitution du nouveau Bureau de la CONFEMEN - Choix du thème pour la 61^e Session ministérielle - Fonctionnement du Secrétariat technique permanent (Adoption des Statuts et du Statut du personnel révisés, Situation du recouvrement des arriérés des contributions statutaires, etc.) - Adoption du Relevé de décisions
13h00 - 14h30	<i>Pause-déjeuner</i>
14h30-15h00	Présentation des principales orientations du DRO sur le thème de la 60^e Session ministérielle : « Enseignement général, enseignement technique et orientation vers les filières scientifiques et technologiques : enjeux, stratégies et perspectives pour l'atteinte de l'ODD4 dans l'espace francophone. »
15h00 - 16h00	Réactions à la suite de la présentation du DRO Questions et interventions des États et gouvernement membres
16h00 – 16h15	<i>Pause-café</i>
16h15-17h30	Réactions à la suite de la présentation du DRO (suite) - Questions et intervention des États et gouvernement membres - Intervention des Partenaires techniques et financiers.

CALENDRIER DES TRAVAUX DE LA 60 ^e CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE	
Heures	Jour 5 — Vendredi 26 avril 2024
8h30-9h00	Accueil
9h00-10h30	PANEL DE DISCUSSION : partage d’expériences et de meilleures pratiques sur le thème du DRO Intervention de 4 États et gouvernement membres et de 2 Partenaires techniques et financiers <i>Discussions</i>
10h30-11h00	Présentation du Représentant Jeunesse de la CONFEMEN <i>Discussions</i>
11h00-11h30	Pause-café
11h30-11h45	Dictée Paul Gérin-Lajoie des ministres et partenaires techniques et financiers
11h45-12h30	Présentation de l’Appel de Dubaï et des autres Appels de la CONFEMEN
12h30-13h00	- Adoption du Relevé de décisions - Adoption du Rapport de la 60^e Session ministérielle
13h00-13h30	Cérémonie de clôture des travaux Allocutions (Président en exercice, SG)
13h30-15h00	Pause-déjeuner
Après-midi	Programme proposé par le pays hôte

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

Aucun voyage hors Québec pour la Commission consultative de l'enseignement privé.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emploi estimé.

RÉPONSE

Veillez consulter le tableau ci-dessous concernant la liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

Voyages hors Québec				
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coût total
Ottawa, Ontario	du 13 au 17 mai 2024.	Participation au 91 ^e Congrès de l’Acfas : Mobiliser les savoirs en français, Colloque « Mobiliser les savoirs en français ».	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l’éducation Katie Bérubé, coordonnatrice de la Commission de l’enseignement et de la recherche au collégial Julie Raymond, agente de recherche et de transfert au Conseil supérieur de l’éducation.	1 778,90 \$.
Rabat, Maroc	du 18 au 24 mai 2024.	Participation à l’Assemblée générale et à un séminaire regroupant les organismes-conseils européens en matière d’éducation, dont est également membre le Conseil supérieur de l’éducation de la Formation et de la Recherche scientifique du Maroc La thématique spécifique de 2024 portait sur l’intelligence artificielle (IA) dans le domaine de l’éducation.	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l’éducation et Marie-Josée Larocque, secrétaire générale du Conseil supérieur de l’éducation.	2 028,63 \$
Paris, France	du 30 août au 6 septembre 2024	Participation à la Digital Learning Week au siège de l’UNESCO, panel pour discuter de l’intelligence artificielle en enseignement supérieur du 2 au 5 septembre 2024.	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l’éducation.	4 401,09 \$.
Paris, France et Villers-Cotterêts, France,	du 29 septembre au 6 octobre 2024	Participation aux activités lors de la semaine du Sommet sur la Francophonie 2024 et participation aux 4 ^e Assises Internationales de la Francophonie Scientifique 2024	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l’éducation	1 230,76 \$.
Toulouse, France,	du 14 au 18 octobre 2024			

Voyages hors Québec				
Destinat ion	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coût total
Ottawa, Ontario	du 13 au 17 mai 2024.	Participation au 91 ^e Congrès de l'Acfas : Mobiliser les savoirs en français Colloque « Mobiliser les savoirs en français ».	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation, Katie Bérubé, coordonnatrice de la Commission de l'enseignement et de la recherche au collégial et Julie Raymond, agente de recherche et de transfert au Conseil supérieur de l'éducation.	1 778,90 \$.
Rabat, Maroc	du 18 au 24 mai 2024.	Participation à l'Assemblée générale et à un séminaire regroupant les organismes-conseils européens en matière d'éducation, dont est également membre le Conseil supérieur de l'éducation de la Formation et de la Recherche scientifique du Maroc La thématique spécifique de 2024 portait sur l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine de l'éducation.	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation et Marie-Josée Larocque, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'éducation.	2 028,63 \$ dans l'année financière 2024-2025 et 4 167,68 \$ dans l'année financière 2023-2024 (billets d'avions).
Paris, France	du 30 août au 6 septembre 2024	Participation à la Digital Learning Week au siège de l'UNESCO Prendre la parole lors d'un panel pour discuter de l'intelligence artificielle en enseignement supérieur du 2 au 5 septembre 2024.	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation.	4 401,09 \$.
Paris, France et	du 29 septembre	Participation aux activités lors de la semaine du Sommet sur la	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation	1 230,76 \$.

Villers-Cotterêts, France,	au 6 octobre 2024	Francophonie 2024 et participation aux 4 ^e Assises Internationales de la Francophonie Scientifique 2024		Le billet d'avion a été remboursé par l'Agence Universitaire de la Francophonie dans les Amériques.
Toulouse, France,	du 14 au 18 octobre 2024	Diverses activités se déroulant lors de la semaine du Sommet sur la Francophonie 2024 du 1 ^{er} au 5 octobre 2025. Le 1 ^{er} octobre, rencontre avec la Délégation générale du Québec à Paris, le 2 octobre, rencontres avec l'Agence nationale de la recherche (ANR), les 3 et 4 octobre, participation aux activités du Sommet de la Francophonie et le 5 octobre, visite à Villers-Cotterêts. Rassemblement de spécialistes francophones de divers horizons pour discuter d'un sujet d'actualité sous un angle scientifique lors des 4 ^e Assises Internationales de la Francophonie Scientifique 2024.		

INSTITUT NATIONAL DES MINES**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

RÉPONSE**Congrès international minier de Marrakech (Royaume du Maroc)**

- a) Marrakech (Maroc) du 27 novembre au 5 décembre 2024
- b) Dans le cadre du Congrès international minier de Marrakech (Royaume du Maroc), participation de la PDG de l'Institut à un panel sur la formation minière dans le cadre du tout premier congrès international minier de Marrakech.
- d) Coût total assumés par l'INMQ : 1 988,20\$
- e) Christine Duchesneau, présidente-directrice générale de l'INMQ, et Nicholas Thérout, conseiller Recherche et Projets à l'INMQ.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : https://inmq.gouv.qc.ca/acces_information.

Informations générales sur l'événement

Morocco International Mining Congress: 3 et 4 Décembre 2024



La première édition du Congrès International des Mines du Maroc (IMC Morocco) aura lieu à Marrakech le 3 et 4 Décembre 2024.

Cette grande assemblée est soutenue au plus haut niveau par La Fédération Minière des Minéraux Industriels et le Ministère de la Transition Énergétique & du Développement Durable du Maroc.

IMC-Morocco accueillera 2 jours de sessions interactives, d'ateliers, de visites techniques, de tables rondes et de méthodologies innovantes pour développer le thème principal de la conférence : « Libérer les ressources du Maroc pour faire progresser la croissance économique nationale et régionale ».

Pendant les workshops de ce congrès, les participants et les visiteurs rencontreront toute la chaîne de valeur de l'industrie minière marocaine sous un même toit.

[Conférenciers • IMC Maroc](#)

Rapport de mission

Informations sur la rencontre # 1

Date :	1 ^{er} décembre 2024
Heures :	11 h à 15 h (Heure du Maroc)
Lieu :	Hall de l’hôtel Palmeraie Rotana Resort, Marrakech, Royaume du Maroc
Personnes présentes à la rencontre :	
M ^{me} Christine Duchesneau, PDG – Institut national des mines	
M. Nicholas Thérioux, conseiller à l’innovation et à la recherche – Institut national des mines	

Objet de la rencontre :	Préparation des allocutions à venir de la PDG pendant la mission 1) Allocution du 2 décembre 2024 organisée par l’Ambassade du Canada au Maroc portant sur les normes ESG dans le secteur minier au Québec 2) Allocution du 4 décembre 2024 dans le cadre d’un panel ayant lieu lors du 1 ^{er} congrès international minier du Maroc
Notes importantes :	
Dans le cadre d’une rencontre de travail, les membres de la mission réalisent une révision globale des principales rencontres et allocutions à venir afin de s’y préparer de manière optimale.	
Plus particulièrement, M ^{me} Duchesneau et M. Thérioux réalisent :	
Une analyse des personnes stratégiques qui seront rencontrées pour être prêts pour ces rencontres;	
Une préparation du panel du 4 décembre (contenu à présenter, préparation à la période de questions, etc.);	
Une préparation du contenu à présenter lors de la présentation du 2 décembre.	
Mots clés :	# Rencontre interne # Allocutions à venir # Rencontre de travail

Informations sur la rencontre # 2

Date :	1 ^{er} décembre 2024
Heures :	19 h
Lieu :	Restaurant – Complexe hôtelier du Palmeraie Rotana Resort
Personnes présentes à la rencontre :	
M ^{me} Isabelle Valois, Son Excellence l’Ambassadrice du Canada au Maroc	
M ^{me} Myriam Paquette-Côté, Directrice du Bureau du Québec à Rabat (BQR)	
M ^{me} Christine Duchesneau, PDG - INMQ	
M. Zouhair Kanouni, Délégué commercial, Ambassade du Canada au Maroc	
M. Othmane El Amrani, Attaché économique au Bureau du Québec à Rabat (BQR)	
M. Nicholas Thérroux, Conseiller à l’innovation et à la recherche - INMQ	

Objet de la rencontre :	Prise du contact avec l’Ambassade du Canada et le Bureau du Québec à Rabat (BQR) et préparation de l’événement à venir le lendemain (événement du 2 décembre 2024)
Notes importantes :	
Mme Duchesneau et M. Thérroux ont partagé un repas avec les personnes mentionnées ci-dessus. Le repas a permis aux personnes de faire connaissance, de présenter leurs organisations respectives et de planifier la logistique et le déroulement de la journée du lendemain. La discussion avec l’Ambassade et le BQR a également permis aux membres de la mission d’en apprendre plus sur le Maroc et les éléments à prendre en considération afin de ne pas commettre d’impairs lors des visites, de l’atelier ou de la soirée de réseautage à venir.	
Mots clés :	# Ambassade du Canada au Maroc # Bureau du Québec à Rabat # Préparation de la mission # Réseautage et présentation de l’Institut national des mines

Informations sur la rencontre # 3

Date :	2 décembre 2024
Heures :	9 h 45 à 15 h 30
Lieu :	Zone rurale du sud-est de Marrakech (complexe métallurgique de Guemassa ainsi que le village de Hajar et ses environs)
Personnes présentes à la rencontre :	
M ^{me} Christine Duchesneau et M. Nicholas Théroux - INMQ	
M ^{me} Myriam Paquette-Côté et M. Othmane El Amrani - BQR	
M ^{me} Isabelle Valois, M. Zouhair Kanouni et M. Sébastien Gratton	
Cadres et personnel de recherche de l’entreprise Managem	
Groupe de femmes membres de la coopérative de développement locale	

Objet de la rencontre :	Visite du complexe minier et métallurgique de Cobalt de Guemassa (Managem) et autres activités associées
Notes importantes :	
Le lundi 2 décembre 2024, les membres de la mission, accompagnés du BQR et de l’Ambassade, se sont rendus au complexe minier et métallurgique de Guemassa (Groupe Managem) qui est situé dans une zone rurale à environ une heure de route au sud-est de Marrakech. Lors des deux premières heures de la visite, l’équipe de direction de l’entreprise a reçu la délégation québéco-canadienne dans la salle de conférence du complexe. Les représentants de Managem ont présenté leur entreprise en insistant particulièrement sur les innovations technologiques développées par leur centre de recherche interne, le Reminex.	
Par la suite, une visite des laboratoires de recherche du Reminex a permis de rencontrer le personnel de recherche du centre, dont une partie conséquente a été formée dans les universités québécoises. La journée s’est ensuite poursuivie par une courte visite des installations d’hydrométallurgie. Le Groupe Managem a d’ailleurs demandé à mesdames Valois, Duhesneau et Paquette-Côté de planter un arbre honorifique sur le site en honneur de la visite.	
Finalement, sur le chemin du retour vers Marrakech, la délégation a visité une petite coopérative fabriquant de l’huile d’olive qui est administrée et opérée par les femmes des villages qui environnent le complexe de Guemassa. L’initiative est soutenue financièrement par le Groupe Managem et vise à aider ses femmes à sortir du « cycle de la pauvreté ».	
Mots clés :	# Visite industrielle # Groupe Managem

Informations sur la rencontre # 4

Date :	2 décembre 2024
Heures :	16 h
Lieu :	Hôtel Fairmont Royal Palm, Marrakech
Personnes présentes à la rencontre :	
Son Excellence Madame Isabelle Valois, ambassadrice du Canada au Maroc (et le personnel de l’ambassade)	
Madame Myriam Paquette-Côté, directrice du BQR et M. Othmane El Amrani, attaché économique au BQR	
Madame Christine Duchesneau, PDG et M. Nicholas Thérroux - INMQ	
Dr. Abdellah Mouttaqi, membre du CESE du Royaume du Maroc	
Messieurs Jean-Philippe Waaub et Marc-Antoine Ladouceur du Programme d’assistance technique du Canada	
Et une dizaine d’autres représentants d’entreprises minières actives au Maroc dont : Groupe Aya, Managem, CMT, OCP, MCM First Quantum, etc.	

Objet de la rencontre :	Atelier sur la « Conduite responsable comme choix stratégique dans l’industrie minière » au cours duquel une conférence de l’INMQ a été présentée ET Réception de réseautage avec les acteurs du secteur minier
Notes importantes :	
La journée du 2 décembre a été marquée par la participation à un atelier organisé en partenariat par l’Ambassade et le BQR. Après les mots d’ouverture et les salutations d’usage, la trentaine de personnes rassemblée sur place a écouté la présentation de M ^{me} Christine Duchesneau qui a d’abord présenté brièvement l’Institut national des mines et sa mission, puis, a abordé l’approche ESG des mines au Québec. Les exemples concrets présentés dans le cadre de cette allocution ont intéressé l’assistance. À la suite de l’allocution de M ^{me} Duchesneau, un tour de table des entreprises présentes a permis à celles-ci de présenter à tour de rôle les caractéristiques de leur approche ESG. Lors de leur prise de parole, certains des intervenants ont fait référence à la présentation de M ^{me} Duchesneau pour souligner des éléments pertinents qu’ils en ont retenu. Par la suite, deux présentations d’une quinzaine de minutes chacune ont porté sur l’ESG minier au Maroc.	
Mots clés :	# ESG # Conférence de l’INMQ # Réseautage

Informations sur la rencontre # 5

Date :	3 décembre 2024
Heures :	9 h à 21 h
Lieu :	Hôtel Palmeraie Rotana Resort, Marrakech, Royaume du Maroc
Personnes présentes à la rencontre :	
Personnes ayant participé au congrès	

Objet de la rencontre :	IMC – Morocco – Congrès international minier du Maroc
Notes importantes :	
Après avoir récupéré leurs cocardes, les représentants de l’INMQ ont assisté à la cérémonie d’ouverture de ce premier congrès minier international du Maroc. Celle-ci a consisté à une écoute de l’hymne national du Maroc et à un discours de la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable sur sa vision en ce qui concerne le développement minier. Son discours a été immédiatement suivi par un panel, auquel la ministre a pris part, en compagnie de ministres ainsi que des secrétaires généraux de Ministères des Mines de l’Afrique subsaharienne.	
Par la suite, la journée s’est poursuivie et les panels suivants se sont déroulés :	
- L’industrie minière : un acteur clé pour stimuler l’économie, renforcer la souveraineté industrielle et bâtir des synergies stratégiques; - Métaux critiques au service de la transition énergétique; - Quel modèle innovant pour une durabilité responsable de l’industrie minière?	
Sur l’heure du midi, les représentants de l’INMQ ont partagé un repas avec le BQR et certaines personnes du comité technique de l’Entente en vigueur entre l’INMQ et le Ministère de la Transition énergétique et du Développement durable. Ce repas a notamment été l’occasion de valider la situation interne qui prévaut au Ministère et à l’ENSMR, et ce, afin de mieux comprendre le contexte dans lequel évolue les partenaires marocains de l’INMQ.	
Finalement, vers 18 h, les représentants de l’Institut ont participé à une réception de réseautage dans la cour intérieure de l’hôtel accueillant le congrès. La présence du BQR tout au long de la journée aux côtés des représentants de l’INMQ sur place a permis de favoriser l’établissement et le renforcement des contacts entre les personnes-contacts tant du BQR et de l’INMQ.	
Mots clés :	# Congrès minier # International # Réseautage

Informations sur la rencontre # 6

Date :	4 décembre 2024
Heures :	9 h à 20 h
Lieu :	Palmeraie Rotana Resort, Marrakech, Royaume du Maroc
Personnes présentes à la rencontre :	
Mêmes personnes que la veille.	

Objet de la rencontre :	Deuxième et dernière journée du congrès IMC-Morocco
Notes importantes :	
Lors de cette seconde et dernière journée de congrès, les représentants de l’INMQ ont assisté aux trois panels qui ont précédé celui auquel prenait part M ^{me} Duchesneau.	
Ces trois premiers panels avaient pour thématiques :	
• Comment le Maroc réussit à se positionner sur la chaîne de valeurs : le cas du Phosphate et du Cobalt; • Quels exigences ESG pour un secteur minier durable et exemplaire; • Les modèles de financement de projets de valorisation des ressources minérales.	
Finalement, la table ronde de fermeture de l’événement s’intitulait « Former la nouvelle génération de professionnels miniers marocains ». Animée par M. Gilbert Frade, un éminent professeur universitaire dans le domaine du génie minier qui est notamment le fondateur de l’École des Mines de Paris et qui a été son directeur pendant plusieurs décennies, la table ronde réunissait, en plus de M ^{me} Duchesneau, les directeurs de plusieurs établissements universitaires africains spécialisés en génie minier. Les établissements représentés étaient :	
• L’École nationale supérieure des mines de Rabat; • L’École Mohammedia; • L’Université Mohammed VI de Ben Guérir (UMP 6); • L’École des Mines et de la Métallurgie de Moanda; • L’École des Mines, de l’Industrie et de la Géologie du Niger.	
Lors de la table ronde, M ^{me} Duchesneau a pu faire ressortir de quelle manière l’efficacité et la modernité du secteur minier québécois repose sur sa main-d’œuvre hautement qualifiée et le rôle que joue l’INMQ à cet égard. La PDG a entre autres insisté sur la mise à jour permanente des programmes de formation grâce à la collaboration entre les entreprises et les établissements d’enseignement. Des cas pratiques et concrets, tel que le projet ayant mené au développement d’un AEP en Entretien d’engins hybrides et électriques, semblent avoir tout particulièrement suscités l’intérêt de l’audience.	

Une fois la table ronde complétée, les représentants de nombreuses organisations ont tenu à s’entretenir avec M^{me} Duchesneau afin d’évaluer les possibilités de collaboration avec l’INMQ. En ce qui concerne les organisations marocaines, elles ont été invitées à s’insérer dans le cadre de l’Entente déjà existante. Des établissements d’enseignement du Gabon et du Bénin ont également approché l’INMQ a cette occasion.

Lors de la cérémonie de clôture, il a été annoncé que la seconde édition aurait lieu lors de la dernière semaine d’octobre 2025. Le président de la Fédération minérale du Maroc, M. Cherrat, a d’ailleurs mentionné à M^{me} Duchesneau qu’il serait ravi que l’INMQ participe à cette seconde édition. Il est à noter que la Fédération (FDIM) agit comme organisateur de l’événement.

En fin de journée, les représentants de l’INMQ ont échangé avec M^{me} Mariam El Adnani, professeure à l’École nationale des Mines de Rabat afin de la remercier de son invitation à participer au congrès (en tant que membre du comité scientifique du congrès).

Mots clés :	# Congrès miniers # Conférence de l’INMQ # Réseautage
-------------	---

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué par le personnel du Protecteur national de l'élève.

Voyages hors Québec				
Destinat ion	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coût total
Ottawa, Ontario	du 13 au 17 mai 2024.	Participation au 91 ^e Congrès de l'Acfas : Mobiliser les savoirs en français Colloque « Mobiliser les savoirs en français ».	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation, Katie Bérubé, coordonnatrice de la Commission de l'enseignement et de la recherche au collégial et Julie Raymond, agente de recherche et de transfert au Conseil supérieur de l'éducation.	1 778,90 \$.
Rabat, Maroc	du 18 au 24 mai 2024.	Participation à l'Assemblée générale et à un séminaire regroupant les organismes-conseils européens en matière d'éducation, dont est également membre le Conseil supérieur de l'éducation de la Formation et de la Recherche scientifique du Maroc La thématique spécifique de 2024 portait sur l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine de l'éducation.	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation et Marie-Josée Larocque, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'éducation.	1 533,90 \$ dans l'année financière 2024-2025 et 4 167,68 \$ dans l'année financière 2023-2024 (billets d'avions).
Paris, France	du 30 août au 6 septembre 2024	Participation à la Digital Learning Week au siège de l'UNESCO Prendre la parole lors d'un panel pour discuter de l'intelligence artificielle en enseignement supérieur du 2 au 5 septembre 2024.	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation.	4 401,09 \$.
Paris, France et	du 29 septembre	Participation aux activités lors de la semaine du Sommet sur la	Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation	1 725,49 \$.

Villers-Cotterêts , France,	au 6 octobre 2024	Francophonie 2024 et participation aux 4 ^e Assises Internationales de la Francophonie Scientifique 2024		Le billet d'avion a été remboursé par l'Agence Universitaire de la Francophonie dans les Amériques.
Toulouse , France,	du 14 au 18 octobre 2024	Diverses activités se déroulant lors de la semaine du Sommet sur la Francophonie 2024 du 1 ^{er} au 5 octobre 2025. Le 1 ^{er} octobre, rencontre avec la Délégation générale du Québec à Paris, le 2 octobre, rencontres avec l'Agence nationale de la recherche (ANR), les 3 et 4 octobre, participation aux activités du Sommet de la Francophonie et le 5 octobre, visite à Villers-Cotterêts. Rassemblement de spécialistes francophones de divers horizons pour discuter d'un sujet d'actualité sous un angle scientifique lors des 4 ^e Assises Internationales de la Francophonie Scientifique 2024.		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés.

RÉPONSE

But du déplacement	Itinéraire	Date	Montant global
Tournée en Abitibi-Témiscamingue	Québec – Rouyn-Noranda – Val-d’Or – Mont-Laurier - Québec	Du 2024-10-16 au 2024-10-18	14 458,00 \$
Diverses activités publiques	Bromont – Îles-de-la-Madeleine – Matane – Québec	Du 2024-11-11 au 2024-11-12	11 746,92 \$

Ces montants sont ceux se rapportant uniquement aux accompagnateurs des ministres et des titulaires d'un emploi supérieur. Les renseignements concernant les ministres et les titulaires d'un emploi supérieur, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (Règlement) (article 4, paragraphe 17) : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information>.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés.

RÉPONSE

Aucun déplacement en avion ou hélicoptère n'a été effectué au Québec par un dirigeant du CCEP.

Voir la réponse à la fiche RG01-CCEP.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés.

RÉPONSE

Aucun déplacement en avion ou hélicoptère n'a été effectué au Québec par un dirigeant du CSE.

Voir la réponse à la fiche RG01-CSE.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

a) les raisons du déplacement;
b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
c) les coûts ventilés.

RÉPONSE

Déplacements par transport aérien en 2024-2025

a)	b)			c)
But et objet du déplacement	Itinéraire	Départ	Retour	Coûts
Rencontres professionnelles + CA INMQ	Val-d'Or – Québec A/R	20 mai 2024	23 mai 2024	606,63 \$
Congrès Québec Mines + Énergie	Val-d'Or – Québec A/R	18 novembre 2024	22 novembre 2024	901,38

* A/R = Aller / Retour

Voir la réponse à la fiche RG01-CCEP.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 17): https://inmq.gouv.qc.ca/acces_information.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés.

RÉPONSE

Aucun déplacement en avion ou hélicoptère n'a été effectué par le protecteur national de l'élève.

Voir la réponse à la fiche RG01-PNE.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

- Par le cabinet ministériel :
- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
 - d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

- Par le ministère ou l'organisme :
- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
 - f) le but visé par chaque dépense;
 - g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
 - h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

- Par un professionnel ou par une firme externe :
- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
 - j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - m) le but visé par chaque dépense;
 - n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
 - o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Conférences de presse prises en charge par la Direction générale des communications

Objet	Lieu	Date	Fournisseurs	Mandat	Montant
ÉDU - Éclipse solaire en Beauce	St-Georges	8 avril 2024	École Lacroix	Sonorisation et lieu	210,24 \$
			Rapport de frais	Déplacement employé	
SLPA – Rabais sur la carte d'accès SÉPAQ	Oka	17 mai 2024	Duoson	Audiovisuel	3631,46 \$
			Rapport de frais	Déplacement employé	
ÉDU - Collège des Hauts-Sommets	Saint-Tite-des-Caps	21 mai 2024	MEES	Audiovisuel	1 217,90 \$
			Rapport de frais	Dépenses employé	
ÉDU - Annonce de la rentrée 2024-2025	Montréal	16 août 2024	Salle gouvernementale - Édifice Wilder	Location de salle	3 219,64 \$
			MEES	Audiovisuel	
			Production JG	Panneau lutrin	
			Rapport de frais	Déplacement employé	
SLPA – Annonce PAFIRSPA Montmagny	Montmagny	21 août 2024	Compo Orléans	Panneau lutrin	6 398,50\$
			Espace Citoyen – Ville de Montmagny	Location de salle	
			Louise Leblanc	Photographe	
			MESS	Audiovisuel	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Annonce de 54 M\$ pour Alloprof	Montréal	30 septembre 2024	Bibliothèque école Pierre-Laporte	Location de salle	2 699,13 \$
			Duoson	Audiovisuel	

			Planète Multiservices	Panneau lutrin	
			Rapport de frais	Dépenses employé	

*Achats regroupés

Cérémonies de remise de prix

Événement	Lieu	Date	Fournisseurs	Mandat	Montant
ÉDU - Activité de reconnaissance pour les employés ayant cumulé 25 ans de service et les nouveaux retraités	Québec	3 mai 2024	Salle Blanche par Rioux Pettigrew	Location de salle et traiteur	5044,48 \$
			Fleuriste du Faubourg	Fleuriste	
			Louise Leblanc	Photographe	
			Les Deux Mèches	Musiciens	
			SÉPAQ	Cartes-cadeaux	
			Réseau Les Libraires		
			La Boutique des métiers d’arts du Québec		
			Brassardburo	Pochettes pour les certificats	
			Copiexpress	Impression des certificats	
				Déplacement des retraités de l’extérieur	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Cérémonie de l'Ordre de l'Excellence	Québec	23 mai 2024	Eklosion	Animation	30 108,45 \$
			Louise Leblanc	Photographe	
			Fleuriste du Faubourg	Fleuriste	
			Quatuor Collectif de la Cité	Musiciens	
			Assemblée nationale	Location de salles	
			Le Parlementaire	Traiteur	
			Maude Alie	Rédaction des portraits	
				Déplacements des membres du Conseil et frais de suppléance	
			Christine Larochele	Production d’insignes-artiste joaillière	
			Groupe ETR	Mur sublimé	
			Amélie Caron	Photographe	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Prix Étincelles et reconnaissances en lecture	Montréal	27 mai 2024	Simon Boulerice	Animation	19 797,45\$
			Groupe NH Photographes	Photographes	
			Cabaret du Lion d’Or	Location salle, sonorisation et traiteur	
			Impressions Bourg-Royal	Cartes Étincelles et certificats	
			Félix Girard	Illustrations	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - RéSolution	Québec	24 octobre 2024	Solotech	Audiovisuel	2 586,75 \$
			Sodexo	Traiteur	
			Renaud-Bray	Cartes-cadeaux	
			Dollorama	Vases et nappes	

SLPA - Cérémonie du Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin	Québec	25 octobre 2024	Agora de l'Assemblée nationale	Location de salle et audiovisuel	57 740,11\$
			Le Parlementaire	Traiteur	
			Marie-Josée Turcotte	Animation	
			Amélie Caron	Photographe	
			Maude Alie	Rédaction	
			Les impressions Bourg-Royal	Impression du cahier-souvenir	
			Trophées d'exception	Conception et production des trophées	
			Les entreprises Montminy	Épinglettes et boîtiers	
			Groupe ETR	Impression mur sublimé	
			Accessibilité Québec	Formulaire	
			Unitours	Transport navette	
				Déplacement des lauréats, partenaires et membres du comité de sélection	
			Château Laurier	Hébergement des lauréats	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Cérémonie des Prix Essor	Québec	4 décembre 2024	Salle des Promotions	Location de salles	27 838,11 \$
			Stephane Bellavance	Animation	
			Bistro la Cohue	Traiteur	
			Frédérique Maranda	Photographe	
			Groupe ETR	Production du mur sublimé.	
			Studio PSO	Production de capsules vidéo	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
Prix de reconnaissance des employés du MEQ	Québec	20 juin 2024	Sodexo	Traiteur	
			SEPA	Audiovisuel	
			Louise Leblanc	Photographe	
			R2M Trophée	Trophées	
			Graphica Impression inc	Impression affichettes	8 293,97 \$
			Copiexpress	Impression certificats	
			Novexco Inc.	Pochettes pour certificats	
			Rapport de frais	Dépenses employés	

Autres évènements

Événement	Lieu	Date	Fournisseurs	Mandat	Montant
ÉDU – Rencontre nationale sur la Transition de l’école vers la vie active (TEVA)	Québec	7 mai 2024	Hôtel Québec	Location de salles et audiovisuel	3 824,25 \$
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU – Rencontre nationale des représentants régionaux de l’Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l’éducation	Québec	14 mai 2024	SQI	Location de salle	4 697,86 \$
			MESS	Audiovisuel	
			Rapport de frais	Dépenses employés	

ÉDU - Journées PPVI (Journée de promotion de la santé mentale positive et du bien-être + Journée de mobilisation sur la prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles	Québec	23-24 mai 2024	Hôtel Le Concorde	Location de salles	138 794,75 \$
			Groupe Restos Plaisirs	Traiteur	
			Patrick Lachance	Photographe	
			MESS	Location de mobilier	
			America Interpretation	Traduction	
			Encore	Audiovisuel	
			Eklosion	Animation	
			Les impressions Bourg-Royal	Impressions et visuels	
			Groupe ETR		
			Graphica Impression		
			Copiexpress		
			MESS	Production vidéo témoignage	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Rencontre de la rentrée de la sous-ministre	Trois-Rivières	11 septembre 2024	Salle Néron	Location de salle	527,81 \$
			Café Morgane	Traiteur	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Rencontre de la rentrée de la sous-ministre	Montréal	11 septembre 2024	Centre St-Pierre	Location de salle	2 864,17 \$
			AvecPlaisirs	Traiteur	
			Helium Ballonn inc.	Décoration	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Rencontre de la rentrée de la sous-ministre	Québec	18 septembre 2024	Amphithéâtre Daniel-Johnson	Location de salle	3 947,52 \$
			Solotech	Audiovisuel	
			Party Expert	Décoration	
			Sodexo	Traiteur	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Intervention éducative en contexte polarisé	Montréal et régions du Québec	23 octobre 2024	Studio B	Studio principal	58 791,32 \$
			Lévis Centre des Congrès	Salles régionales	
			CSS de la Rivière-du-Sud		
			CSS Val-des-Cerfs		
			Bistro Le Grenadier et l'érable		
			CSS des Portages-de-l'Outaouais		
			Cégep de Jonquière		
			CSS du Pays-des-Bleuets		
			Gisèle Gauthier	Traiteurs régionaux	
			Traiteur		
			Tomates & Pesto		

			Le Marmiton service de traiteur		
			Épicerie St- Gelais		
			Croque-Midi		
			Dana Hospitality		
			Café Van Houtte		
			Eklosion	Animation	
			PCAV audiovisuel	Télesouffleur	
			Service WebDiffusion	Audiovisuel	
			Nancy Fortin	Frais des panélistes	
			Manon Fortin		
			Jahel Ménard		
			SopyCa Inc.	Photocopies diverses	
Rapport de frais	Dépenses employés				
ÉDU - Grand rassemblement des répondants et agents de liaison PNI	Montréal	5 novembre 2024	Palais des congrès	Location de salle	26 388,18 \$
			MESS	Location structure d’affichage	
			Maestro	Traiteur	
			Duoson	Audiovisuel	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Pausés-café de Noël de la sous-ministre	Québec	19 décembre 2024	MESS	Audiovisuel	3 037,28 \$
			Dollorama	Décorations	
			Sodexo	Traiteur	
			Canac	Batteries	

Colloques et congrès

Événement	Lieu	Date	Fournisseurs	Mandat	Montant
ÉDU - Formation conjointe et collaborative (FCC)- RÉCITS	Lévis Centre des congrès	8-9 octobre 2024	Expert’ease	Audiovisuel	57 592,38 \$
			Lévis Centre des congrès	Location de salles et traiteur	
			Planète multi-services	Panneau lutrin	
			Rapport de frais	Dépenses employés	
ÉDU - Journée du numérique en éducation et en enseignement supérieur	Lévis Centre des congrès	1 ^{er} novembre 2024	Duoson	Licences Zoom et équipement	79 416,24 \$
			MESS	Équipement audiovisuel	
			Avis	Location d’une camionnette	
			Expert’ease	Audiovisuel	
			Lévis Centre des congrès	Location de salles et traiteur	
			PairConnex	Plateforme d’inscription et de l’événement	
			America Interpretation	Traduction	
			Delta Marriott	Hébergement	
			MESS	Musique pour montage	
			Rapport de frais	Dépenses employés	

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Aucune dépense pour la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements pour la Commission consultative de l'enseignement privé.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

e)	f)	h)
32 457,49 \$	L'assemblée plénière du Conseil supérieur de l'éducation a eu lieu le 11 avril 2024 à Québec. Il s'agit d'un événement annuel dont les objectifs en 2024 étaient de réfléchir collectivement aux rôles des organismes-conseils au regard des autres organismes gouvernementaux en vue de préciser leurs particularités, leur contribution et leur influence à la fois sur la prise de décision publique, sur la définition des enjeux collectifs et sur la vie démocratique; ainsi que de faire le point sur les expériences d'organismes-conseils québécois de façon à comprendre leur mandat, leur fonctionnement et les conditions dans lesquelles ils réalisent leurs activités. Une réunion a eu lieu le 12 avril au même endroit que l'assemblée plénière 2024.	En présence
1 676,75 \$	33 ^e édition de la Dictée P.G.L. (19 mai 2024)	En présence
9 111,08 \$	Le Conseil supérieur de l'éducation a organisé une rencontre de la permanence du type « Lac-à-l'épaule » le 24 septembre 2024, à Québec.	En présence
22 711,65 \$	Événement « Garant du passé et porteur d'avenir » a marqué le 60 ^e anniversaire de la création du Conseil supérieur de l'éducation. Une réunion a eu lieu le 13 décembre 2024 au même endroit que le 60 ^e anniversaire du Conseil supérieur de l'éducation.	En présence

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’événement.
- d) si l’événement s’est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l’organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’événement.
- h) si l’événement s’est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’événement.
- o) si l’événement s’est tenu virtuellement.

RÉPONSE

g) Événements	e) Sommes dépensées en 2024-2025	f) but visé	l) Fournisseurs
Colloque annuel de l’Institut national des mines (Chibougamau)	31 556,07 \$	Présentation des travaux préliminaires de l’organisme et concertation des partenaires de l’Institut.	Adama Productions ; Percolab ; Kokonut Design ; GYVA ; I Cast Go - Digicast ; Gauthier Musique ; Gabrielle Munger Photographe ; CNW Telbec ; Club de golf de Chibougamau ; Événements Lailai

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) pour le Protecteur national de l'élève.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information>

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).
https://inmq.gouv.qc.ca/acces_information

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/organismes-lies/protecteur-national-eleve/acces-information/depenses>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste ventilée de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Les réponses sont présentées dans les tableaux en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique, et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

	Numéro	Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
1	350053060	Adams, Steve (illustrations)	Production d'une illustration originale et inédite dans le cadre d'une épreuve ministérielle en français, langue d'enseignement	\$ 4 000,00
2	350052492	Alie, Maude	Rédaction de 23 portraits des lauréats pour le Prix Dollard-Morin 2024	\$ 2 575,00
3	350052294	Anderson, Vincent	Validation de la traduction en langue anglaise des épreuves ministérielles en Usinage DEP 5371	\$ 2 750,00
4	350052601	April, Julie (002)	Collaborer à l'élaboration de situations d'évaluation modèles en Culture et citoyenneté québécoise	\$ 6 750,00
5	350051960	Ass. québécoise des enseignants français langue seconde [AQEFLS]	Projets de formation collective en didactique des langues secondes	\$ 20 000,00
6	350052400	Ass. régionale des loisirs pour handicapés de la Côte-Nord	Traitement des demandes relatives au Programme d'aide financière au loisir des personnes handicapées (PAFLPH)	\$ 24 390,00
7	350052182	Association pour la promotion de la librairie indépendante	Cartes cadeaux pour les gagnants du prix en lecture	\$ 12 500,00
8	350052881	Attribu inc.	Service-conseil en accompagnement de la définition de la "marque employeur" du Ministère	\$ 7 500,00
9	350052990	Babalís, Panagiota	Participer au processus de consultation sur les outils d'évaluation ministérielle d'anglais, langue seconde	\$ 1 250,00
10	350053054	Bacon, Annie	Production d'un texte original et inédit dans le cadre d'une épreuve ministérielle en français, langue d'enseignement	\$ 4 000,00
11	350052788	Baillargeon, Karine	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
12	350052787	Barile, Maryse	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
13	350052727	Barrans, Anita Norine	Service-conseil pour l'élaboration d'un prototype d'épreuve pour la deuxième année du secondaire en anglais, langue d'enseignement	\$ 2 100,00
14	350052731	Beatty, Brenda	Service-conseil pour l'élaboration de l'épreuve ministérielle de la 6e année du primaire en anglais langue	\$ 2 100,00
15	350052120	Beauchemin, Julie (003)	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
16	350052789	Bélanger, Karine (012)	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
17	350052118	Bell, Karine	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
18	350052202	Bennett-Stonebanks, Melanie	Service de soutien à la recherche pour la Commission de l'éducation en langue anglaise pour la production d'un mémoire	\$ 5 400,00
19	350052663	Blonder, Miriam Deborah	Suivi des demandes par le ministre en enseignement à la maison	\$ 850,00
20	350053027	Boissonnault, Marie-Josée (enseignante)	Contrôle de la qualité d'outils d'évaluation ministérielle en mathématique et en science et technologie	\$ 1 680,00
21	350052122	Boissonneault, Angélique	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
22	350052439	Boîte à mots et associés, La	Traduction de l'anglais vers le français de divers	\$ 1 825,26
23	350052082	Boivin, Danièle (002)	Services professionnels d'analyse de données qualitatives et quantitatives pour 2 mesures budgétaires	\$ 24 000,00
24	350052130	Brisson, Sonia (003)	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
25	350052611	Burke, Adrian L.	Enregistrement audio de l'entrevue de l'épreuve ministérielle d'anglais, langue seconde par un expert	\$ 300,00
26	350052784	Canty-Homier, Julie	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
27	350052100	Cardinal, Nathanaël (violoncelliste)	Ambiance musicale pour la reconnaissance des 25 ans de service et les retraités 2023 de la FP	\$ 775,00
28	350052764	Caron & Gosselin communication graphique	Graphisme pour les épreuves ministérielles	\$ 18 000,00
29	350053009	Carpentier, Marie (services aux entreprises)	Analyse du matériel didactique pour le programme d'études Culture et citoyenneté québécoise	\$ 10 000,00
30	350052239	Caviar multimédia inc.	Création de vidéos concernant la santé mentale positive - Graphisme et traduction de documents	\$ 6 470,00
31	350052931	Centre d'Expertise en Santé de Sherbrooke inc.	Formation en ligne développement compétences des élèves	\$ 20 265,00
32	350052201	Centre pour l'innovation en audit international	Formation sur le modèle des trois lignes l'Institut des auditeurs internes	\$ 6 175,00
33	350052090	Centre Sheraton, Le	Hébergement, location d'espace de réunion, AV et service de traiteur pour la 21e Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones	\$ 12 000,00

34	350053081	Champagne, Sébastien (002)	Évaluation du programme de piano jazz de l'école de musique dans l'objectif de la reconnaître comme un organisme d'encadrement de l'enseignement privé de la musique (OEEPM)	\$ 450,00
35	350052793	Clohosy, Patricia-Ann	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
36	350052917	Comité Olympique Canadien	Coquetel pour la reconnaissance des athlètes	\$ 16 480,20
37	350052808	Communication Publi Griffe inc.	Conception du répertoire des bonnes pratiques d'aménagement des cours d'école	\$ 19 995,00
38	350052858	Concorde, Le (8815003 Canada inc.)	Hébergement lors de la Rencontre sur le développement du sport au Québec	\$ 15 000,00
39	350052311	Conseil Pédagogique Interdisciplinaire du Québec (C.P.I.Q.)	Assurer la logistique, la promotion et les services techniques de captation d'ateliers de formations axés sur l'utilisation du numérique en formation professionnelle	\$ 24 650,00
40	350052498	Conseil québécois du Loisir	Assurer l'administration du Programme de soutien aux événements de loisir (PAFEL)	\$ 5 000,00
41	350052734	Conseil sport loisir de l'Estrie	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 7 099,00
42	350052872	Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Évaluation des besoins en services professionnels pour le déploiement de la solution Salesforces Grant Management en infonuagique visant le virage numérique	\$ 20 000,00
43	350052729	Conte, Cynthia	Service-conseil pour l'élaboration de l'épreuve ministérielle de la 6e année du primaire en anglais langue	\$ 2 100,00
44	350052219	Conyers, Yasmine	Participation à la préparation des travaux liés à la Stratégie ministérielle visant à rehausser la qualité du français de tous les élèves	\$ 3 300,00
45	350052125	Côté, Marie-Eve (004)	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
46	350052131	Coutu, Yannick	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
47	350052659	CovoiturageMontréal inc.	Service d'abonnement à la plateforme Covoiturage.ca	\$ 13 500,00
48	350053010	Cyr, Caryne (Autre services d'enseignement)	Analyse du matériel didactique pour le programme d'études Culture et citoyenneté québécoise	\$ 10 000,00
49	350052792	Daigneault, Nancy (003)	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
50	350053008	D'Astous, Gilles (enseignement maternel, primaire et secondaire)	Analyse du matériel didactique pour le programme d'études Culture et citoyenneté québécoise	\$ 10 000,00
51	350052817	Deux Fois Deux inc.	Maître de cérémonie / Cérémonie des prix de reconnaissance Essor	\$ 7 000,00
52	350052283	Dionne, Raphaëlle (gestion de l'éducation)	Service-conseil dans le cadre du processus d'unification de l'équipe loisir, activité physique et de plein air	\$ 16 866,41
53	350052097	Domtar inc.	Production de 500 000 étiquettes 4 *2 blanches	\$ 9 500,00
54	350052564	DoubleTree by Hilton MC [Marque de commerce] Québec Resort	Lac-à-l'épaule pour les hauts dirigeants du milieu scolaire et ministériel	\$ 12 000,00
55	350051965	Doucet, Julie (enseignement maternel, primaire et secondaire)	Analyser, sur le plan des aspects pédagogiques, le matériel didactique soumis à l'approbation du ministère pour le programme d'étude Culture et citoyenneté québécoise	\$ 10 000,00
56	350052791	Dubé-Simard, Marivie	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
57	350052121	Dumais, Christian	Rédaction de l'épreuve de certification des compétences langagières pour l'enseignement ainsi que d'une épreuve de familiarisation, volet oral	\$ 17 000,00
58	350052209	Dupéré, Véronique	Expertise et conseil auprès de la communauté de pratiques de directions générales sur la réussite scolaire des garçons	\$ 6 000,00
59	350052689	Eklosion- Animation professionnelle inc.	Animation de l'événement Intervention éducative en contexte polarisé : comprendre et agir ensemble	\$ 5 725,00
60	350052972	Emballages Polypack Inc.	Production de 35 000 enveloppes plastifiées	\$ 12 600,00
61	350052227	En mode solutions inc.	Programmation et animation d'une consultation sur la pratique d'activité physique des peu ou pas actifs qui se tiendra en mode virtuel	\$ 13 350,00
62	350052474	Fédération de l'Âge d'Or du Québec, La (FADOQ)	Soutien de la mise en œuvre des Jeux FADOQ à l'échelle régionale	\$ 4 000,00
63	350052475	Fédération de l'Âge d'Or du Québec, La (FADOQ)	Gestion de la mesure population active FADOQ	\$ 14 000,00
64	350052421	Fédération Québécoise des Centres Communautaires de Loisir	Gestion de la mesure population active	\$ 6 500,00
65	350052425	Fédération Québécoise des Centres Communautaires de Loisir	Administration du Programme d'aide financière aux initiatives en centres communautaires de loisirs	\$ 12 500,00
66	350052424	Fédération Québécoise du Loisir en Institution	Gestion de la mesure population active	\$ 12 000,00
67	350052586	Filion, Julie (003)	Service-conseil pour l'élaboration des épreuves ministérielles d'écriture de 5e secondaire en français, langue d'enseignement	\$ 20 334,00

68	350052593	Floymon, Catherine	Service-conseil pour l'élaboration des épreuves ministérielles d'écriture de 5e secondaire en français, langue d'enseignement	\$ 20 334,00
69	350052888	Fortier, Charles (005)	Interprétation de textes pour enregistrements de documents audio des épreuves ministérielles en anglais, langue	\$ 1 250,00
70	350052081	Gagnon, Isabelle (gestion de l'éducation)	Élaboration de l'instrumentation en reconnaissance des acquis programme d'études de diplôme d'études professionnelles Assistance technique en pharmacie	\$ 14 000,00
71	350052487	Garnier, Frédérique (bureaux de conseillers en gestion)	Service-conseil et développement de processus organisationnels	\$ 7 995,00
72	350052785	Gaulin, Isabelle (002)	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
73	350052124	Gauvin, Isabelle (003)	Rédaction de l'épreuve de certification des compétences langagières pour l'enseignement ainsi que d'une épreuve de familiarisation, volet écriture	\$ 17 000,00
74	350052284	Georges V Gestionnaire du MMVQ	Forum des directions générales du réseau de l'Éducation	\$ 7 013,48
75	350052730	Gilbert, Rebecca	Service-conseil pour l'élaboration d'un prototype d'épreuve pour la deuxième année du secondaire en anglais, langue d'enseignement	\$ 2 100,00
76	350052205	Gosselin, Katia (photographe)	Participation à la préparation des travaux liés à la Stratégie ministérielle visant à rehausser la qualité du français de tous les élèves	\$ 3 300,00
77	350052231	Groulx, Sarah	Correction de textes d'élèves en français, langue d'enseignement, au secondaire et participation à un comité	\$ 3 250,00
78	350052490	Groupe St-Amour inc.	Expertise pour justifier le montant des coûts réclamés pour un sinistre.	\$ 4 500,00
79	350052661	Hardin, Katherine	Service de soutien à la recherche pour la Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	\$ 3 600,00
80	350052728	Hardy, Kimberly	Service-conseil pour l'élaboration d'un prototype d'épreuve pour la deuxième année du secondaire en anglais, langue d'enseignement	\$ 2 100,00
81	350052256	Hôtel Château Laurier Québec	Hébergement des récipiendaires, des membres du comité de sélection prix du bénévolat Dollard Morin	\$ 9 500,00
82	350052253	Hotel Plaza Québec	Location salle événementielle, service de traiteur et service de technique pour la journée des cadres	\$ 10 983,00
83	350052500	Immigrant Québec	Création Zone carrières de l'éducation Ligne 84 objet du contrat ajouter pour le Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec – printemps 2024	\$ 18 350,00
84	350052994	Jarvis, Dominique (bureaux de conseillers en gestion)	Service-conseil en matière de ressources humaines au sein du secteur du Soutien, de la gouvernance et de la performance des réseaux	\$ 18 000,00
85	350052783	Joncas, Catherine	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
86	350051966	Le Bel, Nicolas (autres services d'enseignement)	Analyser, sur le plan des aspects pédagogiques, le matériel didactique soumis à l'approbation du ministre pour le programme d'études culture et citoyenneté québécoise	\$ 10 000,00
87	350052600	Leroux, Caroline	Collaborer à l'élaboration de situations d'évaluation modèles en Culture et citoyenneté québécoise	\$ 9 050,00
88	350053102	Les Productions Musicales Guillaume Ren	Services professionnels d'évaluation pour un organisme d'encadrement de l'enseignement privé de la musique (OEPM)	\$ 450,00
89	350052128	Lévesque, Philippe (005)	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
90	350052738	Loisir et Sport Lanaudière	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 7 415,00
91	350052739	Loisir et sport Montérégie	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 13 502,00
92	350052150	Loisir Sport Baie-James	Service d'accompagnement et de soutien dans l'amélioration de la sécurité dans les camps de jour	\$ 8 200,00
93	350052405	Loisir Sport Baie-James	Traitement des demandes relatives au Programme d'aide financière au loisir des personnes handicapées (PAFLPH)	\$ 5 277,00
94	350052740	Loisir Sport Baie-James	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 1 500,00
95	350052735	Loisir sport Centre-du-Québec	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 6 507,00
96	350052072	Lord, Lynn (autres services aux entreprises)	Mise à jour des questionnaires d'analyse d'emploi d'encadrement de la Direction générale du budget et de la gestion financière	\$ 20 250,00
97	350052126	Lord, Marie-Andrée	Rédaction de l'épreuve de certification des compétences langagières pour l'enseignement ainsi que d'une épreuve de familiarisation, volet écriture	\$ 17 000,00

98	350052217	Madi, Cerine	Participation à la préparation des travaux liés à la Stratégie ministérielle visant à rehausser la qualité du français de tous les élèves	\$ 3 300,00
99	350052218	Madi, Sarah	Participation à la préparation des travaux liés à la Stratégie ministérielle visant à rehausser la qualité du français de tous les élèves	\$ 3 300,00
100	350052623	Mailhot, Marc-Olivier (bureau de conseiller en gestion)	Service-conseil auprès de la direction de l'éducation des adultes pour les programmes d'études du domaine de l'univers social à la formation générale des adultes	\$ 22 000,00
101	350052551	Malo, Michel (FormationQB.ca)	Soutien technique pour Abonnement en infonuagique de Quickbooks en ligne	\$ 9 515,00
102	350052119	Mantha, Maxime	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
103	350052493	Marketing Léger inc.	Réalisation d'une évaluation qualitative à la suite de la diffusion de la campagne publicitaire de sensibilisation à la lecture intitulée Le plaisir de la lecture, ça se transmet!	\$ 16 500,00
104	350053059	Marois, André (007)	Production d'un texte original et inédit dans le cadre d'une épreuve ministérielle en français, langue d'enseignement	\$ 4 000,00
105	350052720	McLaughlin, Allison	Service-conseil à l'élaboration d'un prototype d'épreuve pour la deuxième année du secondaire en anglais, langue d'enseignement	\$ 5 600,00
106	350052956	MDCB Comptables professionnels agréés S.E.N.C.	Préparation des états financiers, avec une mission d'examen, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2025, du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	\$ 10 000,00
107	350052814	Micro Logic Sainte-Foy ltée	Renouvellement du soutien technique de 4 commutateurs DELL	\$ 21 354,78
108	350051899	Neilson, Mélissa	Participation aux comités de consultation des épreuves uniques de français, langue seconde	\$ 4 182,00
109	350052844	Neurobox	Service conseil auprès de la Direction de l'éducation des adultes pour le programme d'études Français, langue seconde (FLS) de la formation générale des adultes	\$ 5 600,00
110	350052132	Ouellette, Philippe (005)	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
111	350052230	Ouimet-Jacques, Eugénie	Participation aux travaux d'un comité de consultation sur les outils d'évaluation de l'écriture en français, langue d'enseignement, au secondaire	\$ 975,00
112	350052114	Pairconnex inc.	Plateforme de diffusion pour la journée du numérique en éducation 2024	\$ 10 050,00
113	350052552	Panavideo inc.	Sécurisation des salles de repos des 18e et 25e étages	\$ 8 996,01
114	350051862	Paradoxx productions multimédia inc.	Production de deux capsules d'animation (motion design)	\$ 5 000,00
115	350052185	Patton, Eileen	Participation au service de cérémonies d'ouverture et de fermeture autochtones	\$ 750,00
116	350052208	Plante, Isabelle (005)	Expertise et conseil auprès de la communauté de pratiques de directions générales sur la réussite scolaire des garçons	\$ 6 000,00
117	350052914	Point en Santé, Le	Accompagnement 1er Colloque performance, données et efficacité en éducation	\$ 10 000,00
118	350052232	Poulin, Mélissa (004)	Correction de textes d'élèves en français, langue d'enseignement, au secondaire et participation à un comité	\$ 4 025,00
119	350052220	Précicom Technologies inc.	Renouvellement du service de soutien technique et d'entretien des licences Fortinet EMS	\$ 23 500,00
120	350052497	Presentia inc.	Service de gestion des comblements de postes (APPEL 2.0) en mode infonuagique	\$ 23 450,00
121	350053020	Productions Expert'ease inc., Les	Sonorisation - Forum des directions générales du réseau de l'Éducation	\$ 12 171,45
122	350052702	Productions Marc Durand inc., Les	Couverture journalistique/vidéo aux Jeux d'été du Canada 2025	\$ 23 920,00
123	350052476	Protocole - Trophées d'exception inc.	Conception des trophées pour le Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin	\$ 9 160,00
124	350052790	Proulx, Lise (007)	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
125	350052627	Proulx, Rosalie	Service-conseil pour l'élaboration des épreuves ministérielles d'écriture de 5e secondaire en français, langue d'enseignement	\$ 20 334,00
126	350052975	Rainone, Joseph	Validation de la traduction en langue anglaise pour le DEP Électromécanique de systèmes automatisés	\$ 2 200,00
127	350052281	Ramaroson, Manouii	Analyser les données des fédérations sportives dans le cadre du Programme de soutien aux fédérations sportives québécoises (PSFSQ)	\$ 6 000,00
128	350052893	Recyclage Vanier	Destruction hors site de documents confidentiels et ultra-confidentiels	\$ 24 904,75
129	350052736	Regroupement du sport à Laval, A.R.S.E.L./C.S.L.	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 4 242,00
130	350052741	Regroupement loisirs et sports Saguenay-Lac-Saint-Jean	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 7 214,00

131	350052127	Roussel, Katrine	Rédaction de l'épreuve de certification des compétences langagières pour l'enseignement ainsi que d'une épreuve de familiarisation, volet écriture	\$ 17 000,00
132	350052123	Routhier, Karine	Rédaction de projets d'items d'épreuves ministérielles en science et technologie et en applications technologiques et scientifiques	\$ 1 350,00
133	350052786	Royer, Josée (002)	Service-conseil pour le comité d'élaboration et de validation des épreuves ministérielles de français, langue seconde (FLS), de la 5e secondaire en base et en enrichi	\$ 6 525,00
134	350052246	Scantron	Renouvellement du soutien technique pour les lecteurs optiques Insight 700c pour la correction automatisée des épreuves ministérielles	\$ 5 183,00
135	350052252	Securimed Diagnostique	Expertises médicales dans le suivi de dossiers d'assurance traitement	\$ 24 000,00
136	350052889	Séminaire de Québec	Location de la salle pour la cérémonie des prix de reconnaissance Essor	\$ 6 695,02
137	350052129	Sénéchal, Kathleen (002)	Rédaction de l'épreuve de certification des compétences langagières pour l'enseignement ainsi que d'une épreuve de familiarisation, volet oral	\$ 17 000,00
138	350052109	Sia Partenaires inc	Ajout de la collecte d'information auprès des transporteurs scolaires pour compléter l'étude d'inventaire cartographique des circuits de transport scolaire	\$ 23 630,00
139	350052298	Sia Partenaires inc	Ajout d'une collecte d'information auprès des organismes scolaires pour compléter l'étude d'inventaire cartographique des circuits de transport scolaire	\$ 15 330,00
140	350052930	Société pour perf. de l'enseignement anglais langue seconde au Qc	Production de ressources pour soutenir la compréhension et la mise en œuvre des stratégies et des démarches des programmes d'études d'ALS, l'implantation et la mise en œuvre de l'EIALS ainsi que la transition des élèves de 6e année	\$ 21 000,00
141	350052138	Société Valsoft inc.	Renouvellement du soutien technique et entretien des licences Arbortext pour la solution LIMS (OARL)	\$ 6 200,00
142	350052626	Softchoice LP	Renouvellement du plan de maintenance pour XMedius	\$ 6 229,49
143	350052509	Solutions logiciel Notyss inc.	Entretien périodique, hébergement et mise en conformité l'application Web Irappski, servant au transfert des données des rapports d'accident dans les stations de ski alpin du Québec	\$ 19 685,00
144	350052619	Solutions logiciel Notyss inc.	Gestion et hébergement de la plateforme Sentinelle	\$ 17 240,00
145	350052074	Spack, Marc-Antoine (autres services aux entreprises)	Évaluation externe de la validation interne du PAAQ	\$ 6 000,00
146	350052550	Sport et Loisir de l'île de Montréal	Service d'accompagnement et de soutien dans l'amélioration de la sécurité dans les camps de jour	\$ 23 500,00
147	350052742	Sport et Loisir de l'île de Montréal	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 8 373,00
148	350052440	Stevenson & Writers inc.	Traduction de l'anglais vers le français de divers	\$ 11 929,10
149	350051967	Steuer, Shanna (enseignement de formation personnelle et populaire)	Analyser, sur le plan des aspects pédagogiques, le matériel didactique soumis à l'approbation du ministre pour le programme d'études Culture et citoyenneté québécoise	\$ 10 000,00
150	350052278	St-Laurent, Louis-Philippe (illustration et graphisme)	Réalisation d'illustrations pour les épreuves ministérielles de 6e année en mathématique au primaire	\$ 15 000,00
151	350053030	Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Évaluation postcampagne publicitaire pour la campagne de valorisation de carrière en éducation - "Deviens prof".	\$ 19 500,00
152	350052815	Studio P.S.O.	Production audiovisuelle de projets d'environ 45 secondes pour la diffusion lors de la soirée gala et de capsules représentant les régions administratives	\$ 10 000,00
153	350052032	Systèmes et Services d'Interprétation LMB inc., Les	Service d'interprétation et traduction simultanée	\$ 11 100,00
154	350051809	Table régionale de l'éducation de la Mauricie	Traitement des demandes d'aide financière à être redistribuée aux organismes qui ont été touchés par la grève des enseignants Mauricie	\$ 15 174,00
155	350052726	Taker, Dorothy	Service-conseil pour l'élaboration d'un prototype d'épreuve pour la deuxième année du secondaire en anglais, langue d'enseignement	\$ 2 100,00
156	350052068	Tradusigne	Traduction, interprétation, validation et production de capsules vidéo d'épreuves ministérielles en langue des signes Québec	\$ 22 500,00
157	350052496	Turcotte, Marie-Josée (005)	Animation de la cérémonie de remise du Prix Dollard-	\$ 5 000,00
158	350052732	Tytler, Julie	Service-conseil pour l'élaboration de l'épreuve ministérielle de la 6e année du primaire en anglais langue	\$ 2 100,00
159	350052749	Unité de loisir et de sport Abitibi-Témiscamingue [ULSAT]	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 7 741,00
160	350052743	Unité de loisir et de sport de la Capitale-Nationale	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 8 075,00
161	350052148	Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches	Service d'accompagnement et de soutien dans l'amélioration de la sécurité dans les camps de jour	\$ 22 150,00

162	350052747	Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 8 429,00
163	350052149	Unité régionale de loisir et de sport de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine inc.	Service d'accompagnement et de soutien dans l'amélioration de la sécurité dans les camps de jour	\$ 11 000,00
164	350052745	Unité régionale de loisir et de sport de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine inc.	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 6 287,00
165	350052744	Unité régionale de loisir et de sport de la Mauricie	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 7 312,00
166	350052750	Unité régionale de loisir et de sport de l'Outaouais	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 8 332,00
167	350052751	Unité régionale de loisir, de sport et de plein air des Laurentides	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 7 912,00
168	350052746	Unité régionale Loisir et Sport de la Côte-Nord	Gestion du Programme d'aide financière aux initiatives locales et régionales en matière d'activité physique et de plein air	\$ 9 470,00
169	350052399	Veillette, Line (002)	Service-conseil en matière de réseautage auprès des représentants régionaux des Agents des services régionaux de soutien et d'expertise (ASRSE)	\$ 9 040,50

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique, et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Les réponses sont présentées dans le tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Conseil supérieur de l'éducation.
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le Conseil supérieur de l’éducation en 2024-2025

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Eve Krakow	Avenant 1 – Contrat à exécution sur demande pour des services de traduction du français vers l’anglais – Rang 1 – Appel d’offres sur invitation 256208-S15-AI du 22 mai 2022 au 31 mars 2027.	21 375,00 \$, reste un montant de 3 420,00 \$ au 31 janvier 2025
Argos interprètes et traducteurs inc.	Avenant 1 – Contrat à exécution sur demande pour des services de traduction du français vers l’anglais – Rang 2 – Appel d’offres sur invitation 256208-S15-AI du 22 mai 2022 au 31 mars 2027.	21 375,00 \$, reste un montant de 21 293,52 \$ au 31 janvier 2025
ACFAS inc.	Engagement du Conseil supérieur de l’éducation à titre de partenaire et parrain du Prix Acfas Jeanne-Lapointe en échange de visibilité sur les supports imprimés, numérique et lors de la soirée du Gala du 1 ^{er} novembre 2024 au 31 mars 2027 (5 000,00 \$ par année financière).	15 000,00 \$
CAMIQ inc.	Préparation et animation d’un atelier sur les préférences cérébrales en utilisant le modèle Herrmann.	5 680,00 \$
Françoise Guénette	Préparation et animation de la cérémonie du 60 ^e anniversaire de la création du Conseil supérieur de l’éducation.	2 000,00 \$
Hilton Québec	Commémoration des 60 ans de réalisations du Conseil réunissant des membres de la Table et de ses instances, ainsi que de la permanence et réunion de la Table du Conseil supérieur de l’éducation.	14 751,65 \$

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024--2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Les réponses sont présentées dans le tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère au https://inmq.gouv.qc.ca/acces_information

a) Nom du professionnel ou de la firme	c) Services effectués	e) Coût total
Constellio	Plateforme d'archivistique	12 607 \$
Francis Maltais, CPA	Comptabilité	8 000 \$
Gilles Bordages	Révision linguistique	3 500 \$
LB Pro	Cadre-conseil – support à la gouvernance et à l'administration	24 000 \$
Copibec	License de reproduction – gouvernement	141,75 \$
Franck Polson	Création page couverture – Outil PNI – Avenant 2	9 000 \$
Centre de service scolaire de l'Or-et-des-Bois (CSSOB)	Archivistique	12 675 \$
Centre de service scolaire de l'Or-et-des-Bois (CSSOB)	Responsable de l'application des règles contractuelles (RARC)	13 000 \$
AON Parizeau	Assurances responsabilités et professionnelles	19 322 \$
Meltwater	Plateforme « Engage » - Gestion des médias sociaux	3 330 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation en éthique	4 100 \$
Voltigeurs de Drummondville	Visibilité/publicité – Stratégie d'attraction nationale	2 000 \$
Cineplex Média	Visibilité/publicité – Stratégie d'attraction nationale	12 107 \$
Ryan Affaires publiques	Consultante – Planification stratégique 2023-2028	5 100 \$
Sophie-Anne Soumis	Consultante – Projet d'outil d'enseignement aux Premières Nations et Inuit	775 \$
Gestion Turcot et Ass.	Courtier en assurances	1 500 \$
Collecto	Consultant – Projet de recherche sur l'impact des MCS sur la formation minière au Québec	21 875 \$
Versalys Groupe CFC	Consultation/Coaching gestion de la performance individuelle et gestion des tâches (RH)	9 350 \$
Raymond Chabot Grand Thornton & cie SENCRL	Consultants pour élaboration d'un profil de compétences	14 880 \$
Percolab	Services d'animation et de gestion d'activité de concertation	12 200 \$

MicroAge AT (Terra Nova)	Formation et tests cybersécurité	2 494 \$
Rouillier Stratégie marketing	Soutien communication – Stratégie d’attraction nationale + Section web formation minière	14 500 \$

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Les réponses sont présentées dans le tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée trimestriellement sur le site du Protecteur national de l'élève.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/organismes-lies/protecteur-national-eleve/acces-information/depenses>

Fournisseur	Objet du contrat	Coût total
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	Offrir des ateliers de cocréation, de la formation et de l'accompagnement au Protecteur national de l'élève en matière de situations de violence sexuelle.	22 000 \$
Boutique Ergoburo solutions Inc.	Acquisition de chaises et de casiers	13 029 \$
La firme de recherche SOM	Offrir des services de recherche qualitative et quantitative incluant des sondages omnibus, des sondages dédiés, des focus group et d'autres activités liées à la recherche qualitative et quantitative pertinents dans le cadre de la mission du Protecteur national de l'élève	3 780 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

RÉPONSE

a), b), d), e), f), g), et i), l'information sur les projets de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

c), h), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

m) En 2024-2025, aucune pénalité n'a été appliquée à un sous-traitant dans le domaine des technologies de l'information.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

RÉPONSE

a), b), d), e), f), g), et i), l'information sur les projets de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

c), h), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

m) En 2024-2025, aucune pénalité n'a été appliquée à un sous-traitant dans le domaine des technologies de l'information.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

RÉPONSE

a), b), d), e), f), g), et i), l'information sur les projets de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

c), h), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

m) En 2024-2025, aucune pénalité n'a été appliquée à un sous-traitant dans le domaine des technologies de l'information.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

RÉPONSE

- a), b), d), e), f), g), et i), l'information sur les projets de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.
- c), h), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.
- m) En 2024-2025, aucune pénalité n'a été appliquée à un sous-traitant dans le domaine des technologies de l'information.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

RÉPONSE

a), b), d), e), f), g), et i), l'information sur les projets de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

c), h), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

m) En 2024-2025, aucune pénalité n'a été appliquée à un sous-traitant dans le domaine des technologies de l'information.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

- a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, les coûts totaux réels pour l'hébergement de données sont de 5 627 135,90 \$.
- c) Aucune pénalité n'a été déboursée pour le dépassement de capacité pour l'année 2024-2025.
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.
- e) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

La Commission consultative de l'enseignement privé n'a aucun hébergement de données en infonuagique pour l'exercice financier 2024-2025.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pur pénalités pour dépassement de capacités;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de développement.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a aucun hébergement de données en infonuagique pour l'exercice financier 2024-2025.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

- a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) 15 818,67 \$ en 2024-2025.
- c) Aucune pénalité n'a été déboursée pour le dépassement de capacité pour l'année 2024-2025.
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.
- e) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

Tous les services informatiques du Protecteur national de l'élève sont pris en charge par le ministère de l'Éducation.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
- I. a) au Québec;
- II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

Voici les réponses :

a) la photocopie (incluant la location des appareils)		181 233,42 \$ ¹
b) le mobilier de bureau	}	0,00 \$
c) l'ameublement		
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes		0,00 \$
e) le distributeur d'eau de source		0,00 \$
f) le remboursement des frais de transport	}	389 801,04 \$ ²
g) le remboursement des frais d'hébergement		
h) le remboursement des frais de repas		
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes		
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement		
1) au Québec	}	21 484,78 \$ ³
2) à l'extérieur du Québec		

* Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. Ces informations ne sont pas présentées dans la présente fiche.

1. Ces montants ne comprennent pas les organismes, soit le Conseil supérieur de l'Éducation (CSE), la Commission consultative de l'enseignement privé (CCEP) et l'Institut national des mines (INM). Il s'agit du total des dépenses pour le ministère de l'Éducation incluant le Protecteur national de l'élève et le ministère de l'Enseignement supérieur. Il s'agit d'un montant forfaitaire annuel facturé à l'ensemble du Ministère sans distinction. Dans ce cas-ci, il n'est pas possible de faire la distinction et de séparer les coûts pour répondre à la demande telle que formulée dans la question.

2. Ces données représentent les frais encourus au Québec par les cabinets ministériels et l'ensemble du personnel de bureau du sous-ministre, des sous-

ministres adjoints et associés, à l'exception de ceux du PNÉ, du CSE, du CCEP et de l'INM.

3. Ces données représentent les frais encourus au Québec et à l'extérieur du Québec par les cabinets ministériels et l'ensemble du personnel de bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés, à l'exception de ceux du PNÉ, du CSE, du CCEP et de l'INM.

Les points f, g et h sont détaillés en annexe, car les données publiées sur le site Québec.ca incluent uniquement les données des ministres, sous-ministres et des sous-ministres adjoints et associé.

Pour les points i et j, l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21).

[Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec](#)

Répartition des dépenses de déplacements pour le cabinet ministériel et l'ensemble du personnel de bureau du sous-ministre,
des sous-ministres adjoints et associés

Années	Unité administrative	Compte de dépenses	Catégorie de dépenses	Mois	Total
2024	2601111 (Cabinet Drainville)	510050	Min - Frais de dépl - Cour	Avril	1 275,24 \$
				Mai	1 110,97 \$
				Juin	1 627,17 \$
				Juillet	800,00 \$
				Août	1 601,10 \$
				Septembre	1 980,96 \$
				Octobre	8 361,56 \$
				Novembre	2 123,34 \$
				Décembre	969,74 \$
		510070	Frais de dépl - Assignment	Avril	6 292,00 \$
				Mai	6 292,00 \$
				Juin	6 292,00 \$
				Juillet	7 076,00 \$
				Août	6 488,00 \$
				Septembre	6 488,00 \$
				Octobre	8 110,00 \$
				Novembre	8 110,00 \$
				Décembre	8 110,00 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Avril	2 320,98 \$
				Mai	3 303,75 \$
				Juin	2 720,28 \$
				Juillet	10 881,60 \$
				Août	5 640,74 \$
				Septembre	13 788,66 \$
				Octobre	20 111,77 \$
				Novembre	6 074,54 \$
				Décembre	13 164,87 \$
	2601115 (Cabinet Charest)	510050	Min - Frais de dépl - Cour	Avril	1 047,37 \$
				Mai	800,00 \$
				Juin	800,00 \$
				Juillet	539,00 \$
				Août	800,00 \$
				Septembre	1 433,47 \$
				Octobre	974,92 \$
				Novembre	6 972,58 \$
				Décembre	1 061,00 \$
		510070	Frais de dépl - Assignment	Avril	3 146,00 \$
				Mai	3 146,00 \$
				Juin	3 146,00 \$
				Juillet	3 538,00 \$
				Août	3 244,00 \$
				Septembre	1 622,00 \$
				Octobre	1 622,00 \$
				Novembre	1 622,00 \$
				Décembre	1 622,00 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Avril	1 485,55 \$
				Mai	3 929,36 \$
				Juin	2 048,35 \$
				Juillet	18 998,47 \$
				Août	1 607,21 \$
				Septembre	18 775,33 \$
				Octobre	3 903,78 \$
				Novembre	16 706,82 \$
				Décembre	18 641,98 \$
		510150	Frais de dépl - Ext du Canada	Août	4 572,91 \$
		510052	Min. - Frais déplacements extérieur du Canada	Août	2 788,81 \$
	2601121 (SM)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Mai	3 638,66 \$
				Juin	1 021,42 \$
				Août	298,14 \$
				Septembre	766,75 \$
		510061	TES - Règl - Frais de dépl - Can ext du Qc	Mai	57,40 \$
				Juin	251,00 \$
		510090	Frais de dépl - Réunions min ou intermin	Avril	899,35 \$
				Juin	286,55 \$
				Août	782,78 \$
				Septembre	187,34 \$
				Octobre	1 493,10 \$
				Décembre	3 038,93 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Septembre	943,05 \$

				Décembre	261,92 \$
		510140	Frais de dépl - Canada, ext du Québec	Juin	40,00 \$
	2601350 (SFB)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Septembre	354,92 \$
		510090	Frais de dépl - Réunions min ou intermin	Avril	410,70 \$
				Juin	3 726,18 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Avril	127,15 \$
				Mai	10,55 \$
				Juin	41,47 \$
				Septembre	237,97 \$
				Novembre	288,71 \$
		510160	Dép de fonction	Mai	79,34 \$
				Juin	76,69 \$
				Juillet	81,17 \$
				Août	78,08 \$
	2601204 (SGPR)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Mai	660,92 \$
				Septembre	396,93 \$
				Décembre	287,16 \$
		510090	Frais de dépl - Réunions min ou intermin	Avril	198,68 \$
				Août	38,39 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Avril	186,94 \$
				Mai	518,16 \$
				Juin	807,58 \$
				Août	23,00 \$
				Novembre	64,58 \$
				Décembre	156,29 \$
		510160	Dép de fonction	Avril	26,89 \$
				Mai	123,53 \$
				Juin	28,47 \$
				Juillet	167,69 \$
				Août	128,18 \$
				Septembre	70,57 \$
	2601301 (SREMO)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Avril	550,35 \$
				Mai	915,85 \$
				Juillet	203,92 \$
				Septembre	2 321,83 \$
				Novembre	376,29 \$
				Décembre	351,37 \$
		510090	Frais de dépl - Réunions min ou intermin	Avril	2 587,50 \$
				Mai	2 090,00 \$
				Juillet	4 230,00 \$
				Novembre	2 503,74 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Avril	390,61 \$
				Mai	1 910,91 \$
				Juin	1 737,41 \$
				Juillet	694,76 \$
				Août	14,06 \$
				Septembre	1 408,85 \$
				Novembre	1 098,37 \$
				Décembre	542,40 \$
		510120	Frais de dépl - Form coll et congrès	Mai	502,04 \$
				Novembre	262,64 \$
		510150	Frais de dépl - Ext du Canada	Septembre	1 833,08 \$
		510151	Pers non visées - Frais de dépl - Cour	Avril	175,96 \$
				Mai	182,64 \$
				Juin	578,76 \$
				Novembre	289,11 \$
		510160	Dép de fonction	Avril	121,47 \$
				Mai	231,33 \$
				Juin	236,17 \$
				Juillet	186,19 \$
				Août	177,25 \$
				Septembre	138,99 \$
				Octobre	67,44 \$
				Novembre	272,83 \$
				Décembre	52,85 \$
	2601270 (SNI)	510090	Frais de dépl - Réunions min ou intermin	Juin	353,85 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Avril	753,11 \$
				Mai	132,48 \$
				Juin	222,99 \$
				Juillet	653,77 \$
				Août	530,45 \$
				Octobre	541,42 \$
				Décembre	547,85 \$
		510120	Frais de dépl - Form coll et congrès	Mai	341,86 \$

		510160	Dép de fonction	Avril	20,59 \$
				Mai	68,63 \$
				Juillet	328,40 \$
				Août	273,04 \$
				Novembre	113,48 \$
				Décembre	28,69 \$
	2603100 (SGI)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Juillet	159,00 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Juillet	216,00 \$
	2601397 (SDREAA)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Avril	1 365,94 \$
				Mai	1 471,79 \$
				Juin	2 918,00 \$
				Juillet	1 477,53 \$
				Août	1 791,85 \$
				Septembre	939,04 \$
				Octobre	2 967,55 \$
				Novembre	1 958,15 \$
				Décembre	1 057,23 \$
		510061	TES - Règl - Frais de dépl - Can ext du Qc	Juin	694,99 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Mai	532,58 \$
				Juin	116,45 \$
				Juillet	129,20 \$
				Août	94,35 \$
				Septembre	683,75 \$
				Novembre	205,97 \$
		510160	Dép de fonction	Août	262,53 \$
				Octobre	117,68 \$
	2611910 (SLAPPA)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Mai	142,35 \$
				Septembre	183,20 \$
				Octobre	445,94 \$
				Décembre	13,43 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Mai	1 504,02 \$
				Juin	667,74 \$
				Juillet	293,92 \$
				Août	222,82 \$
				Septembre	240,73 \$
				Octobre	90,53 \$
				Novembre	173,49 \$
				Décembre	445,47 \$
		510120	Frais de dépl - Form coll et congrès	Novembre	421,82 \$
		510160	Dép de fonction	Avril	262,99 \$
				Mai	211,65 \$
				Juin	346,85 \$
				Août	39,61 \$
				Septembre	85,89 \$
				Octobre	225,78 \$
				Décembre	383,20 \$
Total 2024					374 782,05 \$
2025	2601111 (Cabinet Drainville)	510050	Min - Frais de dépl - Cour	Janvier	800,00 \$
		510070	Frais de dépl - Assignment	Janvier	8 110,00 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Janvier	2 733,65 \$
	2601115 (Cabinet Charest)	510050	Min - Frais de dépl - Cour	Janvier	800,00 \$
		510070	Frais de dépl - Assignment	Janvier	1 622,00 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Janvier	89,09 \$
	2601204 (SGPR)	510090	Frais de dépl - Réunions min ou intermin	Janvier	94,03 \$
	2601301 (SREMO)	510090	Frais de dépl - Réunions min ou intermin	Janvier	305,90 \$
		510110	Frais de dépl - Cour	Janvier	279,00 \$
	2601270 (SNI)	510110	Frais de dépl - Cour	Janvier	30,02 \$
		510160	Dép de fonction	Janvier	25,92 \$
	2601397 (SDREAA)	510060	TES - Règl - Frais de dépl - Cour	Janvier	129,38 \$
Total 2025					15 018,99 \$
Total général					389 801,04 \$

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

	Montant
a) la photocopie	0 \$
b) le mobilier de bureau	0 \$
c) l'ameublement	0 \$
d) la décoration et l'embellissement	0 \$
e) le distributeur d'eau de source	0 \$
f), g) et h) le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	14 347,17 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement I. a) au Québec II. b) à l'extérieur du Québec	0 \$
Total	14 347,17 \$

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE**Année 2024-2025**

- a) Photocopie : 1 919,82 \$
- b) Mobilier de bureau : S. O.
- c) Ameublement : S. O.
- d) Décoration et embellissement et entretien des plantes : S. O.
- e) Distributeurs d'eau de source : 211,14 \$
- Des frais de 59 286,16 \$ pour :
 - f) Remboursement des frais de transport
 - g) Remboursement des frais d'hébergement
 - h) Remboursement des frais de repas
 - i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes : 0,00 \$
 - j) Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec : 23 893,30,30 \$
 - II. à l'extérieur du Québec : 10 469,38 \$

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
- I. a) au Québec;
- II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

- a) 2 635,13 \$
- b) 354,98 \$
- c) 1 295,14 \$
- d) 0 \$
- e) 756,04 \$
- f) 27 543,63 \$
- g) 24 152,28 \$
- h) 6 680,81 \$
- i) 0 \$
- j) : I a) : 3 932,11 \$
II b) 0 \$

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

- a) Ces dépenses sont assumées par le ministère de l'Éducation (MEQ). La réponse à cette question sera fournie par le MEQ.
- b) Une partie de ces dépenses est assumée par le MEQ.
Pour le PNE, les dépenses sont de 11 486,72\$
- c) Aucune dépense
- d) Aucune dépense
- e) Aucune dépense
- f) 13 469,41 \$
- g) 24 251,97 \$
- h) 6 116,49 \$
- i) Aucune dépense
- j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des formations, colloques et congrès:
 - I. a) au Québec : 13 881,62 \$
 - II. b) à l'extérieur du Québec : aucune dépense.

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/organismes-lies/protecteur-national-eleve/acces-information/depenses>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

RÉPONSE

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du gouvernement à la section « Contrats de télécommunication mobile » en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/frais-depenses-2024-2025>

b), c) et d) Pour l'exercice financier 2024-2025, les coûts des frais d'itinérance, des dépassements des forfaits de données et de résiliation sont inclus au coût des contrats téléphoniques.

b)	le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	Inclus au point a)
c)	le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	Aucun
d)	les coûts de résiliation, s'il y a lieu	Inclus au point a)
e)	le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent) ¹	Sans objet
i)	les ordinateurs portables	Sans objet
j)	les iPad ou autre type de tablette électronique	Sans objet

Elles couvrent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 pour le Ministère, incluant les montants pour le Conseil supérieur de l'Éducation, la Commission consultative de l'enseignement privé, la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et le Protecteur national de l'élève

¹ le nombre de téléphones cellulaires comprennent également les appareils clés cellulaires et points d'accès

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

RÉPONSE

Le Ministère n'a aboli aucun poste au cours de l'année 2024-2025.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes. Ceci permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSE

Au 31 janvier 2025, le Ministère comptait 161 postes vacants. Ces postes ne sont pas assignés à une région particulière. Les régions visées par un processus d'embauche sont déterminées au moment de lancer ce dernier.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

En ce qui concerne les postes vacants pour le réseau de l'éducation, les organismes scolaires, à titre d'employeurs, sont responsables de la gestion des ressources humaines et de l'octroi des contrats selon leurs besoins. Il appartient donc à ceux-ci de déterminer le nombre et la catégorie de personnel qu'ils embauchent et d'organiser les services en fonction des besoins des élèves inscrits dans les établissements. Ce sont donc ces derniers qui détiennent l'ensemble de ces informations.

Le Ministère collecte des informations sur la pénurie de main-d'œuvre, pour certaines catégories d'emplois, afin de détenir un portrait global de la situation actuellement vécue dans le réseau. Les dernières données disponibles sont publiées sur le [tableau de bord de l'éducation](#) dans la section « Personnel scolaire ».

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

RÉPONSE

Le Plan de gestion des ressources humaines a été remplacé par la Stratégie de gestion des ressources humaines 2023-2028 du Secrétariat du Conseil du trésor. La question des remplacements ne figure plus dans le document.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour l'année 2024-2025, 20 retraités de la fonction publique ont été engagés pour un ou des contrats au Ministère.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour l'année 2024-2025, aucun retraité de la fonction publique ou parapublique n'a été engagé pour un contrat à la Commission consultative de l'enseignement privé.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour l'année 2024-2025, 1 retraité de la fonction publique a été engagé pour un contrat au Conseil supérieur de l'éducation.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour l'année 2024-2025, une personne retraitée de la fonction publique a été engagée pour un contrat à l'Institut national des mines.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour l'année 2023-2024, aucun retraité de la fonction publique n'a été engagé pour aucun des contrats au Protecteur national de l'élève.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

- d) Les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis 1^{er} avril 2024

Déménagement-Manutention/ partagé MEQ-MES : 211 915,52 \$

Travaux-SQI : 80 997,00 \$

Travaux-Autres : 27 423,45 \$

- e) Le ministère conclut des ententes d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures qui sont renouvelées annuellement.

- g) aucune résiliation

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Le coût des baux de location et des aménagements pour les bureaux de la Commission sont assumés par le ministère de l'Éducation. La réponse à cette question sera fournie par le Ministère.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Le coût des baux de location et des aménagements pour les bureaux du Conseil sont assumés par le ministère de l'Éducation. La réponse à cette question sera fournie par le Ministère.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

d) 18 500 \$

e) L'organisme conclut des ententes d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures qui sont renouvelées annuellement.

g) aucune résiliation

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : https://inmq.gouv.qc.ca/acces_information

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Les baux de location et les aménagements pour les bureaux du Protecteur national de l'élève sont administrés et assumés par le ministère de l'Éducation. La réponse à cette question sera fournie par le Ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autre travail n'ont été effectués aux bureaux des sous-ministres adjoints, sous-ministre associé et au bureau de la sous-ministre.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. Ces coûts ne sont donc pas inclus dans la fiche, le cas échéant.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

La Commission utilise les services offerts par le ministère de l'Éducation en matière de ressources matérielles. La réponse à cette question sera fournie par le Ministère.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Le Conseil utilise les services offerts par le ministère de l'Éducation en matière de ressources matérielles. La réponse à cette question sera fournie par le Ministère.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

De tels travaux n'ont pas été effectués en 2024-2025.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Le Protecteur national de l'élève utilise les services offerts par le ministère de l'Éducation en matière de ressources matérielles. La réponse à cette question sera fournie par le Ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

RÉPONSE

Personnel de cabinet du ministre Bernard Drainville
Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Port d'attache	Titre de la fonction
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseillère politique
Québec	Conseillère politique
Québec	Conseillère politique
Québec	Attaché politique
Québec	Attachée politique
Québec	Attachée politique
Québec	Attachée politique
Québec	Attachée politique
Québec	Directeur de cabinet
Lévis	Attaché politique
Montréal	Directeur de cabinet
Montréal	Conseiller politique
Montréal	Conseiller politique
Montréal	Attaché politique
Montréal	Attaché politique

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 1 365 250,00\$

Personnel de cabinet de la ministre Isabelle Charest
Du 1^{er} avril 2023 au 29 février 2024

Port d’attache	Titre de la fonction
Québec	Attaché politique
Québec	Attachée politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseillère politique
Québec	Conseillère politique
Québec	Directrice de cabinet
Cowansville	Attachée politique
Cowansville	Attachée politique
Cowansville	Conseillère politique

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 806 208,00 \$

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE – FICHE COULEUR

Personnel de cabinet du ministre Bernard Drainville
Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Nom	Prénom	Ville	Port d’attache	Commentaires
Beaulieu	Maxime	Québec	Attaché politique	
Elabiad	Alexandre	Montréal	Attaché politique	
Olympio	John	Montréal	Attaché politique	
Labonté	Tommy	Lévis	Attaché politique	
Moffet	Amélie	Québec	Attachée politique	
Vespier	Fabienne	Québec	Attachée politique	
Chamari	Imen	Québec	Attachée politique	
Fillion	Marie-Ève	Québec	Attachée politique	
De La Durantaye	Antoine	Québec	Conseiller politique	
Bélanger	Félix	Québec	Conseiller politique	
Toussaint-Lévesque	Mathieu	Québec	Conseiller politique	
Grenon-Gladu	Julien	Montréal	Conseiller politique	
Héту	Marc	Montréal	Conseiller politique	
Bernard	Hélène	Québec	Conseillère politique	
Lavallée	Isabelle	Québec	Conseillère politique	
Saindon	Laurie	Québec	Conseillère politique	
Tremblay	Pierre	Québec	Directeur de cabinet	Entrée en fonction le 2025-01-27.
Dupras	Robert	Montréal	Directeur de cabinet	Nomination le 2025-01-27 en tant que sous-ministre adjoint au ministère du Travail.

Personnel de cabinet de la ministre Isabelle Charest
Du 1^{er} avril 2023 au 29 février 2024

Nom	Prénom	Ville	Port d’attache	Commentaires
Rico Huertas	Vannick	Québec	Attaché politique	
Bolduc-Giguère	Anaïs	Québec	Attachée politique	
Girard-Desbiens	Julia	Cowansville	Attachée politique	
Dubois	Maryse	Cowansville	Attachée politique	
Durocher	Mathieu	Québec	Conseiller politique	
Lavoie	Marina	Québec	Conseillère politique	
Morand	Michèle	Québec	Conseillère politique	
Gauvin	Johanne	Cowansville	Conseillère politique	
Talbot	Nadia	Québec	Directrice de cabinet	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2025-2026.

RÉPONSE

Voici le tableau de suivi du personnel hors structure et rémunéré par le ministère, qui occupe des fonctions dans d'autres organisations au 31 janvier 2025:

Poste occupé	Sous-ministre adjoint
Salaire annuel	212 118\$
Assignation initiale	Ministère de l'Éducation (sous-ministre adjoint)
Date de l'assignation hors structure	2 décembre 2024
Assignation actuelle	Ministère du Conseil exécutif
Date prévue de la fin de l'assignation actuelle	30 septembre 2025

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

RÉPONSE

1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Liste des abonnements	Montant
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée Manuel du professionnel en AIPRP (4 licences)	190,00 \$
Globe and Mail : accès numérique aux articles de presse, aux vidéos et d'autres fonctionnalités multimédias	87,56 \$
The Institute of Internal Auditors	2 749,96 \$
Le Devoir : accès numérique aux articles de presse, aux vidéos et d'autres fonctionnalités multimédias	154,40 \$
Literacy Today	184,30 \$
National Geographic : accès annuel aux archives numériques	49,32 \$
Prism : accès au magazine littéraire	55,00 \$
Recueil de sentences de l'éducation : accès à l'ensemble des sentences de l'éducation ainsi qu'aux autres décisions déposées au Greffe	350,00 \$
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail : accès à des publications, guides de gestion, bulletins d'information, etc.	2 904,96 \$
Shutterstock Inc.	2 452,64 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Frais d'accès Thème express Plumitifs	3 377,60 \$
Thomson Reuters Canada : accès à l'information	388,00 \$
Istock	1 192,00 \$
Tourisme sportif Canada : abonnement annuel à l'association	2 000,00 \$
WP Engine : renouvellement de la plateforme pour Science et technologie	472,52 \$
Mon Avenir TI : Adhésion comme membre à l'organisme Mon Avenir TI	2 500,00 \$
TOTAL	19 108,26 \$

Note : L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

RÉPONSE

Aucun abonnement pour la Commission consultative de l'enseignement privé en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

RÉPONSE

- PortFolio RIBG (lien au Réseau informatisé des bibliothèques gouv.) : 5 000,00 \$
- SDM Repères (base de données d'articles de périodiques) : 577,00 \$
- WorldShare PEB : 1 488,35 \$ \$
- EBSCO Canada Ltée (abonnement à des périodiques) pour un total de 653,08 \$:
 - o Canadien Journal of Education (Revue canadienne de l'éducation)
 - o Canadien Journal of Higher Education
 - o Revue Française de pédagogie
 - o Revue des sciences de l'éducation
- Autres (journaux, revues, Internet) : 5 933,20 \$ au 13 février 2025, soit :
 - o L'Actualité : 72,00 \$
 - o AMEQ en ligne (Jaguar Media Inc.) : 1 810,00 \$
 - o Apprendre et enseigner aujourd'hui; Revue du Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec : 15,56 \$
 - o Bulletin-Liaison - FAFMRQ : Gratuit
 - o I.C.I. Influence Communications Inc. (Revue de presse électronique) : 4 035,64 \$
 - o Rapport sur la santé (Statistique Canada) : Gratuit
 - o Zotero : 517,39 \$

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

RÉPONSE

1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025	
Liste des abonnements	Montant
Le courrier parlementaire	2 150 \$
Les Publications du Québec	325 \$
Ressources, Mines et Industries	144 \$
Le Devoir	92,64 \$
AMEQ en ligne	1 810 \$

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

RÉPONSE

1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025	
Liste des abonnements	Montant
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	1 164,00\$
AMEQ en ligne	605,00\$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Description	Nombre d'inscriptions	Coût
Conférence en ligne – Échange entre le premier ministre de la République française, Gabriel Attal, et le premier ministre du Québec, François Legault	2	50,00 \$

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucune somme déboursée pour des billets, loges ou club privé par la Commission consultative de l'enseignement privé en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a pas procédé à aucun de ces achats en 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'évènement et de conférence organisée par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Chambre de commerce de Val-d'Or :

- Adhésion annuelle : 310 \$
- Conférences : 605 \$

Chambre de commerce du Montréal Métropolitain : Adhésion annuelle : 640 \$

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucune somme déboursée par le Protecteur national de l'élève pour ces éléments en 2024-2025.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) nombre de visiteurs uniques mensuellement
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE
a) Le nom du site

Site institutionnel du ministère de l'Éducation : www.education.gouv.qc.ca.

Plateforme l'École ouverte : www.ecoleouverte.ca

Note : La migration des contenus du site institutionnel vers la plateforme gouvernementale Québec.ca s'est poursuivie au cours de l'année. Cette plateforme est sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale, en collaboration avec les ministères et organismes.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Le site institutionnel du Ministère a été conçu à l'interne.

L'École ouverte a été conçue en collaboration avec l'Université de Montréal.

c) Les coûts de construction du site

Nul pour le site institutionnel du Ministère et l'École ouverte en 2024-2025.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Pour le site institutionnel du Ministère :

- L'hébergement se fait à l'interne;
- Aucun frais n'a été déboursé par le Ministère pour l'entretien, outre le nom de domaine.
- La mise à jour s'effectue à l'interne.

Pour la plateforme de l'École ouverte :

- Les coûts de location de la solution infonuagique se sont élevés à 1 342 211 \$.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucune refonte ni mise à jour du site ministériel n'a été faite en 2024-2025.

Dans une démarche d'optimisation, une adaptation de l'École ouverte a été réalisée en décembre 2024, de même que la migration des données, au coût de 42 500 \$. Cette adaptation a

permis d'appliquer le design graphique gouvernemental à la plateforme, notamment en vue de la faire évoluer progressivement au cours des prochaines années.

h) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines

- Pour le domaine « Éducation » : $11,40 \$ \times 12 = 136,80 \$$ par année.
- Domaine l'École ouverte : $16,99 \$ \times 1 = 16,99 \$$
- Autres domaines (RECIT, compétence numérique, etc.) : $16,99 \$ \times 15 + 21,99 \$ \times 2 = 298,83 \$$

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) nombre de visiteurs uniques mensuellement
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

La Commission n'a pas de site Internet. Elle n'a qu'une page Web sur le site gouvernemental Québec.ca : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/organismes-lies/commission-consultative-de-lenseignement-prive-ccep>

La Commission bénéficie des services offerts par la Direction générale des communications du ministère de l'Éducation en matière de communications et d'affaires publiques, au besoin.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

- a) www.cse.gouv.qc.ca
- b) Bleu Outremer.
- c) Aucune dépense pour 2024-2025.
- d) Le coût d'hébergement en 2024-2025 est de 975,09 \$.
- e) Aucune dépense pour 2024-2025.
- h) Le Conseil supérieur de l'éducation a déboursé un montant de 114,00 \$ pour la réservation de noms de domaines en 2024-2025.
- f) g) i) j) Non pertinent pour l'exercice de l'étude des crédits.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de « hits » par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaine;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

2024-2025

a) Nom du site	b) Nom de la firme	d) Hébergement, entretien et mise à jour	e) Coûts de modernisation ou de refonte	h) Coûts de réservation de noms de domaines
https://inmq.gouv.qc.ca/ (Site actuel)	MBiance	815 \$	0 \$	20 \$/an
Lesbasesdelacommunication.inmq.gouv.qc.ca (sous-domaine)	Les technologies JPX go inc.	240 \$	0 \$	0 \$

- c) g) Non applicable.
- f) g) i) j) Non pertinent pour l’exercice de l’étude des crédits.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

Le Protecteur national de l'élève (PNE) ne détient pas de site internet autonome. La page du PNE est hébergée sur le site internet gouvernemental quebec.ca dont le Secrétariat à la communication gouvernementale est responsable :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/organismes-lies/protecteur-national-eleve>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21) :

[Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- f) l'objet;
- g) les dates.

RÉPONSE

Adjoint parlementaire	Mandat	Coût
Jean-François Émond	Adjoint parlementaire du ministre de l'Éducation (volet éducation préscolaire, primaire et secondaire et formation professionnelle)	0,00 \$
Isabelle Lecours	Adjointe parlementaire du ministre de l'Éducation (volet lutte contre la violence et l'intimidation chez les jeunes et dans les écoles)	0,00 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
BUDGET DE DÉPENSES

Transferts du gouvernement fédéral

	2024-2025 (en k\$)*
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	37 865,6
Participation au sport	818,4
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie, Kativik et de l'école des Naskapis	168 376,0
Enseignement aux autochtones	248 057,3
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada	27 975,4
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure de la résilience à la COVID-19	15 166,9

* Données en date du 31 janvier 2025

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Aucune somme reçue en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement pour l'année financière 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Aucune somme reçue en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement pour l'année financière 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Aucune somme reçue en provenance du gouvernement fédéral pour l'année 2024-2025.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Aucune somme reçue du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2024-2025.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Les conditions de travail conventionnées ne permettent plus le versement de prime au rendement ou bonis. Ainsi, aucune prime au rendement ou bonis n'a été octroyé à des cadres, professionnels et fonctionnaires pour l'année financière 2024-2025.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ou bonus n'ont été octroyés en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ou bonus n'ont été octroyés en 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ou bonus n'ont été octroyés en 2024-2025.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ou bonus n'ont été octroyés en 2024-2025.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

En date du 31 janvier 2025, aucune prime de départ n'avait été versée pour l'année financière 2024-2025.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou versement pour bris de contrat n'a été accordé en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou versement pour bris de contrat n'a été accordé en 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d’opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou versement pour bris de contrat n’a été accordé en 2024-2025.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou versement pour bris de contrat n'a été accordé en 2024-2025.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Le tableau ci-dessous présente les sommes dépensées (opération et capital) qui couvrent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

Sommes dépensées 2024-2025 (k\$)	
Opération (Fonctionnement)	Capital (Investissement)
91 364,2	3 359,0

- b) La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du *Tableau de bord en ressources informationnelles* à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- d) et e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>".

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a) Aucune somme dépensée pour l'informatique et les technologies de l'information par la Commission consultative de l'enseignement privé. La Commission bénéficie des services du ministère de l'Éducation pour tous ses besoins en informatique et en technologies de l'information.

b) La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du *Tableau de bord en ressources informationnelles* à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

d) e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Les dépenses d'acquisition en informatique au 31 janvier 2025 (logiciels et équipement) sont de 8 020,93 \$.
- b) La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du *Tableau de bord en ressources informationnelles* à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- d) e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a) 44 564,19 \$

b) La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du *Tableau de bord en ressources informationnelles* à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

d) e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:

<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Les dépenses en informatique du Protecteur national de l'élève sont assumées par le ministère de l'Éducation.
- b) La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du *Tableau de bord en ressources informationnelles* à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- d) e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

- a) La dépense totale relative au paiement des cotisations est de 7 647,92 \$.
- b) Ordre des architectes du Québec et Ordre des ingénieurs du Québec.
- c) 11 employés ont bénéficié du paiement des cotisations.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

Aucune cotisation à des associations pour la Commission consultative de l'enseignement privé en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle en 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026****Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition**

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

- a) 880,91 \$
- b) Ordre des Administrateurs agréés
- c) Un (1)

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

- a) 3 380,32 \$;
- b) Le Barreau du Québec,
- c) Deux (2)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

RÉPONSE

Sondage concernant l'évaluation postcampagne pour la sensibilisation à la lecture « Le plaisir de lire, ça se transmet »

- e) Firme retenue : Marketing Léger inc.
- f) Coût : 16 500,00 \$ avant les taxes

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

RÉPONSE

Aucun sondage ou enquête d'opinion réalisé par la Commission consultative de l'enseignement privé.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a pas réalisé de sondage ou d'enquête d'opinion en 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

RÉPONSE

Voir la réponse de la fiche RG06-INM.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

RÉPONSE

Voir la réponse de la fiche RG06-PNE.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Le ministère de l'Éducation n'a fait l'achat d'aucun crédit carbone en 2024-2025.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Aucun montant dépensé visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre par la Commission consultative de l'enseignement privé en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a dépensé aucun montant visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre en 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Un montant de 6,94 \$ visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre a été dépensé en 2024-2025.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Aucune dépense effectuée par le Protecteur national de l'élève visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre en 2024-2025.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

RÉPONSE

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées (PAPH) du ministère couvre la période 2023-2026.

Il n'y a pas de budget prévu pour le PAPH 2023-2026. Les mesures sont réalisées à coût nul. Les mesures qui requièrent des fonds sont financées par le budget de fonctionnement des directions qui en sont responsables.

La dernière version à jour du PAPH 2023-2026, incluant le bilan 2023-2024, est disponible sur le site Web gouvernemental *Québec.ca* : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/education/plan-action/MEQ-plan-action-pers-handicapees_2023-2026.pdf

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

RÉPONSE

La Commission ne possède pas son propre Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées du Ministère est disponible sur le site Internet : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/education/plan-action/MEQ-plan-action-pers-handicapees_2023-2026.pdf

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation ne possède pas son propre Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées du Ministère est disponible sur le site Internet : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/education/plan-action/MEQ-plan-action-pers-handicapees_2023-2026.pdf

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024--2025 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

RÉPONSE

L'Institut ne possède pas son propre Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées du Ministère est disponible sur le site Internet : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/education/plan-action/MEQ-plan-action-pers-handicapees_2023-2026.pdf

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024--2025 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

RÉPONSE

Le Protecteur national de l'élève ne possède pas de Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées du Ministère est disponible sur le site Internet : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/education/plan-action/MEQ-plan-action-pers-handicapees_2023-2026.pdf

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable

RÉPONSE

Pour l'année 2024-2025, 16,1 M\$ ont été dépensés pour assurer la mise en œuvre du Plan d'action de développement durable (PADD) 2023-2028.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2028 est disponible sur *Québec.ca* : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/publications#c239397>

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

RÉPONSE

Cela ne s'applique pas à la Commission consultative de l'enseignement privé.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état de l'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

RÉPONSE

Le Conseil n'a effectué aucune dépense associée à une mesure reliée à son plan d'action de développement durable en 2024-2025.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation : <https://www.cse.gouv.qc.ca/publications/plan-daction-developpement-durable-2023-2028-50-0806/>.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

RÉPONSE

L'Institut n'a effectué aucune dépense directe associée à une mesure reliée à son Plan d'action de développement durable en 2024-2025.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet de l'organisme : <https://inmq.gouv.qc.ca/documents>.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

RÉPONSE

Étant un nouvel organisme, le Protecteur national de l'élève n'a pas encore de plan d'action de développement durable.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Les remboursements effectués aux employés pour de l'équipement requis pour le télétravail totalisent 10 969,46 \$ en 2024-2025.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucune somme dépensée pour le remboursement du matériel pour le télétravail par la Commission consultative de l'enseignement privé en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisation en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucune somme n'a été dépensée par le Conseil supérieur de l'éducation pour le remboursement aux employés d'achats de matériel requis pour le télétravail pour l'année 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucune somme dépensée pour le remboursement du matériel pour le télétravail par l'Institut en 2024-2025.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Le Protecteur national de l'élève a dépensé une somme de 1 280 \$, en 2024-2025, pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

À noter que les protectrices et protecteurs régionaux de l'élève exercent leurs fonctions en télétravail à 100 % et ne disposent pas de bureaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

a) Le ministère de l'Éducation est client du programme d'aide aux employés du Secrétariat du Conseil du trésor. Ce dernier assume centralement les frais de consultations externes.

Le ministère de l'Éducation rend disponible à son personnel un accès à LifeSpeak, une plateforme web qui propose des outils et des références en matière de santé et mieux-être. Cette plateforme aborde notamment mais non exclusivement le thème de la santé mentale.

De plus, une conférence en matière de santé mentale a été offerte dans le cadre de son mois thématique sur la santé en novembre 2024. La conférence 7 astuces pour se recharger de la part du Mouvement santé mentale Québec était au coût de 500 \$.

b) Le Secrétariat du Conseil du trésor assume centralement les frais de consultations externes. Le ministère de l'Éducation assume les frais reliés à LifeSpeak.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

Les sommes allouées pour des mesures de soutien aux employés de la Commission pour l'année 2024-2025 relèvent de l'enveloppe budgétaire du ministère de l'Éducation. Aucune somme n'a été dépensée par la Commission.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère de l'Éducation. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information#c153818>

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

Les sommes allouées pour des mesures de soutien aux employés du Conseil pour l'année 2024-2025 relèvent de l'enveloppe budgétaire du MEQ. Aucune somme n'a été dépensée par le Conseil.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

Les sommes allouées pour des mesures de soutien aux employés de l'Institut pour l'année 2024-2025 relèvent de l'enveloppe budgétaire du ministère de l'Éducation. Aucune somme n'a été dépensée par l'Institut.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

Les sommes allouées pour des mesures de soutien aux employés du Protecteur national de l'élève pour l'année 2024-2025 relèvent de l'enveloppe budgétaire du MEQ. Aucune somme n'a été dépensée par le Protecteur national de l'élève.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

Le ministère de l'Éducation n'a réalisé aucun concours ou tirage pour l'année 2024-2025.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

La Commission consultative de l'enseignement privé n'a réalisé aucun concours ni tirage en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a réalisé aucun concours ou tirage en 2024-2025.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

L'Institut n'a réalisé aucun concours ou ni tirage en 2024-2025.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

RÉPONSE

Le Protecteur national de l'élève n'a réalisé aucun concours ou tirage en 2024-2025.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

RÉPONSE

- a) 64
La Direction générale des communications relève du ministère du Conseil exécutif. L'ensemble des employés dessert à la fois le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur.
- b) Au 31 janvier 2025 : 3 195 228,13\$.
- d) Au 31 janvier 2025:

PRODUCTION DE LA REVUE DE PRESSE	
Influence Communication	68 082,19 \$

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

RÉPONSE

Aucun employé affecté aux communications ou aux affaires publiques pour la Commission consultative de l'enseignement privé.

La Commission bénéficie des services offerts par la Direction générale des communications du ministère de l'Éducation en matière de communications et d'affaires publiques, au besoin.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

RÉPONSE

- a) Le Conseil supérieur de l'éducation a quatre employés affectés aux communications et communications web et réseaux sociaux.
- b) Le montant dépensé par la direction des communications et de l'administration pour les communications est de 101 176,44 \$ en 2024-2025.
- d) Les montants investis en veille médiatique en 2024-2025 sont de 5 845,64 \$, soit I.C.I. Influence communications inc pour 4 035,64 \$ et AMEQ dont l'abonnement annuel s'élève à 1 810,00 \$.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

RÉPONSE

2024-2025

- a) Deux (2) employées affectées aux communications;
- b) Le personnel affecté aux communications n'est pas regroupé sous une direction ou un département;
- d) Voir réponse de la fiche RG06-INM.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

RÉPONSE

- a) 1 employé est affecté aux communications et affaires publiques.
- b) 18 763,59 \$
- d) Voir réponse de la fiche RG06-PNE.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

RÉPONSE

Quatre rencontres ont eu lieu pour un coût global de 529,98\$

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

RÉPONSE

- f) Aucun coût pour des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » pour la Commission consultative de l'enseignement privé en 2024-2025.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

RÉPONSE

- f) Voir l'information de la fiche RG04-CSE.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

RÉPONSE

- f) 5 987,66 \$

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

RÉPONSE

- f) Le Protecteur national de l'élève n'a effectué aucune dépense dans ce cadre.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, il y a eu 15 stagiaires au Ministère.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, la rémunération totale déboursée pour les stagiaires est de 119 538,53 \$.

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) La Commission n'a eu aucun stagiaire au courant de l'année financière 2024-2025.
- b) S. O.
- c) Aucun montant.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) Le Conseil supérieur de l'éducation n'a eu aucun stagiaire au courant de l'année financière 2024-2025.
- b) S. O.
- c) Aucun montant.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) L'Institut n'a eu aucun stagiaire au courant de l'année financière 2024-2025.
- b) S. O.
- c) Aucun montant.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) 2 stagiaires en 2024-2025;
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) 21 224,98 \$.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

RÉPONSE

Aucune amende n'a été perçue par le Ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Les informations concernant les comités mis en place par le ministère de l'Éducation et ayant occasionné des dépenses lors de l'année financière 2024-2025 sont présentées dans le tableau suivant.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2024-2025
Comité d’audit du ministère de l’Éducation	Le mandat du comité est de veiller à ce que la sous-ministre puisse s’acquitter de ses responsabilités en matière d’audit interne. À ce titre, il fournit des conseils indépendants et objectifs sur la gestion des risques, les mécanismes de contrôle, la gouvernance, la conformité des opérations et sur les processus de reddition de comptes du Ministère	3 représentants du ministère de l’Éducation (rencontres en juillet 2023 et septembre 2023) 4 représentants du ministère de l’Éducation (rencontres en décembre 2023 et mars 2024) Membres externes : Marc Lacroix Danielle Harvey Serge Giguère Jean Descôteaux (membre arrivé en novembre 2023)	Séances du CA 13 juillet 2023 : 3362,50 \$ 8 septembre 2023 : 3237,50 \$ 13 décembre 2023 : 2775 \$ Total : 9 375 \$
Commission de l’éducation en langue anglaise (CELA)	Donner des avis au ministre de l’Éducation sur les questions touchant les services éducatifs dans les écoles primaires et secondaires et des centres d’éducation aux adultes et de la formation professionnelle et recevoir les demandes d’avis que le ministre peut lui adresser.	Président : M. Tino Bordonaro Membres : Noel Burke) - Université McGill Lynn Butler-Kisber - Université McGill Timothy Croteau – Commission scolaire Eastern Townships Michael Di Raddo - Association provinciale des enseignant(e)s du Québec (APSQ) Amanda Heath-Boulianne – Commission scolaire Central Québec Colin Henderson – Commission scolaire Eastern Shores Sabrina Jafralie – Commission scolaire English Montréal Katherine Korakakis - Association des comités de parents anglophones (ACPA) Rosemary Murphy - Fédération québécoise des associations foyer-école (QFHSA) Michael Murray - Président, Commission scolaire Eastern Townships Sabrina Petrocco Commission Scolaire English-Montréal Marnie Stern – Écoles juives populaires et les écoles Peretz inc. Anna Villalta – Commission scolaire English-Montréal Membre d’office: Marie-Josée Blais, SMA (MEQ)	Tino Bordonaro : 24 000\$ Outre M. Tino Bordonaro, président, tous les membres de la CELA siègent à titre de bénévole. En 2024-2025, le Ministère a eu recours au service de deux chercheurs dans le cadre d’un mandat de la CELA. Les honoraires déboursés s’élevaient à 3 810 \$. De plus, le Ministère a eu recours à des services de soutien administratif pour les activités de la présidence de la CELA. Ce montant s’élevait à 21 730,28\$ en 2024-2025.
Comité interministériel de concertation et de coordination pour la recherche de solutions relativement aux services de surveillance des élèves handicapés de 12 à 21 ans et aux camps d’été	Mandats : Pour atteindre les objectifs fixés par le Protocole de Québec de 2003 et l’entente administrative de 2005 entre le ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport et la Commission de la santé et de la sécurité du travail, le comité élabore et propose un plan d’action précisant les priorités, les moyens et les échéanciers ;	Anne Lamontagne, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Daniel Ducharme, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) Lucie Lestage Bourgogne, ministère de la Famille (MFA) Laurie Deschamps, ministère de l’Éducation (MEQ) Roxanne Tardif-Couture, ministère de l’Éducation (MEQ) Nathalie St-Laurent, Secrétariat à la jeunesse (SAJ) - participation facultative	Aucun montant n’a été versé en 2024-2025 Un contrat de 10 000 \$ a été octroyé à l’AQLPH pour développer un Guide de

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2024-2025
	- Le comité s’assure que le plan d’action porte sur les axes de partenariat inscrits dans le Protocole de Québec ; - Le comité coordonne la mise en œuvre et présente des rapports annuels d’activités aux Ministres et à la CNESST. Par son rôle de concertation et de coordination auprès des partenaires pour la recherche de solutions et leur mise en œuvre, l’Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) relance les travaux du comité de travail interministériel MSSS-MFA-MEQ-Office ayant mené à la création du Programme de soutien financier aux services de surveillance d’élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans. Il souhaite également y ajouter les partenaires concernés par les camps de jour et les camps d’été spécialisés, considérant que les acteurs impliqués dans les différents ministères et organismes publics concernés sont principalement les mêmes, et que les problématiques vécues sont étroitement liées, notamment les (difficultés de recrutement et de rétention de main- d’œuvre pour accompagner les jeunes handicapés dans les camps de jour et les camps d’été spécialisés, ainsi que dans les services de surveillance durant la période scolaire). Le comité a pour mandat de trouver des solutions structurantes et pérennes afin de stabiliser les enjeux de main-d’œuvre vécus actuellement au sein des services de surveillance et des divers camps d’été spécialisés et ainsi éviter des bris de services aux jeunes handicapés et à leurs familles, durement touchés par les fermetures de services.	Benoît Saulnier-Tremblay, (MAMH) Nathalie Bolduc, OPHQ Stéphanie Messier, OPHQ	transition de l’école vers la vie estivale. Ce contrat avait lieu sur les exercices financier 2023-2024 (2 500 \$) et 2024-2025 (7 500 \$).
Comité scientifique de transition – Refonte des examens de langue certificatifs	Concevoir et valider scientifiquement une première version de la nouvelle épreuve de français pour toute personne qui poursuit une formation universitaire en enseignement	Responsables de la coordination et de la logistique : Pierrette Jalbert (Experte en mesure et évaluation) Laurie Martin (UQAM) Experts : Marie-Claude Boivin (UdM) Olivier Dezutter (UdS) Chantale Jeanrie (ULaval) Marie-Andrée Lord (ULaval) Ophélie Tremblay (UQAM) Christian Dumais (UQTR) Kathleen Sénéchal (UQAM) Heike Neumann (U Concordia) Caroline Riches (U McGill) Christophe Chénier (UdM) Sébastien Béland (UdM)	Mme Jalbert : 31 800 \$ (contrat gré à gré) Mme Martin : 11 304,00 \$ Les autres membres n’ont reçu aucun honoraire

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2024-2025
Comité de rédaction volet écrit (Refonte des examens de langue certificatifs)	Concevoir une première version du volet écrit de la nouvelle épreuve de français pour toute personne qui poursuit une formation universitaire en enseignement	Isabelle Gauvin (UQAM) Marie-Andrée Lord (ULaval) Katrine Roussel (UQAM)	Mme Gauvin : 10 100,00 \$ Mme Lord : 14 800,00 \$ Mme Roussel : 15 650,00\$
Comité de rédaction volet oral (Refonte des examens de langue certificatifs)	Concevoir une première version du volet oral de la nouvelle épreuve de français pour toute personne qui poursuit une formation universitaire en enseignement	Kathleen Sénéchal (UQAM) Christian Dumais (UQTR)	Mme Sénéchal : 7 100,00 \$ Mme Dumais : 8 000,00 \$
Comités d'enquête	Le mandat d'un comité d'enquête est d'établir si, à son avis, un enseignant a commis une faute grave à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la fonction enseignante. Le mandat des avocats est d'agir à titre de président du comité d'enquête constitué par le ministre, dans les cas suivants : <i>Dans le cas d'une plainte en vertu de l'article 26 de la LIP ou d'une dénonciation en vertu de l'article 28,1 de cette même loi.</i> <i>Dans le cas d'une ordonnance judiciaire ou d'une accusation encore pendante pour une infraction criminelle ou pénale, qui de l'avis du ministre, a un lien avec l'exercice de la profession enseignante</i>	Présidents : Me Fernando Belton Me Pierre Chagnon Me Christina Igorov Me Hélène Montreuil Me André J. Roy Présidents : Me Louis Masson Me David Ettedgui Me André J. Roy Me Patricia Gamliel Me Linda Julien Me Alina-Molina Pase Me Madeleine Lemieux Me Hélène Montreuil	En date du 20 février 2025, les présidents des comités d'enquête ont reçu les honoraires suivants : Me Belton : 25 200,00\$ Me Chagnon : 11 025,00 \$ Me Igorov : 64 680,00 \$ Me Montreuil : 9380, 00 \$ Me J. Roy : 23 135,00 \$ Total : 133 420,00 \$ En date du 20 février 2025, les présidents des comités d'enquête ont reçu les honoraires suivants : Me Ettedgui : 8 365,00 \$ Me Roy : 27 403,00 \$ Me Gamliel : 2 385, 92 \$ Me Julien : 11 445.00 \$ Me Lemieux : 1 825,51 \$ Me Masson : 1 113,02 \$ Me Montreuil : 16 905, 00 \$ Me Pase : 3 990,00 \$ Total : 73 432,45\$

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2024-2025
Comité MEQ-Partenaires	Le Comité MEQ-Partenaires a comme mandat de proposer des orientations rejoignant les grands objets de préoccupation du réseau, en facilitant le travail collaboratif entre le Ministère et ses principaux partenaires. Ce comité est le lieu où convergent les travaux des groupes de travail afin de dégager les orientations à proposer au ministre.	- Association des administrateurs des écoles anglophones du Québec (AAESQ) - Association des cadres du grand Montréal (ACGM) - Association des comités de parents anglophones (ACPA-EPCA) - Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ) - Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCASQ) - Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ) - Association des directrices et directeurs généraux des établissements scolaires de l'enseignement privé du Québec (ADIGESEP) - Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES) - Association québécoise des cadres scolaires (AQCS) - Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE) - Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP) - Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) - Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) - Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE) - Regroupement des comités de parents autonomes du Québec (RCPAQ)	Total : 204,58 \$

COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Comité pour la mise à jour du <i>Document référentiel en vue de l'analyse des demandes présentées à la Commission</i> et du <i>Règlement de régie interne</i> de la Commission consultative de l'enseignement privé	
Mandat : Actualiser le <i>Document référentiel en vue de l'analyse des demandes présentées à la Commission</i> et le <i>Règlement de régie interne</i> de la Commission	
Nom	Honoraires 2024-2025
Renée Champagne	450 \$
Marie-Claude Bénard	150 \$
Total	600 \$

Comité pour la rédaction d'un avis sur le projet de modification du <i>Règlement d'application de la Loi sur l'enseignement privé</i>	
Mandat : Rédiger un avis sur le projet de modification du <i>Règlement d'application de la Loi sur l'enseignement privé</i> , à la demande de la ministre de l'Enseignement supérieur et du ministre de l'Éducation, en vertu de l'article 114 de la <i>Loi sur l'enseignement privé</i> .	
Nom	Honoraires 2024-2025
Renée Champagne	225 \$
Chris Adamopoulos	75 \$
Marie-Claude Bénard	75 \$
Simone Leblanc	75 \$
Total	450 \$

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Voir l'information de la fiche 1RP_EDUC01-CSE.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Aucun honoraire n'est versé relativement à la participation des membres à ces comités.

PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements généraux des groupes d'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Comité	Mandat	Personnes	Honoraires 2024-2025
Comité de sélection des protecteurs régionaux de l'élève formé en vertu de l'article 6 de la Loi sur le protecteur national de l'élève. Présidé par le protecteur national de l'élève.	Procéder au recrutement et à la sélection des personnes déclarées aptes à être nommées protectrices ou protecteurs régionaux de l'élève.	Geneviève Dandurand Évelyne Gosselin Annie Goudreau Costas Kastrantas Mélanie-Ann Leblanc Christian Rock Alexandra Vallières Cindy Finn Josiane Landry Martin Labrecque	Honoraires versés en vertu de l'article 12 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des protecteurs régionaux de l'élève. Montant total : 1 450 \$

